L'an mil huit cent soixante dix neuf, le neuvième jour du mois de novembre, le Conseil municipal de la Commune de Bouille, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette Commune,

Etaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Béchéné, Blanchard & Saurat, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Saurat Cyprien, ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le président l'a invité à nommer trois délégués afin de procéder à la révision des listes électorales.

Le Conseil, à l'unanimité, désigne les conseillers municipaux suivants: Béchéné François, pour les opérations préliminaires de la révision; Castex François et Saurat Cyprien, comme membres chargés du jugement des réclamations en matière d'inscription ou de radiation.

Ainsi délibéré à Bouille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents

Laffont Martres Blanchard Castex
Béchéné Saurat

L'an mil huit cent soixante dix neuf, le neuvième jour du mois de novembre, le Conseil municipal de la Commune de Bouille, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette Commune

Etaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Béchéné, Blanchard & Saurat, formant nombre suffisant pour délibérer

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Saurat Cyprien ayant obtenu la majorité des suffrages a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le président propose de demander l'exécution, par voie de régie, des travaux nécessaires au redressement du chemin vicinal N° 1, de Bouille à La Bastide.

Le Conseil:

Considérant que l'urgence de ces travaux est démontrée, et que la Commune ne saurait attendre sans éprouver une gêne réelle, l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en adjudication.

Considérant que l'adjudication aurait l'inconvénient de

approuvant deux mots rayés, nous disons trente janvier.

Comminges
Millet
Blanchard
Béchéné
Castex
Laffont
Saurat
Martres

laisser à un entrepreneur la liberté de choisir l'époque de l'ouverture des travaux; d'employer des ouvriers étrangers, et de prendre en dehors de la Commune le bétail nécessaire au charroi des matériaux.

Considérant, que le déficit qui s'est produit dans la récolte de cette année entraînerait une misère extrême chez la plupart des habitants, s'ils n'étaient occupés pendant la saison d'hiver; qu'il y a donc lieu de réserver pour eux, et d'une manière exclusive, le travail à exécuter sur ce chemin.

Considérant que la régie aurait l'avantage d'obtenir une économie sensible dans le prix de la main d'œuvre,

Est d'avis, à l'unanimité de prier Monsieur le Préfet de vouloir bien autoriser l'exécution, par voie de régie, des travaux de redressement du chemin vicinal N° 1.

Ainsi délibéré à Bouille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents

Laffont Martres Blanchard Castex
Millet Béchéné Saurat Saugue
Comminges
Glairet Martres

L'an mil huit cent quatre vingt ~~et le trente quatre~~ janvier M. le Maire de la Commune de Bouille, donne connaissance au Conseil municipal d'une décision en date du 22 Décembre 1879, par laquelle la Commission départementale a approuvé le projet de redressement du chemin vicinal ordinaire N° 1.

Le Conseil municipal donne acte à Monsieur le Maire de cette communication.

Ont signé les membres présents: Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Béchéné, Comminges, Millet, Blanchard, Saurat, Saugue et Glairet Maire

Béchéné Comminges Castex
Blanchard Millet
Saugue Laffont Saurat

L'an mil huit cent quatre vingt et le vingt quatre janvier le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le Préfet en date du 6 janvier courant sous la présidence de M. le Maire.

Etaient présents : MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Béchéné, Millet, Saurat, Comminges, Blanchard et Sougne, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été délégné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le président lui a proposé d'acheter et de faire placer, dans le centre du village, trois reverbères qui seraient allumés pendant les nuits obscures, afin de faciliter la circulation dans les rues étroites qui traversent la commune.

Le Conseil

Partageant la manière de voir de M. le Maire, vote à l'unanimité un crédit de cent dix francs, à prendre sur les fonds libres, pour faire face à cette dépense (80 francs pour achat de reverbères, 30 francs pour achat de pétrole)

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Béchéné Comminges Martres Millet
Blanchard Castex
Sougne Laffont Saurat

Le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en session de droit

Présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Millet, Saurat, Béchéné, Laffont, Comminges, Blanchard & Sougne.

M. le Maire a donné lecture des articles 5 de la loi du 25 juin 1841 et 14 de la loi des finances du 14 juillet 1856, ainsi conçus :

Art 5. « Pour indemniser l'Etat des frais de l'administration des bois des communes et des établissement publics, il sera payé au profit du Trésor, sur les produits tant principaux qu'accessoires de ces bois, cinq centimes par franc en sus du prix principal de leur adjudication ou cession.

« Quant aux produits délivrés en nature, il sera perçu par le Trésor le vingtième de leur valeur, laquelle sera fixée définitivement par le Préfet, sur les propositions des agents forestiers et les observations des Conseils municipaux et des administrateurs.

« Art. 14. Le remboursement à l'Etat des frais d'administration des bois des « Communes et des établissement publics continuera à s'effectuer, conformément « à l'article 5 de la loi précitée et à l'article 6 de la loi du 19 juillet 1845, sans « toutefois que la somme remboursée par chaque Commune ou chaque « établissement public puisse dépasser un franc par hectare des bois qui lui « appartiennent ».

Après cette lecture, M. le Maire a mis sous les yeux du Conseil les deux premiers paragraphes de l'art 6 de la loi du 19 juillet 1845, conçus dans les termes suivants :

« Les prélèvement sur les ventes ou délivrance en nature des produits des « Communes ou établissement publics, prescrits par l'article 5 de la loi du 25 juin « 1841, continueront à porter sur les produits principaux. Ils cesseront d'être « appliqués aux produits accessoires.

« Quant aux produits délivrés en nature, la valeur en sera fixée définitivement « par le Ministre des finances, sur les propositions des Agents forestiers, les « observations des Conseils municipaux et des Administrateurs, et l'avis du Préfet.

M. le Maire a ensuite exposé que MM. les Agents forestiers proposent de fixer à la somme de 1059 francs, la valeur de la coupe N° 74 de taillis sous futaie, qui doit être livrée en nature à la commune dans son bois communal, pour l'exercice 1879.

Le Conseil municipal, cet exposé entendu,

Considérant que la proposition de l'administration des forêts est fondée.

Estime qu'il y a lieu de fixer à la somme de mille cinquante neuf francs, la valeur de la coupe qui doit être délivrée en nature à la Commune pour l'exercice 1879.

Une expédition de la présente délibération sera envoyée à M. le Sous-Préfet pour y être donné la suite convenable.

Fait à Couille le quinze février mil huit cent quatre vingt et ont signé les membres présents.

Millet Castex
Béchéné Martres Comminges Blanchard
Saurat Sougne

L'an mil huit cent quatre vingt et le quinze février, le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en session de droit en lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glaviet, Maire de cette commune.

Etaient présents : MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Blanchard, Sougne, Saurat, Comminges, Millet, Béchéné & Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé

par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui donne lecture d'une lettre de M. Germain Lasvignes, Receveur des Domaines à St Gaudens, par laquelle il déclare faire abandon de la contenance de 0h.4are 21 centiares, nécessaire au redressement du chemin vicinal N° 1 de Touille à Labastide. Il propose de voter à M. Lasvignes des remerciements pour cette donation.

Le Conseil, s'associant à la proposition de M. le Maire prie M. Lasvignes de vouloir bien recevoir l'expression de toute sa gratitude.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont, Martres, Millet, Carter, Commenges, Béchoné, Sougue, Sourat, Blanchard

L'an mil huit cent quatre vingt et le vingt deux février, le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session de droit lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaret Maire de cette Commune.

Étaient présents : MM. Martres Bertrand, Carter Bertrand, Carter François, Blanchard, Sougue, Saurat, Comminges, Millet, Béchoné et Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855 il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le président lui a soumis le acte de vente de terrain incorporé au chemin vicinal de petite communication N° 1 de Touille à Labastide.

Vu la décision de la Commission départementale en date du 22 décembre dernier qui approuve le plan dressé le 8 août 1879 par l'Agent Voyer du Canton de St Gaudens, pour l'élargissement et le redressement de ce chemin.

Considérant que par suite du redressement de ce chemin, les dénommés ci-après ont cédé à la Commune, la contenance de terrain indiquée en regard de leur nom, et dont la valeur a été fixée de gré à gré.

Dispagne Jean-Pierre	0h 5are 96	293.23
Béchoné Guillaume	" " 75	33.75
Carter Louis	" 2. 43	109.35

Ducos Thérèse, épouse Carsalade	0h 2are 10	94.50
Dedieu Pierre & frère	" " 98	44.10
Dispagne Jean Baptiste	" 1. 41	63.45
Carter Bernard	" " 45	20.25
Castagnas Michel	" " 50	22.50
Dedieu Blaise et Clamet Magdeleine	" 3. 45	169.74
Martres Marie, épouse Cazenot	" 23. 27	997.88
Calix Catherine, épouse Canbont	" " 06	1.85

Le Conseil :

approuve les dits actes, décide que le montant de l'indemnité sera payé aux susnommés, sur le produit de l'emprunt de dix mille francs (F. 10.000), et dispense M. le Maire de faire remplir les formalités de la purge des hypothèques, en ce qui concerne les nommés Castagnas Michel, Dedieu Blaise & Clamet Magdeleine sa mère, Dispagne Jn Baptiste, Dedieu Pierre, François Baptiste et Jean Étienne frères, Carter Bernard, Carter Louis, Béchoné Guillaume, Dispagne Jn Pierre, Ducos Thérèse épouse Carsalade, et Ducos Françoise épouse Calix sa sœur, et Calix Catherine épouse Canbont François.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont, Martres, Millet, Martres, Carter, Commenges, Béchoné, Sougue, Sourat, Blanchard

L'an mil huit cent quatre vingt et le vingt deuxième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Touille s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaret Maire de cette commune, en session de droit.

Étaient présents : MM. Martres Bertrand, Carter Bertrand, Carter François, Blanchard, Sougue, Saurat, Comminges, Millet, Béchoné et Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a proposé de voter pour compléter les crédits ouverts au Budget de l'exercice 1879, le montant des frais ci-après dénommés :

Frais des Registres de l'État civil	3 F 60
Frais de timbre	12.60
Assurance contre l'incendie	6.25
Indemnité à l'État (20e de la Corse extraordinaire)	104.95
Contribution de la Commune	7.81
Total	135.21

Le Conseil, approuvant l'ouverture des crédits ci-dessus, vote la somme de cent trente cinq francs, vingt cinq centimes, à prendre sur les fonds libres en caisse.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Castex Millet Blanchard Mastrat Commingès Béchéné Sougue Saurat

L'an mil huit cent quatre vingt et le vingt deux février le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, maire de cette Commune.

Etaient présents: MM. Martres Bertrand, Bertrand Castex, Castex François, Blanchard, Sougue, Saurat, Comminges, Millet, Béchéné & Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a soumis une lettre de M. le Sous-Préfet, en date du 24 janvier dernier, qui demande à ce que la Commune s'impose des sacrifices pour le rétablissement du chemin de grande Communication, N° 30, sur le territoire de Mane.

Le Conseil: Considérant que la Commune a besoin de toutes ses ressources pour l'entretien des chemins vicinaux de petite communication, que sa situation est la même qu'en 1879, et que, par conséquent elle est toujours dans l'impossibilité de faire aucun sacrifice.

A l'unanimité, regrette de ne pouvoir qu'exprimer le vœu que le département accorde à la Commune de Mane, une subvention nécessaire pour la reconstruction, sur son ancien tracé, du chemin de grande Communication, N° 30.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Castex Millet Mastrat Béchéné Commingès Sougue Saurat Blanchard

L'an mil huit cent quatre vingt et le vingt cinq avril, le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en lieu ordinaire de ses séances, en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le Sous Préfet, en date du Dix sept avril courant, sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette Commune.

Etaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Blanchard, Sougue, Saurat, Comminges, Millet & Béchéné & Martres Germain, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Saurat Cyprien ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis l'acte de vente de terrain incorporé au chemin vicinal de petite communication, N° 1 de Touille à Labastide.

Vu la décision de la Commission départementale en date du 22 décembre dernier qui approuve le plan dressé le 8 août 1879, par l'agent voyer du Canton de St Gaudens.

Considérant que par suite du redressement de ce chemin les dénommés Ronède Laurence épouse de Pires Pierre et Soulé Jeanne usufruitière du nommé Ronède Joseph décédé et tutrice légale de Ronède Laurent, ont dû céder à la Commune une contenance de terrain de quinze ares, soixante quinze centiares, dont la valeur a été fixée de gré à gré à la somme de Six cent francs. (F. 600.)

Le Conseil:

Approuve le dit acte et décide que le montant de l'indemnité sera payé aux sus nommés sur le produit de l'emprunt de dix mille francs. (F. 10000.)

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Castex Blanchard Comminges Sougue Millet Béchéné Laffont Mastrat Martres

L'an mil huit cent quatre vingt et le vingt cinq avril le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni au lieu ordinaire de ses séances, en session extraordinaire ~~de se~~ en vertu de l'autorisation de M. le Préfet en date du 17 mars dernier, sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette Commune.

Etaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Blanchard, Sougue, Saurat, Comminges, Millet, Béchéné & Martres Germain, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, M. Saurat Cyprien ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis le dossier relatif au nommé Bareilles Joseph, soldat de la classe de 1879, à l'effet d'être maintenu dans ses foyers comme indispensable soutien de famille.

Le Conseil :

Connaissant la position du sieur Bareilles père et l'infirmité dont il est atteint ;

Considérant que les motifs indiqués dans le certificat médical N° 5 sont l'exposé fidèle de la vérité,

Prie M. le Préfet de vouloir bien s'intéresser à la position malheureuse de la famille Bareilles et faire classer le sieur Bareilles Joseph comme soutien de famille.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Carles Blanchard
Cougue Comminges Millet Carles
Saurat Laffont
Laffont
S'ortes

L'an mil huit cent quatre-vingt, le seizième jour du mois de mai, le conseil municipal de Touille s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette commune, en session ordinaire.

Etaient présents, MM. Martres Bertrand, Blanchard, Carles François, Carles Bertrand, Comminges, Laffont, Millet, Saurat, Souque & Béchéné. Formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président propose d'ouvrir un crédit de F. 67-86 pour les dépenses des chemins vicinaux, afin de régulariser les opérations de l'exercice 1879.

Le Conseil. Considérant que les ressources de l'exercice 1879 se sont élevées à F. 1197-99 ; que les crédits portés au budget n'y figurent que pour une somme de F. 1130-13.

Est d'avis qu'il y a lieu de voter le crédit de F. 67-86 demandé par M. le Maire.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Carles Millet
S'ortes Comminges
Souque Béchéné
Blanchard Saurat

L'an mil huit cent quatre-vingt, le seizième jour du mois de mai, le conseil municipal de Touille, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette commune, en session ordinaire.

Etaient présents, MM. Martres Bertrand, Blanchard, Carles François, Carles Bertrand, Comminges, Laffont, Millet, Saurat, Cyprien, Souque & Béchéné, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le président a fait connaître que la dame Sorlé veuve Renée de n'avait pu aliéner les biens appartenant à ses pupilles mineurs et incorporer au chemin vicinal N° 1, sans y être autorisée par le tribunal de St Gaudens ; que par suite de l'accord intervenu, la cession de terrain doit être affranchie de tout prix.

Propose de payer la somme de F. 35-10, montant du jugement, sur le crédit de F. 10.000-.. inscrit au chapitre additionnels de 1880.

Le Conseil est d'avis d'accepter la proposition de M. le Maire.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Carles Martres
Cougue Millet Laffont Béchéné
Comminges Saurat
Blanchard

L'an mil huit cent quatre-vingt, le seizième jour du mois de mai, le Conseil municipal de Touille s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette commune, en session ordinaire.

Etaient présents, MM. Martres Bertrand, Blanchard, Carles François, Carles Bertrand, Comminges, Laffont, Millet, Saurat, Souque & Béchéné formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855 il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Laffont Joseph ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptée.

Le Conseil ainsi constitué, le Président a donné lecture de la circulaire de M. le Préfet, en date du 25 avril dernier, relative aux subventions à accorder aux Communes sur le crédit de 80.000.000 f., pour les aider à construire leurs chemins vicinaux.

Le Conseil, pénétré de la reconnaissance pour la sollicitude dont témoigne le Parlement envers les intérêts agricoles, désigne les chemins vicinaux

ordinaire suivants comme devant participer à la dite subvention.

Chemin N° 1.

1° Continuation de travaux neufs dont la dépense est évaluée à la somme de F. 16.180.

2° Elargissement de la rue du village, classée chemin vicinal, par l'acquisition de la maison appartenant aux héritiers Castex.

3° Appropriation de la partie de chemin de Touille à Salat.

Chemin N° 2.

Continuation de l'élargissement et du redressement du chemin de la côte de Montarréau à Betchat.

Chemin N° 3.

Appropriation

Chemin de Touille à Labastide, longeant le Salat.

Construction d'un mur détruit par l'inondation de 1875 et appropriation.

Le Conseil prie Monsieur le Préfet de vouloir bien transmettre ses remerciements chaleureux au Gouvernement, au nom de toute la population agricole, disposée plus que jamais, à lui prêter son entier et patriotique concours.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex Millet Mauprey Glaiset
Sougue Cominges Blanchard
Laffont Tauzet Téchéné

L'an mil huit cent quatre vingt, le vingt troisième jour du mois de mai, le Conseil municipal de Touille s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaiset Maire de cette Commune en session ordinaire.

Etaient présents, MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Téchéné, Saurat, Sougue, Millet, Cominges & Blanchard; Laffont.

formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, M. Castex François ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis les actes de vente des terrains incorporés au chemin vicinal de petite communication, N° 1, de Touille à Labastide.

Vu la décision de la commission départementale en date du 22

décembre dernier, qui approuve le plan dressé le 8 août 1879, par l'Agent Voyer du canton de St Gaudens, pour l'élargissement et le redressement de ce chemin;

Considérant que par suite du redressement de ce chemin les dénommés ci-après, ont cédé à la Commune, la contenance de terrain indiquée en regard de leur nom et dont la valeur a été fixée de gré à gré.

Castex Dominique	0.40	18 f.
Martres François	2.85	139.23
Perpoy Guillaume	1.16	56.58

Le Conseil approuve les dits actes, décide que le montant de l'indemnité sera payé aux ses. nommés sur le produit de l'emprunt de F. 10.000.- et dispense M. le Maire de faire remplir les formalités de la purge des hypothèques.

Ainsi délibéré à Touille, les jour mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Sougue Castex
Glaiset Tauzet Téchéné
Blanchard Cominges Millet

Compte du Receveur municipal.

Session ordinaire du 16 mai 1880

Le Conseil municipal de la Commune de Touille.

Vu le compte rendu par le sieur Vignier, Receveur municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le premier janvier 1879 jusqu'au 31 décembre suivant, lequel comprend: 1° le rappel du compte de l'exercice 1878; 2° les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'Exercice 1879; 3° les recettes et les dépenses concernant les services hors budget;

Vu le détail des opérations finales de l'Exercice 1879, établi en regard du compte sus mentionné, et présentant les recettes et les dépenses pour le dit Exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion 1880;

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui, tant du compte de la gestion 1879 que des opérations complémentaires effectuées en 1880;

Vu les budget primitif et additionnel des recettes et dépenses présumées de l'Exercice 1879, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant le dit Exercice;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif, dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la commune en a retirée;

Considérant que le compte est bien établi et les opérations régulièrement justifiées.

Délibère:

Article premier. Statuant sur la situation du Comptable au 31 décembre 1879 sauf le règlement et l'apurement par conformément à l'article 66 de la loi du 18 juillet 1837, le Conseil admet les recettes de la gestion 1879 pour la somme de .. 4.219-01

Les dépenses, pour elle de 4.615-13

Fixe l'excédant de la dépense à 396-12

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de 1117-53

Déclare le Comptable débiteur, sur son compte de la gestion 1879, de la somme de 721-41

Art. 2. Statuant sur les opérations de l'Exercice 1879, sauf le règlement et l'apurement par le Conseil de Préfecture, le Conseil admet les opérations effectuées, tant pendant la gestion 1879 que pendant les trois premiers mois de la gestion 1880, savoir :

En recette, pour 4.018-64

En dépense, pour 3.775-96

D'où résulte un excédant de recette de 242-68

Le résultat définitif de l'Exercice 1878 ayant présenté un excédant de recette de 355-30

Le résultat définitif de l'Exercice 1879, égal au résultat du compte d'administration du même Exercice, est un excédant de recette de 597-98

Art. 3

Fait et délibéré à Touille, le 16 mai 1880

Compte administratif.

L'an mil huit cent quatre-vingt, et le seizième jour du mois de mai, le Conseil municipal de la commune de Touille, assemblé en session ordinaire, sous la présidence de M. le Maire de la dite commune, dans la salle de ses séances ordinaires.

M. le Maire ayant déposé sur le bureau son compte d'administration, pour l'exercice 1879; et s'étant retiré, il a été procédé à l'élection d'un Président et d'un Secrétaire.

Présents: MM. Martres Bertrand, Castex François, Castex Bertrand, Sougne, Blanchard, Millet, Laffont, Saurat, Téchené et Cummings.

MM. Blanchard et Castex François ont été désignés, par voie de scrutin, pour remplir, le premier, les fonctions de Président; le second, celles de Secrétaire; et de suite le Conseil, ayant examiné attentivement le compte d'administration, de M. le Maire, a reconnu,

1° Que l'excédant de

	Recettes		Dépenses
recette, au 31 mars 1879, était de	355	30	"
2° Que les recettes et les dépenses faites pendant les années 1879 et 1880 pour les opérations propres à l'exercice 1879, ont produit un excédant de recette de	242	68	"
D'où il suit que le reliquat de l'exercice 1879 s'élève à	597	98	

Par cet examen, le Conseil croit s'être convaincu que le Compte d'administration du Maire pour 1879 est exact dans tous ses articles; que les dépenses lui paraissent avoir été utiles et régulières, restées dans les limites des fonds alloués au budget et par autorisations spéciales, et distribuées avec économie, et, par conséquent, approuve le dit compte.

Ainsi fait, arrêté et délibéré par les membres du Conseil qui ont signé, à Touille les an, mois et jour que dessus.

Laffont — Martres — Sougne — Saurat — Castex — Blanchard — Cummings — Téchené — Castex

Règlement définitif

L'an mil huit cent quatre-vingt, et le seize mai.

Les membres, composant le Conseil municipal de la commune de Touille se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Étaient présents MM. Martres Bertrand, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand, Cummings, Laffont, Millet, Saurat, Sougne et Téchené.

Le Conseil municipal,

Ouï le rapport de l'un de ses membres;

Vu les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur l'administration et la comptabilité des communes;

Après s'être fait représenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 1879, et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses entreprises, et celui des mandats délivrés par le Maire, enfin le compte du Receveur pour la gestion de l'année 1879, accompagné de pièces justificatives, ainsi que le compte moral ou administratif de la même année;

Procédant au règlement définitif du budget de 1879, propose de fixer ainsi qu'il suit, les recettes et dépenses de cet exercice, savoir :

Recettes

Les Recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires de l'exercice 1879, évaluées par le budget à F. 11.661-65

ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer à la somme de 6.231.64

De laquelle il convient de déduire celle de . . . . " . "

Savoir :

Pour non-valeurs justifiées au compte du Receveur . . . . . " . "

Pour restes à recouvrer également justifiés et qui seront portés en recettes au plus prochain compte . . . . . 2.213 . .

Somme égale . . . . . 2.213 — 2.213 . "

Au moyen de quoi, la recette de l'exercice 1879 demeure définitivement fixée à la somme de 4.018-64

Dépenses.

Les dépenses crédités au budget de 1879 s'élèvent à 6.024-35

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet des crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice 5.771.08

Total des dépenses présumées 11.795-43

De cette somme il convient de déduire celle de " . "

Savoir :

1° Crédits en portions de crédits restant sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses, ci 7.886-50

2° Dépenses faites mais non ordonnancées avant le 31 mars 1880, et à reporter au budget supplémentaire de 1880 et au budget suivant 80-02

3° - Dépenses ordonnancées mais non payées avant le 31 mars 1880, et à reporter au budget supplémentaire de 1880 . . . . . 52.95

Somme égale . . . . . 8.019-47 — 8.019-47

Au moyen de quoi, les dépenses de l'exercice 1879 sont définitivement fixées à 3.775-96

Les recettes de toute nature de l'exercice 1879 étant arrêtées à 4.018-64

Les dépenses du même exercice étant définitivement fixées à 3.775-96

Il reste, par conséquent, pour reliquat définitif la somme de 242-68

laquelle sera portée, comme ressource extraordinaire, au budget supplémentaire de 1880

Toutes les opérations de l'exercice 1879 sont déclarées définitivement closes et ses crédits annulés.

La présente délibération sera jointe comme pièce justificative au budget supplémentaire de 1880.

Délibéré à Touille, les jour, mois et an ci-dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Souque Commenges Pouzot Blanchard Castex Béchéné Millet Castex Mauriac

Proposition du budget de l'année 1880

L'an mil huit cent quatre vingt et le seizième jour du mois de mai, le Conseil municipal de la Commune de Touille, étant réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glaviet, Maire, a procédé à la formation du budget de l'année 1880.

En conséquence, M. le Maire a remis sur le bureau de l'état des recettes et dépenses projetées pour la dite année 1880, et après une vérification et un examen approfondi,

Le Conseil,

Vu le compte d'administration rendu par M. le Maire pour l'exercice 1879;

Vu le compte de gestion de 1879 rendu par le receveur municipal;

Vu l'état des recettes et dépenses proposées par M. le Maire

Considérant que les recettes et dépenses proposées se trouvent bien établies

Délibère de proposer le Budget de l'année 1881 selon les articles de recettes et dépenses libellées dans la colonne destinée aux propositions du Conseil municipal et dont les résultats présentent :

1° Pour la recette, la somme de . . . . . 4.147 "

2° Pour les dépenses celle de . . . . . 4.147 . "

D'où il résulte un excédant de . . . . . " . "

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé les membres présents.

Laffont Souque Pouzot Commenges Blanchard Béchéné Castex

Service vicinal

L'an mil huit cent quatre vingt, le seizième jour du mois de mai le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glaviet, Maire.

Étaient présents : MM. Martres Bertrand, Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Commenges, Laffont, Millet, Sauvat, Souque et Béchéné, formant la majorité des membres en exercice

M. Laffont a été élu secrétaire

Le Conseil :

Vu la loi du 21 mai 1836, l'instruction ministérielle du 24 juin suivant et le règlement général sur les chemins vicinaux ;

Vu le rapport des agents-voyers sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, sur les dépenses à y effectuer en 1881, et sur l'emploi à donner aux reliquats de 1879,

Vu l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet du département, en date du 30 avril 1880;

Vu le budget approuvé pour l'année courante et les comptes rendus

tant par le Maire que par le receveur municipal, des recettes et des dépenses de l'exercice expiré, comptes dont il résulte que le reliquat des ressources des chemins vicinaux de cet exercice est de quatre francs quatre vingt deux centimes.

Délibère :

La commune sera imposée pour 1881, de :

1°- 3 journées de prestation, dont le produit est évalué à . . . 1234-"

2°- 5 centimes spéciaux ordinaires, évalués à 234-70

Il sera inscrit au budget de 1881, pour le service des chemins vicinaux, en plus des ressources ci-dessus notées :

1° Subvention du département ou de l'Etat, mémoire de . . . . . 55-"

2° Le produit de l'imposition extraordinaire de " centime autorisé, le " . . . . . "

3° Le produit de trois centimes spéciaux extraordinaires autorisés, le " 188 . . . . . "

4° La somme à réaliser sur l'emprunt de F. 10000 " autorisé par Décret en date du 17 mars 1879, 28 janvier 1880 . . . . . 400-"

Total 1913-70

Sur cette somme seront prélevés :

1° Pour remboursement d'emprunt et d'intérêts . . . . . 400-"

2° Pour frais généraux, personnel, mises au comptable, etc 7.81

3° Les contingents des chemins de grande communication et d'intérêt commun, jusqu'à concurrence de :

Pour les chemins de grande communication, n° 30 f. 19 . . . . . 140-"

Le Conseil déterminera ultérieurement le détail de l'emploi des ressources sur les chemins vicinaux ordinaires.

Pour ce qui est de l'emploi à donner au reliquat de 1879, le conseil décide la répartition suivante :

Numéros et désignation des chemins	Objet de la dépense	Montant	
		Délibération du Conseil municipal	Décision du Préfet
Chemin N° 1 de Labastide	Ensablement	4-82	

Le Conseil décide enfin que les prestations en nature de l'année 1881 seront converties en tâches, d'après le tarif adopté.

Lafon Dulé Sougue Cochéry Cantenys Castex Laulat Mr Bladecharé

Le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni extraordinairement sous la présidence du Maire, au nombre de onze membres, et assisté, conformément à l'article 42 de la loi du 18 juillet 1837, des plus forts contribuables, au nombre de quatre

Vu le budget approuvé pour l'année 1880 et les comptes finaux rendus tant par le Maire que par le Receveur municipal, des recettes et dépenses de 1879 ;

Vu le budget approuvé pour l'année 1881, et les

Considérant que les recettes ordinaires admises au budget proposé pour 1881 non compris l'imposition pour salaire du Garde champêtre, ne s'élèvent qu'à la somme de . . . . . 2934-"

A laquelle il convient d'ajouter :

Instruction primaire	1° L'imposition extraordinaire de 4 centimes votée par le conseil municipal pour l'instruction primaire, conformément aux lois des 15 mars 1850 et 19 juillet 1875	190-"
	2°- Les secours à allouer sur les fonds du département ou de l'Etat, conformément au même article, pour subvenir à l'insuffisance de la dite imposition	"- "
	3° Le produit de la rétribution scolaire	"- "
Chemins vicinaux	4° L'imposition extraordinaire votée par le Conseil municipal pour dépenses des chemins vicinaux (Loi du 21 mai 1836)	237-"
	5° L'allocation accordée sur les fonds départementaux	"- "
	Total de la Recette . . .	3.361-"

Tandis que les crédits proposés pour les dépenses annuelles ordinaires et facultatives ci-après désignées, savoir :

Frais d'administration (y compris le salaire des gardes de service, les registres de l'état civil, les frais d'impression, des comptes, livres et budget de la Commune, ceux de timbre et les frais de confection de matrices de rôles)	1170-15	
Traitement du Receveur municipal	141-"	
Loyer de la maison commune	"- "	
Entretien annuel de propriété communale	20-"	
id des édifices du culte	5- "	
Logement du curé ou Desservant, à défaut de presbytère	"- "	
Supplément de traitement au curé ou Desservant	"- "	
Traitement fixe et logement de instituteur	190-"	
id de institutrice	"- "	
Entretien des chemins vicinaux	1.461-"	
Dépenses des enfants assistés	15-"	
id des aliénés	92-"	
Fêtes publiques	"- "	
Dépenses imprévues	30-"	
Salaire des Gardes champêtres et forestiers	350-"	
Assurance contre l'incendie	16-85	
Indemnité de logement au Garde forestier	25-"	
Font un total de	3.511-"	3.511-"

Qu'en conséquence, il reste à pourvoir à un déficit de . . . . . 150-"

Considérant que les dépenses à faire sont indispensables et que la commune ne peut y pourvoir qu'en obtenant l'autorisation de s'imposer extraordinairement,

Est d'avis : qu'elle soit autorisée à s'imposer pour l'année 1881 :

1° Une somme de Cent cinquante francs, représentant 3-20 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour le salaire du Garde champêtre et à porter en reste à l'art. 20 du budget.

Fait et délibéré le vingt-trois mai 1880, par les membres du Conseil municipal et les plus forts imposés ci-après dénommés

Noms des membres du conseil municipal présents à la séance	Signature pour émargement ou mention de la déclaration de ceux qui ne savent pas signer	Noms des plus forts imposés convoqués	Noms des plus forts imposés assistant à la séance	Signature pour émargement ou mention de la déclaration de ceux qui ne savent pas signer
Glairet		Dispagne Jn Pierre	Dispagne	Dispagne
Martres Bertrand		Boyrau Jean		
Saurat		Cazenet Jn Marie		
Castex Bertrand		Martres Pierre		
Comminges	Comminges	Perfey Paul		
Blanchard	Blanchard	Perfey Guillaume		
Téchéné	Téchéné	Mallet Bertrand		
Souque	Souque	Bousquet	Bousquet	Bousquet
Mallet		Bouie Jacques		
Laffont	Laffon	Castagnas Jn	Castagnas	Castagnas
Castex François		Martres Jn Pr		
		Charpeau Mathieu		
		Martres Joseph		
		Charpeau Jean		
		Castex Jn fils	Castex	Castex

L'an mil huit cent quatre vingt, le dix-huitième jour du mois de juillet, le Conseil municipal de la Commune de Tonille réuni en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du trois juillet courant, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette commune.

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Téchéné, Saurat, Comminges, Mallet, Blanchard et Souque, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Saurat ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis la note des dépenses occasionnées par la fête nationale du 14 juillet dont le total s'élève à F. 81-50, savoir :

Achat de drapeaux	26f 50
Objets divers mât de cocagne, jeux de crèche etc	55 -
Total	81 - 50

Le Conseil

Après avoir pris connaissance de la note précitée, vote à l'unanimité un crédit de Quatre-vingt-un francs, cinquante centimes, à prendre sur les fonds libres, pour faire face à la dépense de la fête du 14 juillet.

Ainsi délibéré à Tonille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Castex Martres Saurat
Souque Comminges
Laffon Castex Téchéné

L'an mil huit cent quatre vingt le dix-huitième jour du mois de juillet, le Conseil municipal de la Commune de Tonille, réuni en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet, en date du 11 juillet courant, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette Commune.

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Téchéné, Saurat, Comminges, Mallet, Blanchard et Souques, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Saurat ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a donné lecture du rapport de M. l'Ingénieur ordinaire de St Gaudens, relatif à l'évaluation des dépenses à faire pour l'exécution des travaux sur les chemins vicinaux ordinaires N°s 1 et 3 et aux ressources à créer pour concourir avec les subventions de l'Etat et du Département à la construction des dits chemins.

Le Conseil

Considérant que les travaux en cours d'exécution sur le chemin N° 1 ne figurent point dans l'évaluation faite par M. l'Ingénieur, qu'il y a lieu cependant de les y comprendre afin de dédommager la Commune des sacrifices considérables qu'elle vient de s'imposer.

Considérant que le premier emprunt de F. 5000-- autorisé par Décret du 17 mars 1879 n'a pu être utilisé pendant cet exercice par le

motif que les travaux n'ont été approuvés qu'en 1880; qu'un premier encaissement de F. 1800-- a eu lieu le 2 février 1880, et le solde, F. 3200-- le 1er Juillet suivant; qu'il en est de même du second de pareille somme autorisé par Décret du 28 février dernier, sur lequel il a été encaissé le 10 de ce mois un premier compte de F. 3000--.

Considérant que ces deux emprunts et l'imposition extraordinaire de cinq centimes, non encore approuvée, ont été votés pour la construction de travaux neufs à faire sur les chemins N°s 1 & 2; que par conséquent rien ne doit s'opposer à ce que la somme de F. 11175-- soit considérée comme une ressource extraordinaire destinée à participer à la subvention de 80 millions de francs.

Est d'avis que la situation suivante doit remplacer celle relatée dans le dit rapport.

Chemin N° 1.

Projet approuvé par la Commission départementale le 22 8bre 1879.		F. 16180--
Acquisition d'immeubles		3500--
	Ensemble	19680--

Chemin N° 2.

Redressement et autres travaux		17600--

Chemin N° 3.

Evaluation faite par M. l'Ingénieur		3500--
	Total	40780--

Les ressources à affecter en 1880 et 1881 à la construction des chemins N°s 1 & 2 (R. S.) sont les suivantes:

Prestations 1880 & 1881	F. 2446.50	
Centimes id	190--	
Subvention	55--	
Reliquat	45.05	
	2736.55	
à réserver pour l'entretien de 4216 m de chemin construits (années 1880 & 1881)	503.92	2232-63
	Deficit à combler	38547-37
Subvention de 70 %	26983-17	
Ressources extraordinaires créées	11175--	38158-17
	Ressources à créer	389-20

Le Conseil vote pour 1881, une quatrième journée de prestation évaluée à F. 407-75, pour parer au déficit ci-dessus et décide que les travaux commencés sur le chemin N° 1, devront se continuer en 1881.

Prie Monsieur le Préfet de vouloir bien appuyer sa demande auprès du Conseil général et de faire dresser le plan de redressement du chemin N° 2, de Montaroux à Betchat afin que les travaux puissent commencer à la fin de

l'année 1881.

Ainsi délibéré à Tourlle les jour mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex Lafont Souque Téchené Comminges Sauzat Fort

L'an mil huit cent quatre-vingt, le quinzième jour du mois d'août, le Conseil municipal de la Commune de Tourlle, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glaiet, Maire de cette commune.

Etaient présents MM. Castex Bertrand, Martres Bertrand, Castex François, Comminges Jean, Laffont, Sauzat, Souques & Téchené, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil. M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis une réclamation du sieur Ducros Bernard, réserviste, afin d'obtenir un secours pendant les vingt-huit jours de présence sous les drapeaux.

Le Conseil:

Considérant que le sieur Ducros est sans ressources, et qu'il y a lieu de pourvoir, pendant son absence, à l'entretien de sa famille, composée de sa femme, de son enfant et de sa mère trop âgée pour se livrer au travail

Estime qu'il y a lieu de lui accorder un secours de F. 1.25 par jour, vote un crédit de trente-cinq francs, à prendre sur les fonds libres.

Ainsi délibéré à Tourlle, les jour mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Comminges Téchené Castex Fort Laffont Souques Sauzat

L'an mil huit cent quatre-vingt, le quinzième jour du mois d'août, le Conseil municipal de la Commune de Tourlle s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaiet, Maire de cette Commune, en session ordinaire.

Etaient présents MM. Castex Bertrand, Martres Bertrand, Castex François, Comminges, Laffont, Sauzat, Souques & Téchené formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a rappelé les soins donnés aux malades de la Commune par les sœurs de la Croix, et il l'engage à leur venir en aide afin qu'elles puissent approprier un local destiné à recevoir la boîte de secours demandée par la circulaire de M. le Préfet, en date du 24 mars 1880.

Le Conseil:

Connaissant la bonne volonté que les sœurs de Touille mettent à soigner les malades de la Commune, et les sacrifices qu'elles se sont imposé jusqu'à ce jour,

Vote à l'unanimité une subvention de Cent vingt francs, à prendre sur les fonds libres de la Commune.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Comminges Téchoïs Souque
Laffont Laffont Sauvat Souque
Castex

L'an mil huit cent quatre vingt, le quinzième jour du mois d'août, le Conseil municipal de Touille, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette Commune, en session ordinaire.

Étaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Comminges, Laffont, Saurat, Souques & Téchoïs formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'art 17 de la loi du 5 mai 1855 il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Laffont ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis les traités qu'il a passés avec MM. Eychenne Jean et Mlle Dupuy Rose pour la ferme, pendant deux années, de la maison servant autrefois de logement à l'instituteur, moyennant un loyer annuel de Cent dix francs.

Le Conseil. — Considérant que ces deux traités donnent, dans leur ensemble satisfaction aux intérêts communaux, est d'avis de les approuver.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus ont signé les membres présents.

Comminges Téchoïs Souque
Laffont Laffont Sauvat Souque
Castex

L'an mil huit cent quatre vingt, le dix septième jour du mois d'octobre le Conseil municipal de la Commune de Touille, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette Commune, en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet, en date du onze courant.

Étaient présents MM. Castex Bertrand, Castex François, Blanchard, Saurat, Téchoïs, Millet et Comminges formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, M. Castex François ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le président fait connaître que personne ne s'étant présenté le trois octobre, pour devenir adjudicataire de l'exploitation de la coupe affouagère, il y avait lieu de procéder à ces travaux par voie de régie, et propose pour Garde coupe M. Castex Bertrand.

Le Conseil:

Considérant que les affiches et publications prescrites par la loi ont été faites dans les délais voulus, et qu'un plus grand retard dans l'exploitation exposerait les indigents de la Commune à être privés de bois pour la saison d'hiver.

Le Conseil partage l'avis de M. le Maire et prie l'administration forestière de nommer M. Castex Bertrand garde coupe.

En cas d'insuffisance de fonds, Cent francs seront prélevés sur ceux disponible en caisse.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex Téchoïs Comminges
Laffont Millet Blanchard

L'an mil huit cent quatre vingt, le septième jour du mois de novembre le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Étaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Comminges, Laffont, Saurat, Souques & Téchoïs.

M. Saurat a été élu Secrétaire.

Le Conseil:

Vu la loi du 31 mai 1836, l'instruction ministérielle du 24 juin suivant et le règlement général sur les chemins vicinaux;

Vu le budget préparé par les Agents voyers pour les ressources, les

travaux et les dépenses des chemins vicinaux ordinaires, pour l'année 1881

Considérant que les recettes et les dépenses proposées ont été bien établies.

Délibère :

Le budget des ressources, des travaux et des dépenses des chemins vicinaux ordinaires pour l'année 1881, dressé par l'Agent voyer cantonal, le 28 septembre 1880, et vérifié par l'Agent voyer d'arrondissement est adopté.

Ainsi délibéré les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents. Sougue Comminges Laffont Sautat Sauvat Castex Castex Martres

L'an mil huit cent quatre-vingt le septième jour du mois de novembre, Le Conseil municipal de la Commune de Tourtelle, réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glairet Maire

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Comminges, Laffont, Sauvat, Sougues & Téchéné.

Formant nombre suffisant pour délibérer

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Sauvat ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a proposé de demander la vente de la Coupe extraordinaire qui atteindra l'âge voulu en 1881.

Le Conseil :

Considérant que le bois de la coupe dont parle M. le Maire arrivera aujourd'hui l'âge voulu. A l'unanimité,

En demande la vente pour 1881, et prie l'administration forestière de vouloir bien fixer cette vente au prix minime de F. 2.800.-

Demande en outre, à ce qu'il soit imposé à l'adjudicataire une charge de F. 50.- pour gratification au garde forestier.

Ainsi délibéré, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents. Laffont Sougue Comminges Sauvat Sauvat Martres Castex

L'an mil huit cent quatre-vingt, le septième jour du mois de novembre, Le Conseil municipal de la Commune de Tourtelle, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glairet Maire

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Comminges, Laffont, Sauvat, Sougues & Téchéné.

Formant nombre suffisant pour délibérer

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Sauvat ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a proposé de voter un crédit de F. 25-20, pour frais de Registres de l'état civil

Le Conseil :

A l'unanimité vote un crédit de vingt cinq francs vingt centimes à prendre sur les fonds libres de la Caisse municipale

Ainsi délibéré les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents. Castex Sougue Comminges Laffont Sauvat Sauvat Téchéné Martres

L'an mil huit cent quatre-vingt, le vingt huit novembre, Le Conseil municipal de la Commune de Tourtelle s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette commune, en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet, en date du 8 octobre dernier.

Etaient présents : MM. Blanchard, Castex François, Comminges, Laffont, Sauvat et Sougues.

formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Comminges ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a donné lecture de la lettre de M. le Sous-Préfet, en date du 8 octobre 1880, par laquelle il fait connaître que le Conseil municipal de la Commune de Sainte Croix (Ariège) demande ~~que les~~ foires qui se tiennent dans cette Commune les 1er Février, 1er Avril, 1er Mai, 1er Juin, 3 juillet, 1er Août, 1er octobre et 7 8bre, soient fixées à l'avenir au premier mardi de chacun de ces mois ; et l'engage à donner son avis.

Le Conseil :

Ne s'oppose point à ce que la demande du Conseil municipal de Ste Croix (Ariège) soit acceptée.

Ainsi délibéré les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Castex Sougue Blanchard Commingès

Glairet

L'an mil huit cent quatre vingt, le vingt deux décembre, le conseil municipal de la Commune de Tourille, extraordinairement réuni en lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette commune, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 18 novembre dernier.

Etaient présents MM. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Commingès, Sougues, Téchéné formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Castex François ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président l'invite à nommer un délégué, afin de procéder à la révision des listes électorales.

Le Conseil :

A l'unanimité, désigne le sieur Téchéné François, membre du conseil municipal, pour les opérations préliminaires de la révision.

Ainsi délibéré à Tourille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents. Castex

Castex Laffont Téchéné

Sougue Commingès Glairet

Blanchard

L'an mil huit cent quatre vingt, le vingt deux décembre, le Conseil municipal de la Commune de Tourille, extraordinairement réuni en lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette Commune, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 18 novembre dernier.

Etaient présents MM. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Commingès, Sougues, Téchéné formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Castex François ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de F 101-15 pour parer aux dépenses ~~suivantes~~

Impression à la charge des Communes	3 F 60
Taxe sur les chiens	0.54
Timbre des comptes, registres et mandats	42-62
Confect.on revision des matrices et rôles de prestation	». 14
Compt de Crédit pour le 4e reverbère	5-95
Dépense de l'éclairage	40-30
Frais de perception des Imp. communale	8-»
Total	101-15

Le Conseil, à l'unanimité accepte la proposition de M. le Maire, vote un crédit de cent un francs quinze centimes à prendre sur le fonds libre de la caisse municipale

Ainsi délibéré les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex

Castex Laffont Téchéné

Commingès Sougue Glairet

Blanchard

L'an mil huit cent quatre vingt un, le vingt troisième jour du mois de janvier, à neuf heures du matin, les membres du Conseil municipal de la Commune de Tourille, proclamés par le bureau électoral à la suite des opérations du neuf janvier, se sont réunis dans la salle de la Mairie, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire, en vertu de l'arrêté préfectoral du 11 janvier courant.

Etaient présents MM. Glairet Pierre Julien, Castex Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Blanchard Baptiste, Sougue Joseph, Saurat Cyprien, Laffont Joseph, Millet Jean, Commingès Jean, Montjoi Adrien

Absent M. Téchéné François, retenu chez lui pour cause de maladie

La séance a été ouverte sous la présidence de M. Glairet, qui, après l'appel nominal a donné lecture des résultats constatés aux procès verbaux des élections et a déclaré installés MM. Glairet Pierre Julien, Castex Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Blanchard Baptiste, Sougue Joseph, Téchéné François, Saurat Cyprien, Laffont Joseph, Millet Jean, Commingès Jean, Montjoi Adrien dans leurs fonctions de conseillers municipaux.

M. Blanchard Baptiste, le plus âgé des membres du Conseil, a pris ensuite la présidence.

Le Conseil a choisi pour secrétaire M. Castex François

Election du Maire

premier tour de Scrutin.

Le Président, après avoir donné lecture de la loi du 12 août 1876, a invité le Conseil

à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection d'un maire.

Chaque conseiller à l'appel de son nom a remis fermé au président son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après.

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	11
A déduire bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître; reste pour le nombre des suffrages exprimés	11
Majorité absolue	6

Ont obtenu M. Glaviet Pierre Julien onze voix

M. Glaviet Pierre Julien ayant obtenu la majorité des suffrages a été proclamé Maire

Election de l'Adjoint

Premier tour de scrutin

Il a été procédé ensuite, dans les mêmes formes à l'élection de l'Adjoint.

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants:

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	11
A déduire: bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	
Reste pour le nombre de suffrages exprimés	11
Majorité absolue	6

Ont obtenu M. Martres Bertrand onze voix

M. Martres Bertrand ayant obtenu la majorité des suffrages a été proclamé adjoint.

Avant de lever la séance, le Président a déclaré M. Glaviet Pierre Julien installé en qualité de Maire et M. Martres Bertrand en qualité d'adjoint.

Le Conseil s'est séparé à dix heures du matin, et ont signé les membres présents.

Le doyen d'âge du Conseil, président — Les membres du Conseil municipal

Blanchard — Martres — Blanchard — Carlex — A. Montjoie — Laffont — Millet — Sougue — Comminges — Glaviet — Sourat

L'an mil huit cent quatre vingt, le vingt troisième jour du mois de janvier, le Conseil municipal de Teuillé, s'est assemblé en lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glaviet Maire de cette commune en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 11 Janvier courant.

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Carlex Bertrand, Carlex François, Blanchard Baptiste, Sougue Joseph, Sourat Cyprien, Laffont Joseph, Millet Jean, Comminges Jean, Montjoi Adrien.

formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'article 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Laffont Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi constitué, le Président a donné lecture de la circulaire de M. le Préfet en date du 11 courant, relative à la nomination des deux délégués appelés à participer au jugement des réclamations formées à l'occasion de la revision des listes électorales.

Le Conseil, à l'unanimité désigne les conseillers municipaux suivants:

Laffont Joseph & Montjoi Adrien

Ainsi délibéré à Teuillé, les jour, mois et an que dessus.

Noms suivent — Blanchard — Carlex — A. Montjoi — Sougue — Comminges — Glaviet

L'an mil huit cent quatre vingt un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Teuillé, s'est assemblé en session de droit, au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet Maire de cette Commune.

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Carlex Bertrand, Carlex François, Comminges, Blanchard, Sourat, Montjoi, Sougue, Millet, Eschené et Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'art. 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil: M. Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a proposé de voter un crédit de 165f 60c dont F 72.- pour douze vacations d'expert pour fixer l'indemnité des terrains appartenant à Sougue sœurs, terrains incorporés au chemin vicinal N° 2, et F 93f 60c pour complément à la somme déjà votée pour l'exploitation de la coupe affouagère de 1880.

Le Conseil

A l'unanimité, vote un crédit de cent soixante-cinq francs soixante

certaines à prendre sur les fonds libres, afin de parer aux frais indiqués par M. le Maire.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Ph. Laffont Comminges
Sougue Castex Martres
Blanchard Laste Téchéné
Sauvat Montjoi Millet

L'an mil huit cent quatre vingt un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Touille, s'est assemblé en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette Commune.

Etaient présents : MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Comminges, Blanchard, Saurat, Montjoi, Sougue, Millet, Téchéné et Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'art. 17 de la loi du 5 mai 1855 il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : M. Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a soumis les actes de vente de terrains incorporés au chemin vicinal de petite communication, N° 2, de Touille à Betbat

Vu la décision de la commission départementale en date du 31 décembre 1877 qui approuve le plan dressé le 5 juin 1877 par l'Agent Voyer de Salies pour l'élargissement de ce chemin.

Considérant que par suite de cet élargissement, M. Servat Jean Baptiste géomètre, domicilié à Lacave, agissant au nom et comme mandataire de Sougue Marie et Pétronille, sœurs demeurant à Bordeaux, a cédé à la Commune une contenance de neuf ares trente centiares, et d'une valeur de F. 460 ; indemnité pour perte de bois et arbres fruitiers, comprise.

Le Conseil, approuve les dits actes, décide que le montant de l'indemnité sera payé sur le produit de l'emprunt de F. 10.000, et dispense M. le Maire de faire remplir les formalités de la purge des hypothèques.

Ainsi délibéré à Touille, les jour mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Ph. Laffont Comminges Martres
Sougue Castex Téchéné
Laste Sauvat Montjoi
Blanchard
Millet

L'an mil huit cent quatre vingt un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Touille, s'est assemblé en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette Commune.

Etaient présents : MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Comminges, Blanchard, Saurat, Montjoi, Sougue, Millet, Téchéné et Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'art. 17 de la loi du 5 mai 1855 il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : M. Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil ainsi composé le Président lui a soumis un traité en triple expédition, passé entre M. Servat Jean Baptiste géomètre domicilié à Lacave, procédant au nom et comme mandataire de Sougue Marie et Pétronille, sœurs demeurant à Bordeaux ; M. Castex Jacques entrepreneur demeurant à Touille, procédant en son propre et privé nom et M. Glairet Pierre Julien, Maire de la Commune de Touille, agissant en vertu de l'art. 56 de la loi du 5 mai 1841,

M. Servat s'engage, par suite de l'accord intervenu entre lui et la Commune de Touille, dans le règlement de l'indemnité des terrains incorporés au chemin vicinal N° 2, de vendre indivis un passage que M. Castex accepte en déclarant que, par suite de cet accord, il tient la Commune de Touille quitte de tous dommages résultant de la suppression du chemin de servitude, par elle détruit.

Le Conseil :

A l'unanimité, approuve le dit traité.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Ph. Laffont Commingues
Sougue Castex Téchéné
Blanchard Laste Martres
Sauvat Sougue
Millet

L'an mil huit cent quatre vingt un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Touille, s'est assemblé en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette commune.

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François Commingues, Laffont, Blanchard, Saurat, Montjoi, Sougue, Millet et Téchéné, formant nombre suffisant pour délibérer

En conformité de l'art. 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, M.

Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a donné lecture de la lettre de M. le Préfet en date du 26 Janvier 1881, par laquelle il fait connaître que le Conseil municipal du Plan (Arrondissement de Muret), demande la création de six foires qui se tiendraient le dernier jeudi des mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre et le jeudi avant la fête locale, c'est-à-dire le jeudi avant la St. Martin.

Le Conseil ne s'oppose point à ce que la demande du Conseil municipal du Plan soit acceptée.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Fouque Commenges Carles Blanchard Carles Téchoïs Montjoi Millet

L'an mil huit cent quatre vingt un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de Touille s'est assemblé en session ordinaire, sous la présidence de M. Glairet Maire de cette commune

Étaient présents MM. Martres Bertrand, Carles Bertrand, Carles François, Commenges, Blanchard, Samat, Montjoi, Fouque, Millet, Téchoïs et Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'art 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président donne lecture d'une lettre de M. le Préfet en date du 10 novembre dernier relative à l'allocation par le Conseil Général d'une subvention de F 1967 pour l'achèvement des chemins vicinaux.

Il propose d'utiliser cette somme par voie de régie et de l'affecter à la construction des travaux neufs sur le chemin vicinal N° 1, de Touille à Labastide.

Le Conseil:

Considérant qu'il y a lieu de terminer au plus tôt la construction du chemin vicinal N° 1, afin de rendre possible de ce côté les communications entre Touille et St Girons.

Considérant que les travaux exécutés en 1880 par voie de régie suivant autorisation de M. le Préfet, en date du 12 avril dernier,

ont été dirigés avec une stricte économie, que ce mode d'exécution a permis de rendre de réels services à la population agricole tant éprouvée par le manque de récolte des années précédentes,

Est d'avis, à l'unanimité d'accepter la proposition de M. le Maire, et de prier M. le Préfet de vouloir bien approuver d'urgence la présente délibération, pour que les travaux puissent être repris dans les premiers jours du mois prochain.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Commenges Fouque Carles Téchoïs Blanchard Carles Montjoi Millet

L'an mil huit cent quatre vingt un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de Touille s'est assemblé en session ordinaire sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette commune.

Étaient présents MM. Martres Bertrand, Carles Bertrand, Carles François, Commenges, Blanchard, Samat, Montjoi, Fouque, Millet, Téchoïs et Laffont, formant nombre suffisant pour délibérer.

En conformité de l'art 17 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

L'assemblée ainsi constituée, le Président expose que par ses délibérations des 29 juillet 1878 et 19 octobre 1879, le Conseil municipal et les plus imposés avaient décidé qu'un emprunt de F 10,000 serait contracté à la Caisse des chemins vicinaux, et votèrent à cet effet une imposition extraordinaire de F 400 pendant trente années. Il rappelle que dans ces deux séances, il prit lui-même l'engagement de placer en rente sur l'État le montant de la vente de quatre coupes extraordinaires de bois pour le produit en être affecté à l'amortissement du dit emprunt. Et promit ensuite de demander, à l'époque de l'entière réalisation des intérêts, l'annulation de l'imposition extraordinaire de 400 F.

Le montant d'une première coupe a été encaissé en 1880, et le budget additionnel de cet exercice indique qu'une somme de 2000 F. doit être placée en rente sur l'État.

M. le Président propose d'ajourner le versement de ce capital de F 2000 et de l'utiliser provisoirement et par voie de régie, à la continuation des travaux de construction du chemin N° 1. Cette somme de 2000 F. serait réintégrée à la Caisse municipale à l'époque de l'encaissement des subventions du département ou de l'État, pour recevoir alors l'affectation

promise.

Le Conseil :

Considérant, qu'il importe de ne pas laisser en suspens les travaux de redressement commencés sur le chemin N° 1 ; que le désir unanime de la population est de le voir se terminer dans le courant de cette année, afin de faciliter l'exploitation des forêts et rendre possibles les communications entre Tonille et la vallée Pyrénéenne ;

Considérant, que par suite des travaux déjà exécutés, la mise à l'adjudication devient impraticable ;

Considérant que la proposition de M. le Maire est de nature à donner satisfaction à tous les intérêts,

Est d'avis, à l'unanimité, d'accepter la proposition de M. le Maire et de prier M. le Préfet de vouloir bien donner une suite immédiate à la présente délibération.

Ainsi délibéré à Tonille, les jour, mois et an, que dessus et ont signé les membres présents.

N. Lafaye Cummings

Sougue

Castex Blanchard Carles Léchéné

Laffont Castex Saurat

Millet

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de la commune de Tonille s'est réuni en session extraordinaire sous la présidence de M. Glairet, en suite de l'autorisation de M. le Préfet de la Hte Garonne, en date du 3 février 1881

Etaient présents : MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Cummings, Blanchard, Saurat, Montjoi, Millet, Sougue, Laffont et Léchéné

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu les lois des 11 juillet 1868, 2 juillet 1873, 10 avril 1879, et 12 mars 1880, relatives à l'achèvement des chemins vicinaux ;

Vu le décret portant règlement d'administration publique en date du 3 juin 1880 ;

Vu les circulaires de M. le Ministre de l'Intérieur en date des 2 avril et 5 juin 1880 ;

Vu les circulaires de M. le Préfet de la Hte Garonne en date des 25 avril, 18 juin 1880 et 3 février 1881 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la construction des chemins vicinaux ordinaires ci-après désignés, savoir :

N° du chem.	Désignation du chemin	Chemin de la section à construire	Fin de la section à construire	Longueur totale à construire
1	de Labastide à Salies	Entrée du village	Limite de la commune de Labastide	1.100
2	Tonille à Betchat	hameau de Montarrean	Limite de la commune de Betchat	1.500
3	hameau de Montarrean aux Mourrasses	id. chemin N° 2	hameau de la Raiz chemin N° 1	1.900

Considérant que la commune peut affecter au paiement des dépenses à faire en 1881, les ressources extraordinaires suivantes, savoir :

Nature des ressources extraordinaires		Date à laquelle l'imposition a été autorisée	Montant à réaliser en 1881	Observations
Fonds d'emprunt provenant de la dotation instituée par la loi du	11 juillet 1868	17 mars 1879	5.000	
	Fonds de concours	28 janvier 1880	5.000.—	
	10 août 1879	Total	10.000.—	

Propose d'entreprendre ou de continuer en 1881, la construction des chemins vicinaux ordinaires ci-après désignés, et d'affecter à chacun d'eux les sommes indiquées aux colonnes 3, 4, 5

N° du chemin	Nom du chemin et désignation des limites de la section à construire	Crédit affecté au chemin pour 1881 — sur les sacrifices communaux	sur les subventions	Total	Observation
1	De Labastide à Salies	10.000.	1.967.—	11.967.—	
2	de Tonille à Betchat				
3	hameau de Montarrean aux Mourrasses				

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

N. Lafaye Cummings Léchéné

Sougue Carles

Castex Blanchard Laffont

Saurat Millet

L'an mil huit cent quatre-vingt un, le treizième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Touille, s'est réuni en session extraordinaire, sous la présidence de M. Glavet, en suite de l'autorisation, de M. le Préfet de la Hte Garonne, en date du 3 février 1881.

Etaient présents : MM Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Comminges, Blanchard, Sougue, Saurat, Montjoi, Millet, Laffont et Techené.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil ;

Vu les lois des 11 juillet 1868, 2 juillet 1873, 10 avril 1879 et 12 mars 1880, relatives à l'achèvement des chemins vicinaux ;

Vu le décret portant réglement d'administration publique en date du 3 juin 1880 ;

Vu les circulaires de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 2 avril 18 et 5 juin 1880 ;

Vu les circulaires de M. le Préfet de la Hte Garonne en date des 2 avril, 18 juin 1880 et 3 février 1881 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la construction des chemins vicinaux ordinaires ci-après désignés, savoir :

N° du chemin	Désignation du chemin	Origine de la section à construire	Fin de la section à construire	Longueur totale à construire
2	Touille à Betchat	hameau de Montarracan	limite de la commune de Betchat	1.500.

Considérant que la commune peut affecter au paiement des dépenses à faire en 1882, les ressources extraordinaires suivantes, savoir :

Nature des ressources extraordinaires	Date à laquelle l'imposition a été autorisée	Montant à voter en 1882	Observations
Centimes extraordinaires	délibération du 19 mai 1878 non approuvée	234.2	Cette imposition voté pour 5 années s'élève au total de 1.171-2
4e journée de prestations	délibération 18 juillet 1881 non approuvée	407.75	
	Total	642.--	Total 1579.--

Propose d'entreprendre ou de continuer en 1882, la construction des chemins vicinaux ordinaires ci-après désignés, et d'affecter à chacun d'eux les sommes indiquées aux colonnes 3, 4 et 5

N° du chemin	Nom du chemin et désignation des limites de la section à construire	Crédit affecté au chemin pour 1882			Observations
		sur les ressources communales	sur les subventions	Total	
2	de Touille à Betchat	642.--	"	642.--	

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Laffont Comminges Techené
Sougue Montjoi
Castex Blanchard
Castex Castex Saurat
Millet

L'an mil huit cent quatre-vingt un, le treizième jour du mois de Février le Conseil municipal de la Commune de Touille s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glavet, Maire de cette Commune.

Etaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Comminges, Blanchard, Saurat, Montjoi, Sougue, Millet et Techené et Laffont.

En conformité de l'article 27 de la loi du 5 mai 1855, il a été procédé par voie de scrutin, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, M. Montjoi ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

L'Assemblée ainsi constituée le président donne lecture des lettres de M. l'Inspecteur d'Académie en date des 14 mai 1880, et 27 février courant, de la lettre du 1 juin dernier en réponse à celle du 14 mai, le tout relatif à la création de deux écoles publiques l'une pour les garçons et l'autre pour pour les filles.

Il expose que la commune de Touille est pourvue de deux écoles congréganistes dotées par la famille Lassignes, suivant acte public des 10 janvier et 11 Mars 1875 portant dotation, à perpétuité, l'instruction gratuite aux jeunes garçons et aux jeunes filles, de plus d'une école de garçons laïque et gratuite établie aux usines par la Société Dorian-Holtzer, Jackson 2 Cie.

Que, à l'époque de l'ouverture des écoles congréganistes les jeunes garçons et les jeunes filles quittèrent les écoles laïques et que l'Instituteur et l'Institutrice après être restés très longtemps sans élèves, furent obligés de demander un changement de résidence.

Que si l'école laïque fondée par MM. Dorian-Holtzer, Jackson 2 Cie possède un certain nombre d'élèves, c'est que les ouvriers qu'ils occupent n'ont pu se dispenser de seconder les efforts généreux qu'ont fait ces honorables industriels pour retenir de

niveau de l'instruction et pour en assurer la gratuité absolue.

Qu'il a la certitude que les familles ne consentiraient pas à retirer leurs enfants des écoles congréganistes pour leur faire fréquenter les écoles laïques, que dès lors il n'y a pas lieu de donner suite à la demande de création des écoles communales.

Le Conseil :

Vu l'exposé ci-dessus, convaincu que les maîtres appelés à diriger les deux écoles dont la création est demandée par M. l'Inspecteur d'Académie ne pourraient utiliser ici leur aptitude, prie M. le Préfet de vouloir bien dispenser la commune de se conformer aux prescriptions des articles 36 et 37 des lois des 15 Mars 1850 et 10 Avril 1867.

Il sera heureux cependant le jour où la population exprimera le désir de posséder des maîtres laïques capables de seconder les efforts du Gouvernement et de donner une bonne instruction primaire à ses enfants.

Ainsi délibéré à Corneille, les jour mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Mlle Lafont Commenges
Castex Sougue Blanchard Montcuq
Castex
Castex Montjoy
Mille Saurat

L'an mil huit cent quatre vingt un, le sixième jour du mois de mars.

Le Conseil municipal de la Commune de Corneille, réuni en session extraordinaire

Etaient présents : MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Commenges, Blanchard, Saurat, Sougue, Montjoy, Millet et Laffont.

M. le Maire a donné lecture des articles 5 de la loi du 25 juin 1841 et 14 de la loi de finances du 14 juillet 1856 ainsi conçus :

« Art. 5. Pour indemniser l'Etat des frais d'administration des bois des communes et des établissements publics, il sera payé, au profit du Trésor, sur les produits tant principaux qu'accessoires de ces bois, cinq centimes par franc en sus du prix principal de leur adjudication ou cession.

« Quant aux produits délivrés en nature, il sera perçu par le Trésor le vingtième de leur valeur, laquelle sera fixée définitivement par le Préfet, sur les propositions des Agents forestiers et les observations des Conseils municipaux et des administrateurs.

« Art. 14. Le remboursement à l'Etat des frais d'administration des bois des communes et des établissements publics continuera à s'effectuer conformément à l'art. 5 de la loi précitée et à l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1845, sans

« toutefois que la somme remboursée par chaque commune ou chaque « établissement public puisse dépasser un franc par hectare des bois qui « lui appartiennent. »

Après cette lecture, M. le Maire a mis sous les yeux du Conseil les deux derniers paragraphes de l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1845, conçus dans les termes suivants :

« Les prélèvements sur les ventes ou délivrance en nature des produits des « communes ou établissements publics, prescrits par l'art. 5 de la loi du 25 « juin 1841, continueront à porter sur les produits principaux. Ils cesseront « d'être appliqués aux produits accessoires.

« Quant aux produits délivrés en nature, la valeur en sera fixée « définitivement par le Ministre des finances, sur les propositions des Agents « forestiers, les observations des Conseils municipaux et des administrateurs, et « l'avis du Préfet. »

M. le Maire a ensuite exposé que MM. les Agents forestiers proposent de fixer à la somme de F. 180 5c la valeur de la coupe N° 66 de taillis sous futaie, qui doit être livrée en nature à la Commune dans son bois communal pour l'exercice 1880.

Le Conseil municipal, cet exposé entendu,

Considérant que le stère de bois de feu évalué à six francs, dépasse de deux francs l'évaluation de l'année 1878 ; que le prix de quatre francs le stère est suffisamment rémunérateur ;

Considérant que le tarif du cent de fagots, fixé à F. 7.— est trop élevé, que le prix de vente dans la localité ne s'élève qu'à quatre francs, et qu'au reste, c'est ce chiffre qui a servi de base dans l'estimation des coupes des années précédentes ;

Considérant que les frais d'exploitation se sont élevés à F. 423.—, qu'il y a lieu, par conséquent à modifier le chiffre indiqué sur le procès verbal d'estimation ;

Estime qu'il y a lieu de fixer à la somme de mille soixante neuf francs la valeur de la coupe qui doit être délivrée en nature à la commune pour l'exercice 1880.

Une expédition de la présente délibération sera envoyée à M. le Sous-Préfet pour y être donné la suite convenable.

Ont signé les membres présents.

Mille Commenges
Sougue Mlle Laffont
Montjoy Castex Laffont Blanchard
Montcuq Castex

Session ordinaire du 8 mai 1881.

Compte du Receveur municipal

Le Conseil municipal de la Commune de Touille,

Vu le compte, rendu par le sieur Viguier, Receveur municipal de ses recettes et dépenses, depuis le 1er janvier 1880 jusqu'au 31 décembre suivant, lequel comprend : 1° le rappel du compte de l'exercice 1879 ; 2° les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'Exercice 1880 ; 3° les recettes et les dépenses concernant les services hors Budget ;

Vu le détail des opérations finales de l'Exercice 1880, établi en regard du compte sus-mentionné, et présentant les recettes et les dépenses pour ledit exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion 1881 ;

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1880 que des opérations complémentaires effectuées en 1881 ;

Vu les Budgets primitif et additionnel des recettes et dépenses présumées de l'Exercice 1880, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recettes et de dépense délivrées pendant ledit Exercice ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la commune en a retirée ;

Considérant que le compte est bien établi et les opérations convenablement justifiées ;

Délibère :

Article premier. — Statuant sur la situation du comptable au 31 décembre 1880 sauf le règlement et l'apurement par le Conseil de Préfecture conformément à l'art. 66 de la loi du 18 juillet 1837, le Conseil admet les recettes de la gestion 1880 pour la somme de 15,351-98

Les dépenses pour celle de 14,334-69

Fixe l'excédant de la recette à 1,017-23

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de . . . 721-41

Déclare le Comptable débiteur, sur son compte de la gestion 1880, de la somme de . . . 1,738-64

Art. 2. Statuant sur les opérations de l'exercice 1880 sauf le règlement et l'apurement par le Conseil de Préfecture, le Conseil admet les opérations effectuées, tant pendant la gestion 1880, que pendant les trois premiers mois de la gestion 1881, savoir :

En recette, pour 15,840-23

En dépense, pour 14,229-81

D'où résulte un excédant de recettes de 1,610,42

Le résultat définitif de l'Exercice 1879 ayant présenté un excédant de recette de . . . 597-98

Le résultat définitif de l'Exercice 1880, égal au résultat du compte d'administration de même exercice, est un excédant de recettes de 2208-40

Fait et délibéré à Touille le 8 mai 1881

Mestre Laffont Sougue Cortex Millet
Cortex Bertrand Cominges Téchéné
Sautet Blanchard

Compte administratif

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le huitième jour du mois de mai, le Conseil municipal de Touille, assemblé en session ordinaire, sous la présidence de M. le Maire de la dite Commune, dans la salle de ses séances ordinaires ;

M. le Maire ayant déposé sur le bureau son compte d'administration pour l'exercice 1880, et s'étant retiré, il a été procédé à l'élection d'un Président et d'un Secrétaire.

Présents : MM. Mestres Bertrand, Cortex Bertrand, Cortex François, Millet, Sougue, Saurat, Laffont, Téchéné, Cominges, Blanchard, Montjoi.

MM. Blanchard et Montjoi ont été désignés, par voie de scrutin, pour remplir, le premier, les fonctions de Président, le second, celles de Secrétaire ; et de suite le Conseil ayant examiné attentivement le compte d'administration du Maire a reconnu,

	Recettes		Dépenses	
1° Que l'excédant de recettes, au 31 mars 1880, était de	597	98	"	"
2° Que les recettes et les dépenses faites pendant les années 1880 et 1881, pour les opérations propres à l'exercice 1880, ont produit un excédant de recettes de : . .	1610	42	"	"
D'où il suit que le reliquat de l'exercice 1880 s'élève à	2.208	40	"	"

Par ces raisons, le Conseil croit s'être convaincu que le compte d'administration du Maire, pour 1880, est exact dans tous ses articles ; que les dépenses lui paraissent avoir été utiles et régulières, restreintes dans les limites des fonds alloués au budget et par autorisations spéciales et distribuées avec économie, et, par conséquent approuve ledit compte.

Ainsi fait, arrêté et délibéré par les membres du Conseil qui ont signé.

A Touille, les an, mois et jour que dessus.

Mestres Laffont Sougue Cortex Millet
Montjoi Cortex Cominges Téchéné
Sautet Blanchard

Règlement définitif

L'an mil huit cent quatre-vingt-un et le huitième jour du mois de mai, les membres ~~du~~ composant le Conseil municipal de la Commune de Touille, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Étaient présents MM. Mestres Bertrand, Cortex Bertrand, Cortex François, Millet, Sougue, Saurat, Laffont, Téchéné, Cominges, Blanchard et Montjoi.

Le Conseil municipal,

Ouï le rapport de l'un de ses membres ;

Vu les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Après s'être fait représenter les Budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 1880, et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent

les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses entreprises et celui des mandats délivrés par le Maire, enfin le compte du Receveur pour la gestion de l'année 1880, accompagné des pièces justificatives, ainsi que le compte moral ou administratif de la même année;

Procédant au règlement définitif du budget de 1880, propose de fixer ainsi qu'il suit, les recettes et dépenses de cet exercice, savoir :

Recettes.

Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires de l'exercice 1880, évaluées par le budget à 16631-20, ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer à la somme de 15.840-23

De laquelle il convient de déduire celle de ..... "

Savoir :

Pour non valeurs justifiées au compte du Receveur ... "

Pour restes à recouvrer également justifiées et qui seront portés en recettes au plus prochain compte ... "

Somme égale ..... "

Au moyen de quoi, la recette de l'exercice 1880 demeure définitivement fixée à la somme de 15840-23

Dépenses.

Les dépenses créditées au budget de 1880 s'élèvent à ... 3655-22.

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet des crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice 13.531-79

Total des dépenses présumées ...

De cette somme il convient de déduire celle de 2.957-20

Savoir :

1° Crédits ou portions de crédits restant sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses, ci 759-62

2° Dépenses faites mais non ordonnancées avant le 31 mars 1881, et à reporter au budget supplémentaire de 1881, ou au budget suivant 2.197-58

3° Dépenses ordonnancées mais non payées avant le 31 mars 1881, et à reporter au budget suppl.ᵗ de 1881 ... "

Somme égale 2.957-20

Au moyen de quoi, les dépenses de l'exercice 1880 sont définitivement fixées à 14.229-81

Les recettes de toute nature de l'exercice 1880 étant arrêtées à 15.840-23

Les dépenses du même exercice étant définitivement fixées à 14.229-81

Il reste, par conséquent, pour reliquat définitif la somme de 1610-42,

laquelle sera portée, comme ressource extraordinaire, au budget supplémentaire de 1881.

Toutes les opérations de l'exercice 1880 sont déclarées définitivement closes et ses crédits annulés.

La présente délibération sera jointe comme pièce justificative au budget supplémentaire de 1881.

Délivré à Touille, les jour, mois et an ci-dessus.

Et ont signé les membres présents.

Mastagh Lafon Dougue Costa Millet
Gaston Allouin Lachièze
Faure Comminges
Blanchard

Proposition du budget de l'année 1882.

L'an mil huit cent quatre vingt-un et le huitième du mois de mai, le Conseil municipal de la commune de Touille, étant réunie en session ordinaire sous la présidence de M. Glairet, Maire de la dite commune, a procédé à la formation du budget de l'année 1882.

En conséquence, M. le Maire a remis sur le bureau de l'état des recettes et dépenses projetées pour la dite année 1882, et après une vérification et un examen approfondi,

Le Conseil,

Vu le compte d'administration rendu par M. le Maire pour l'exercice 1881;

Vu le compte de gestion de 1881 rendu par le receveur municipal;

Vu l'état des recettes et dépenses proposées par M. le Maire;

Considérant que ces recettes et ces dépenses se trouvent bien établies

Délibère de proposer le Budget de l'année 1882 selon les articles de recettes et dépenses libellés dans la colonne destinée aux propositions du Conseil municipal, et dont les résultats présentent :

1° Pour la recette, la somme de 4.725-81

2° Pour les dépenses celle de 4.725-81

D'où il résulte un excédant de ..... "

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus.

Ont signé les membres présents.

Mastagh Lafon Dougue Millet
Costa Gaston Allouin Lachièze
Faure Comminges Blanchard

Service vicinal

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le huitième jour de mai, le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents MM. Martres Bertrand - Castex Bertrand - Castex François - Millet, Souque, Saurat, Laffont, Béchéné, Comminges, Blanchard et Montjoi, formant la majorité des membres en exercice.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu les propositions de M. l'Agent Voyer cantonal en date du avril dernier pour l'emploi d'un reliquat de F. 203-83, provenant de l'exercice 1880.

Vu les comptes rendus tant par le Maire que par le Receveur municipal comptes dont il résulte que les ressources des chemins vicinaux de l'exercice 1880 se sont élevée à F. 11.519-10, et les mandats régulièrement délivrés à F. 11.560-09, suivant détail ci-après :

Reliquat de l'Exercice 1879	4-82
Imposition de 5 centimes	236-03
Prestations	1.223-25
Emprunt	10-000-"
Subvention	55-"
Total	11.519-10

Considérant que cette situation fait ressortir un excédent de dépenses de F. 40-99, qui à défaut de fonds libres en caisse ne peut être couvert qu'au moyen de la subvention de F. 1.967-" accordée par décision du Conseil Général en date du 25 août dernier ;

Considérant que la délibération prise le 16 mai 1880 pour l'ouverture d'un crédit de F. 67-86 n'a eu d'autre but que de régulariser les opérations ~~faites~~ budgétaires de l'Exercice 1879.

Considérant que le Crédit de F. 72-" ouvert par délibération du 13 février 1881 et destiné à payer des frais d'expertise, ne peut s'appliquer qu'à l'Exercice 1881, puisque le Receveur municipal a fait dépense de cette somme sur les comptes du dit exercice 1881

Considérant que la somme de F. 80-36 indûment appliquée par le Receveur municipal au compte des Chemins vicinaux doit figurer aux Dépenses extraordinaires et au compte : Intérêts et amortissement de l'Emprunt, puisqu'elle provient d'une imposition extraordinaire spécialement affectée à cet objet ;

Est d'avis qu'il y a lieu de ne pas donner suite à la proposition de M. l'Agent Voyer cantonal et de prier M. le Préfet de décider que l'excédent de dépenses de F. 40-99 soit régularisé au moment de l'encaissement de la subvention de F. 1.967-"

Ainsi délibéré les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Martres — Souque — Castex — Millet — Castex — Laffont — Montjoi — Comminges — Béchéné — Saurat — Blanchard — Glairet

Service vicinal

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le huitième jour de mai, le Conseil municipal de la Commune de Touille réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents MM. Martres Bertrand - Castex Bertrand - Castex François - Millet, Souque, Saurat, Laffont, Béchéné, Comminges, Blanchard et Montjoi, formant la majorité des membres en exercice.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu la loi du 21 mai 1836, les instructions ministérielles du 26 juin suivant et du 6 décembre 1870 ;

Vu le règlement général sur le service des chemins vicinaux en date du 14 février 1873, approuvé le 24 du même mois ;

Vu les propositions des Agents Voyers sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, et sur les dépenses à y effectuer en 1882 ;

Vu l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet de la Haute Garonne, en date du 15 avril 1881 ;

Vu le budget approuvé pour l'année courante,

Considérant que l'imposition extraordinaire de 5 centimes votée pour cinq ans doit s'élever à 1100 F. au lieu de F. 945-", chiffre porté par erreur sur l'état de proposition de M. l'Agent Voyer Cantonal ;

Considérant que cette augmentation de F. 155-" en élevant le chiffre des sacrifices doit porter la somme de subvention à allouer à F. 3.850-" au lieu de 3.503 F. ;

Est d'avis que les ressources de l'Exercice 1882 doivent être de F. 7170-" et les prélèvements de pareille somme, en portant les travaux neufs sur le chemin N° 1 à F. 6.375-" au lieu de 5.873 F.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Martres — Laffont — Souque — Comminges — Béchéné — Montjoi — Castex — Millet — Castex — Souque père — Blanchard — Glairet

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le huitième jour du mois de mai, le Conseil municipal de la Commune de Tonille, réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glaviet Maire.

Étaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Millet, Saural, Souque, Laffont, Téchéné, Comminges, Blanchard et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président a donné lecture d'une lettre de M. le Sous-Préfet en date du 2 avril dernier, relative à la création d'un marché aux veaux dans la Commune de Mane, qui se tiendrait périodiquement tous les vendredis.

Le Conseil.

Considérant les avantages réels que retireraient les nombreux éleveurs de Tonille, de la création d'un marché aux veaux à Mane;

Considérant que cette Commune, par sa situation topographique, serait appelée à voir ses marchés largement approvisionnés;

Est d'avis, à l'unanimité, qu'il y a lieu d'accorder à la Commune de Mane, la création des marchés aux veaux qu'elle sollicite.

Prie M. le Préfet de vouloir bien intervenir auprès du Conseil Général, pour que satisfaction soit donnée aux populations voisines de cette commune.

Ainsi délibéré à Tonille, les jour mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Martres Millet Castex Laffont
Souque Castex Montjoi
Téchéné Comminges

Le Conseil municipal de la Commune de Tonille, réuni extraordinairement sous la présidence du Maire, au nombre de membres, et assisté, conformément à l'article 42 de la loi du 18 juillet 1857, des plus forts contribuables, au nombre de

Vu le budget approuvé pour l'année 1881, et les comptes financiers rendus tant par le Maire que par le Receveur municipal, des recettes et dépenses de 1880;

Vu le budget proposé pour l'année 1882;

Considérant que les recettes ordinaires admises au budget proposé pour 1882 non compris l'imposition pour salaire du Garde champêtre ne s'élèvent qu'à la somme de 3.441.--

formant le total de la recette.

Tandis que les crédits proposés pour les dépenses annuelles, ordinaires et facultatives, ci-après désignées, savoir:

Frais d'administration (y compris le salaire des gens de service, les registres de l'état civil, les frais d'impression des comptes, livres et budgets de la Commune, cens de timbre, et les frais de confection de matrices de rôles)	1.159-66	
Traitement du Receveur municipal	165-"	
Entretien annuel des propriétés communales	20-"	
Supplément de traitement au Curé ou Desservant . . .	200-"	
Traitement fixe et logement des instituteurs	177-"	
Entretien des chemins vicinaux	1.480-"	
Dépenses des enfants assistés	15-"	
" des aliénés	92-"	
Fêtes publiques	50-"	
Dépenses imprévues	35-"	
Salaire des gardes champêtre et forestier .	300-"	
Assurance contre l'incendie	16-85	
Indemnité au garde forestier	25-"	
Dépenses de l'éclairage	30-"	
Font un total de	3.705-51	à 3.705-51
Qu'en conséquence, il reste à pourvoir un déficit de		264-51

Considérant que les dépenses à faire sont indispensables et que la Commune ne peut y pourvoir qu'en obtenant l'autorisation de s'imposer extraordinairement

Est d'avis: qu'elle soit autorisée à s'imposer pour l'année 1882

1° — Une somme de Cent francs représentant 2 centimes additionnels, au principal des quatre contributions directes pour le Salaire du Garde champêtre, à porter en recette à l'article 20 du budget;

2° — Une somme de Cent soixante quatre francs, cinquante-un centimes, représentant 3 ½ centimes additionnels pour subvenir à l'insuffisance des revenus affectés aux dépenses ordinaires obligatoires et facultatives et à porter en recettes à l'article 23 du budget.

Fait et délibéré le quinze mai mil huit cent quatre-vingt-un, par les membres du Conseil municipal et

COMMUNAUTÉS ARCHIVES Préfecture Publique

les plus forts imposés ci-après dénommés.

Noms des membres du Conseil municipal présents à la séance	Signature par émargement ou mention de la déclaration de ceux qui ne savent pas signer	Noms des plus forts imposés consultés.	Noms des plus forts imposés assistant à la séance	Signature par émargement ou mention de la déclaration de ceux qui ne savent pas signer
Martres Bert.d	Martres	Lauregnes Germain		
Castex Bertrand	Castex	Dispagne Jn Pierre		
Castex François	Castex	Bourgeau Jean		
Laffont	Laffont	Cazaux Jn Marie		
Sougues	Sougue	Serpey Guillaume		
Millet	Millet	Serpey Paul		
Montjoi	Montjoi	Martres Pierre d'André		
Saurat	Saurat	Millet Bertrand		
Comminges	Comminges	Bousquet Jn Marie	Bousquet Jn Marie	Bousquet
Téchené	Téchené	Boré Jacques fils		
Blanchard	Blanchard	Castagnas Jean		Castex
Glaizet	Glaizet	Castex Jn fils Camille	Castex Jean fils	
		Martres Jn Bernard		
		Chambeau Mathieu		
		Martres Joseph		

L'an mil huit cent quatre vingt-un, le dix-neuvième jour du mois de juin, le Conseil municipal de la commune de Touille, extraordinairement réuni au lieu ordinaire de ses séances, en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet, en date du vingt avril dernier, sous la présidence de M. Glaizet Maire.

Étaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Sougue, Millet, Montjoi, Saurat, Comminges et Téchéné, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi composée, le Président lui a donné lecture d'un testament olographe, en date du neuf novembre 1878, par lequel M. Cazaux Jean Marie, en son vivant, propriétaire rentier, domicilié à St Gaudens, décédé à Nice, le 1er février 1880, a légué aux pauvres de la commune de Touille une somme de trois mille francs.

M. le Président dit ensuite:

La fortune de M. Cazaux est évaluée à sept cent mille francs. M. Cazaux n'a laissé aucun ascendant ni descendant. Les héritiers désignés dans un second testament, portant la même date du neuf novembre 1878, comme devant faire partie des copartageants et les héritiers naturels appelés à recueillir sa succession sont au nombre de dix-neuf.

Quinze ont envoyé leur adhésion à la délivrance du legs; quatre

ont été mis en demeure par acte extra-judiciaire, de consentir à cette délivrance.

Il n'existe donc aucun motif qui puisse s'opposer à la délivrance du legs.

Le Conseil:

Considérant que le legs fait aux pauvres de la commune de Touille par M. Cazaux Jean Marie, n'impose ni charges ni conditions onéreuses que les héritiers du testateur n'ont formé, après mise en demeure régulière, aucune opposition à la délivrance du legs;

Considérant que cette libéralité nécessite la création d'un bureau de bienfaisance, afin de distribuer aux pauvres de la commune des secours jusqu'à concurrence de la somme d'intérêt que produira le capital de trois mille francs, placé en rentes sur l'État, 3 f %.

Est d'avis, à l'unanimité

1° Qu'il y a lieu d'accepter le legs de trois mille francs, fait aux pauvres de Touille;

2° De demander la création d'un bureau de bienfaisance;

3° De placer en rentes sur l'État trois pour cent au nom de cet établissement, la somme de trois mille francs pour les intérêts annuels, provenant de ce placement, être distribués, soit en nature, soit en argent, aux pauvres de la commune de Touille, par besoins de la Commission administrative.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents

Laffont Comminges
Sougue Millet Téchéné Castex
Martres Glaizet Saurat Montjoi

L'an mil huit cent quatre vingt un, le dix-neuvième jour du mois de juin, le Conseil municipal de la commune de Touille, extraordinairement réuni au lieu ordinaire de ses séances, en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet, en date du quinze juin courant, sous la présidence de M. Glaizet Maire.

Étaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Sougue, Millet, Montjoi, Saurat, Comminges et Téchéné, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de soixante treize francs pour parer aux dépenses de la Fête Nationale du 14 Juillet 1881; savoir:

Cinquante francs pour réjouissances publiques et vingt trois francs pour distribution de secours aux indigents de la commune de Touille

Le Conseil

Partageant la manière de voir de M. le Président, à l'unanimité, vote un crédit de Soixante treize francs à prendre sur les fonds libres de la caisse municipale.

Ainsi délibéré à Touille, les jours mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Sauzet Téchené Bouque Millet Montjoi Castex Castex

L'an mil huit cent quatre vingt un, le trentième jour du mois d'août Le Conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session ordinaire au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Glairet maire de cette commune.

Etaient présents: M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Blanchard, Bouque, Téchéné, Saurat, Laffont, Millet et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui fait connaître que le crédit de soixante treize francs, voté par la délibération du dix neuf juin dernier à l'occasion de la Fête Nationale du 14 juillet 1881, a été insuffisant, et que la dépense des réjouissances publiques et des secours distribués aux indigents s'est élevée à quatre vingt quatre francs soixante cinq centimes, et lui propose de voter un crédit supplémentaire de onze francs soixante cinq centimes afin d'attendre le montant de ces dépenses.

Le Conseil:

Ouï l'exposé de M. le Président, à l'unanimité, vote un crédit de onze francs soixante cinq centimes à prendre sur les fonds libres de la caisse municipale.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Castex Bouque Martres
Millet Blanchard Téchéné
Sauzet
Castex

13 août

L'an mil huit cent quatre vingt un, le trentième jour du mois d'août, le Conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire de cette commune.

Etaient présents: M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Blanchard, Bouque, Téchéné, Saurat, Laffont, Millet et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée le Président lui fait connaître que l'adjudication de l'exploitation de la coupe affouagère pour l'exercice 1881 n'ayant pu aboutir, prie le conseil de l'autoriser à traiter de gré à gré avec un entrepreneur responsable.

Le Conseil:

Partageant la manière de voir de M. le Président, à l'unanimité, l'autorise à traiter avec un entrepreneur responsable de l'exécution des travaux de la coupe affouagère.

Ainsi délibéré à Touille, les jours, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Castex Bouque Martres
Millet Blanchard Téchéné
Sauzet
Castex

L'an mil huit cent quatre vingt un, le trentième jour du mois d'août, le Conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glairet Maire de cette commune.

Etaient présents: M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Blanchard, Bouque, Téchéné, Saurat, Laffont, Millet et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a soumis la Police qu'il a passée en sa qualité de Maire de Touille, avec la compagnie la Confiance, le 1er juillet 1879, à l'effet d'assurer les bâtiments communaux contre l'incendie, et dont la prime s'élève à F. seize francs, quatre vingt cinq centimes.

Le Conseil:

Considérant que M. le Maire en assurant les bâtiments communaux contre l'incendie, a agi dans l'intérêt de ses administrés; a l'unanimité approuve la dite police.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex Laffont Bouque Martres
Millet Blanchard Téchéné Castex
Sauzet

L'an mil huit cent quatre vingt-un, le sixième jour du mois de novembre, le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire.

Etaient présents, MM: Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Millet, Souque, Saurat, Laffont, Téchéné, Comminges, Blanchard et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Téchéné a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de cent quatre vingt-quatorze francs vingt-six centimes (F 194-26) pour parer aux frais ci-après nommés:

Contribution des biens communaux	11f 16
Réparation au plan et à la matrice cadastrale	6-20
Indemnité à l'entrepreneur de la coupe affouagère	25-"
Frais d'impression	12-"
Frais de perception des Impositions communales	9
Rétribution pour confection de l'état matrice de la taxe sur les chiens	0.90
Frais d'administration du bois communal	130-"
Total	194f 26.

Le Conseil

Considérant que l'état de dépenses présenté par le Président est exact; à l'unanimité vote un crédit de cent quatre vingt-quatorze francs vingt-six centimes à prendre sur le fonds libre de la Caisse municipale.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex, Martres, Comminges, Laffont, Partes, Souque, Blanchard, Téchéné, Saurat, Millet

L'an mil huit cent quatre vingt-un, le sixième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Millet, Souque, Saurat, Laffont, Téchéné, Comminges, Blanchard et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Téchéné a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui rappelle la situation malheureuse dans laquelle se trouve la nommée Dupuy Rose, locataire d'une partie de la maison commune, les dépenses que lui a occasionnées la longue maladie de son fils, décédé le

quatre juillet dernier; l'engage à vouloir bien la dispenser de payer le loyer du trimestre de juillet qui s'élève à F. 10-" (Dix francs).

Le Conseil:

Considérant l'infortune de Dupuy Rose et les soins qu'elle a donnés à son fils pendant toute sa maladie;

A l'unanimité, partage la manière de voir de M. le Président et dispense la dite locataire de payer son loyer pour le troisième trimestre 1881.

Ainsi délibéré à Touille les jour mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Souque, Laffont, Téchéné, Blanchard, Partes, Castex, Millet, Comminges

L'an mil huit cent quatre vingt-un, le sixième jour du mois de novembre, le Conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents: MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Millet, Souque, Saurat, Laffont, Téchéné, Comminges, Blanchard et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Téchéné a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de vouloir exonérer les pères de famille de la rétribution qui leur est exigée pour le chauffage des écoles, tant pour les garçons que pour les filles, rétribution qui s'élève en moyenne par an et pour les deux écoles à quatre vingts francs.

Le Conseil:

Considérant que la rétribution pour le chauffage des écoles, quelque modique qu'elle soit, est souvent une gêne pour certains pères de famille;

A l'unanimité, vote la somme de 80 f. pour exonérer ces derniers de cette charge.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont, Partes, Souque, Blanchard, Millet, Téchéné, Castex, Comminges

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le sixième jour du mois de novembre
Le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session ordinaire
sous la présidence de M. Glaivet Maire.

Etaient présents M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Millet, Sonque, Saurat, Laffont, Téchéné, Cummings, Blanchard et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Téchéné a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui donne lecture d'une lettre de Messieurs Dorian-Holtzer, Jackson & Cie, fabricants de faulx à Touille par laquelle ils offrent de céder à la commune, à titre gratuit jusqu'au 30 juin 1893, le local qui sert actuellement de maison d'école, et un logement convenable pour l'instituteur, dans un des bâtiments de l'usine à leur choix.

Il expose que par suite de cette offre, la Commune n'a plus aucun motif à opposer à la création d'une école de garçons, rendue obligatoire par l'art. 36 de la loi du 15 mars 1850, obligation rappelée dans la lettre de M. l'Inspecteur d'Académie, en date du 7 février dernier.

Il prie le conseil de demander à M. le Préfet, la nomination de M. Loubet Jules Simon, directeur actuel de l'école libre laïque à titre d'instituteur communal.

Le Conseil :

Considérant que l'offre faite par Messieurs Dorian Holtzer, Jackson & Cie, est, ou ne peut plus avantageuse, car non seulement elle dispense la commune de s'occuper immédiatement de la construction des locaux scolaires, mais encore assure l'existence de l'école de garçons, par l'entrée des 25 élèves qui fréquentent déjà l'école libre ; donne aux familles étrangères à l'usine la faculté d'élever leurs enfants dans une école laïque et d'y recevoir une instruction très libérale sous la surveillance et le contrôle de l'Etat.

Considérant que depuis le mois de septembre 1877, époque où M. Loubet a pris la direction de l'école laïque libre, ce maître n'a cessé de faire les plus grands efforts pour relever le niveau de l'instruction, que les résultats acquis ont été très-satisfaisants et que sa conduite a toujours été digne d'éloges.

Que, en outre, il y a lieu de donner à cet égard suite à la demande de Messieurs Dorian-Holtzer, Jackson & Cie ;

Est d'avis à l'unanimité,

1° De demander la création d'une école communale laïque, à partir du 1er janvier prochain.

2° D'accepter les locaux offerts par Messieurs Dorian-Holtzer, Jackson & Cie,

3° De prier Monsieur le Préfet de vouloir bien désigner M. Loubet Jules-Simon, pour diriger cette école.

4° De voter pour l'exercice 1882 un crédit de Mille francs, à prendre sur les quatre centimes spéciaux de l'instruction primaire et sur la subvention du département ou de l'Etat.

Ainsi délibéré à Touille les jour mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Martres — Castex — Sonque — Blanchard — Laffont — Montjoi — Téchéné — Millet — Saurat — Cummings — Glaivet

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le dix-huitième jour du mois de décembre, le conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 22 novembre dernier, sous la présidence de M. Glaivet Maire.

Etaient présents M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Cummings, Laffont, Sonque, Saurat, Montjoi & Téchéné, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de soixante francs, dont vingt pour frais d'imprimés pour le dénombrement de la population, et quarante, pour payer les personnes chargées de ce recensement.

Le Conseil :

A l'unanimité, partage la manière de voir de M. le Président et vote la somme de soixante francs, à prendre sur les fonds libres de la Caisse communale.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont — Castex — Cummings — Sonque — Téchéné — Castex — Martres — Glaivet

L'an mil huit cent quatre-vingt-un, le dix-huitième jour du mois de décembre, le Conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 20 novembre dernier, sous la présidence de M. Glaivet Maire

Etaient présents : M.M. Bertrand Martres, Castex Bertrand, Castex

François, Comminges, Laffont, Souque, Saurat, Montjoi et Téchéné formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président l'invite à nommer trois délégués, afin de procéder à la révision des listes électorales.

Le Conseil.

A l'unanimité, désigne le sieur Téchéné François, membre du Conseil municipal pour les opérations préliminaires de la révision, et MM. Saurat et Montjoi, aussi membre du conseil municipal pour la commission chargée du jugement des réclamations en matière d'inscription ou de radiation.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents

Saurat — Montjoi — Téchéné
Souque — Laffont — Comminges — Castex — Millet

Installation de l'Instituteur

L'an mil huit cent quatre vingt deux, le premier jour du mois de Janvier, s'est présenté devant nous Glairet Pierre Julien Marie de la Commune de Touille, le sieur Loubet Jules Simon que nous avons installé ce jourd'hui dans ses fonctions d'instituteur public de cette commune, en vertu de l'arrêté de M. le Préfet, en date du 31 décembre 1881.

Fait à Touille les jour mois et an que dessus et a le nommé Loubet instituteur, signé avec nous.

Loubet — Le Maire

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le douzième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Étaient présents MM. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Millet Souque, Saurat, Comminges, Téchéné, Castex François et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président donne lecture d'une lettre de M. le Sous Préfet en date du 7 février courant, relative au marché aux veaux qui se tient à Mane tous les vendredis.

Le Conseil.

Considérant que le dit marché aux veaux ne peut exister qu'à la condition d'être tenu le vendredi, parce que c'est ce jour là et ce jour là seulement que les bouchers ont l'habitude de faire leurs approvisionnements.

Considérant que tous les éleveurs de cette vallée trouvent un profit réel à l'établissement du marché de Mane, puisqu'ils évitent ainsi un parcours de 16 kilomètres — Aller et retour —, et que c'est au reste la seule chose qui peut expliquer le prompt succès de ce marché.

Considérant en outre l'avantage particulier qu'en retire toute la population ouvrière des fabriques de faulx de Touille — près de 400 personnes — qui trouve commode de se pourvoir le vendredi des diverses denrées alimentaires — Notamment la volaille — nécessaires à passer la journée du dimanche;

Est d'avis à l'unanimité:

1° Que le changement de jour du marché de Mane équivaudrait à sa suppression;

2° Qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter aux intrigues qui tendent à faire perdre à cette commune et à tous les habitants de la contrée le bénéfice de la décision prise par le Conseil Général, le 2 Août dernier.

Ainsi délibéré à Touille les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Souque — Castex — Montjoi — Comminges
Millet — Téchéné — Montjoi
Loubet — Castex

L'an mil huit cent quatre vingt deux, le douzième jour du mois de février, Le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet Maire.

Étaient présents M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Comminges, Échéné, Castex François et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de dix huit francs trente cinq centimes.

1° 5 francs pour remédier aux indigents.

2° 13f 35 / 18f 35 pour nomination et prestation de serment du garde champêtre.

Le Conseil.

A l'unanimité vote la somme de dix huit francs trente cinq centimes, à prendre sur le fonds libre de la Caisse municipale.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Martres Castex A. Montjoi
Échéné Millet
Commingès Sougue
Saurat

L'an mil huit cent quatre vingt deux, le douze février, le Conseil municipal de la commune de Couille, étant réuni, sous la présidence de M. Glaviet Maire, pour la tenue de la session ordinaire du dit mois.

Étaient présents M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Commingès, Échéné, Castex François et Montjoi.

Absents MM. Blanchard et Laffont.

M. le Président donne connaissance des dispositions des lois des 15 mars 1850, 10 avril 1867, 19 juillet 1875, 11 décembre 1880, 16 juin 1881, les décrets du 7 octobre 1850, 31 décembre 1853, 27 juillet 1870, 20 janvier 1873, 2 août, 10 et 29 octobre 1881, de la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur, du 15 juillet 1881 et des circulaires de M. le Ministre de l'instruction publique des 16 août et 22 septembre 1881, relatives aux dépenses de l'instruction primaire, et invite le Conseil municipal à délibérer sur ces dépenses et sur les moyens d'y pourvoir, pendant l'année 1883.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, propose de fixer ainsi qu'il suit les dépenses des écoles primaires communales, pour l'année 1883.

1° École spéciale de garçons.

Traitement fixe de l'instituteur	200	»
Complément pour former le traitement minimum	700	»
Total général	900	—

Aviant au moyen d'acquitter ces dépenses, le Conseil municipal a décidé qu'elles seraient payées sur les ressources suivantes :

1° Une imposition spéciale de quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes que le conseil vote à cet effet au budget de 1883 et devant produire une somme de	176	25
2° Prélèvement du 5e sur les revenus communaux ordinaires énumérés à l'article 3 de la loi du 16 juin 1881	41	»
Total des ressources communales ordinaires	217	25
En conséquence, le département ou l'État aura à fournir pour compléter les dépenses ordinaires et obligatoires de l'instruction primaire en 1883, une subvention de	682	75
Total des ressources applicables aux dépenses obligatoires	900	»

Fait et délibéré à Couille les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Martres Castex A. Montjoi
Millet Échéné
Commingès
Sougue Saurat

L'an mil huit cent quatre vingt deux, le douze février, le conseil municipal de la commune de Couille, étant réuni, sous la présidence de M. Glaviet Maire, pour la tenue de la session ordinaire du dit mois.

Étaient présents : M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Commingès, Échéné, Castex François et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui soumet une demande formée par le sieur Bousquet Valentin Honoré Vincent, apprenti platineur de fonts aux usines de Couille, à l'effet d'obtenir un sursis d'un an, délai qui lui est indispensable pour terminer son apprentissage.

Le Conseil :

Vu le Certificat du Directeur des Usines de Couille et le Certificat de soutien de famille, modèle N° 5.

Considérant que les motifs invoqués dans le Certificat modèle N° 5 pour l'obtention du sursis d'appel, sont l'exposé fidèle de la vérité.

Considérant qu'il est indispensable que le jeune Bousquet ne soit pas enlevé immédiatement à ses travaux ; que l'administration doit, au contraire, lui fournir les moyens de terminer son apprentissage, pour lequel sa famille s'est imposée de grands sacrifices.

Le Conseil, à l'unanimité, est d'avis qu'il y a lieu d'accorder au sieur Bousquet Valentin-Honoré-Vincent, compris sur le tableau de recensement de la Classe de 1881, N° 37 du tirage, le sursis d'appel qu'il sollicite.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

Martres Carter A. Bertrand
Bouzat Béchéné Commenges
Sougue Millet Glairet

L'an mil huit cent quatre vingt deux le douzième jour du mois de février, le Conseil municipal de la commune de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents M.M. Martres Bertrand, Carter Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Commenges, Béchéné, Carter François et Montjoi formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

M. le Maire appelle l'attention de l'assemblée sur l'opportunité qu'il y aurait à établir dans la Commune une Caisse des Ecoles, institution qui est appelée à rendre des services considérables à l'instruction primaire, et dont la loi du 10 avril 1867 a autorisé la création.

Cette caisse serait alimentée par des souscriptions particulières, par les subsides de la commune et par les secours du ministère de l'instruction publique, secours dont la quotité est fixée à une somme égale à celle que vote le Conseil municipal, jusqu'à concurrence de 300 francs.

Elle a pour objet d'encourager et de faciliter la fréquentation de l'école en donnant des vêtements aux enfants qui en manquent, en leur fournissant les livres et le papier qu'ils ne peuvent acheter, en récompensant le travail et la forme constante au moyen de livrets de Caisse d'épargne, et, au besoin, en venant en aide aux familles nécessiteuses qui se privent du travail de leurs enfants pour les envoyer à l'école, etc.

M. le Maire propose, en conséquence, la création d'une Caisse des Ecoles communales et le vote d'une somme de quatre vingt francs qui, avec la subvention d'égale importance à fournir par M. le Ministre de l'instruction publique, formera la première dotation de cette Caisse.

Le Conseil:

Vu l'article 15 de la loi du 10 avril 1867;

Vu l'arrêté de M. le Ministre de l'instruction publique en date du 23 septembre 1881;

Partageant l'avis et adoptant les propositions de M. le Maire,

Délibère sauf l'approbation de M. le Préfet, qu'il sera établi dans la commune une Caisse des Ecoles, et vote à cet effet une subvention de quatre vingt francs à prélever sur les fonds libres de la commune.

Cette Caisse serait fondée et administrée conformément aux dispositions suivantes.

Statuts de la Caisse des Ecoles,
de la Commune de Couille.

Chapitre 1er
Formation et but de la Caisse des Ecoles.

Article premier. — Une Caisse des Ecoles est établie dans la commune de Couille, conformément à l'article 15 de la loi du 10 avril 1867. Une société est formée pour assurer la prospérité de cette œuvre et en réaliser les bienfaits.

Art. 2. — La Caisse des Ecoles a pour but d'encourager et de faciliter la fréquentation des écoles par des récompenses aux élèves assidus et par des secours aux élèves indigents ou peu aisés, soit en leur fournissant des livres de classe qu'ils ne pourraient se procurer, soit en leur donnant des vêtements et même des aliments, soit en secourant les familles indigentes qui se privent du travail de leurs enfants afin de les envoyer aux écoles.

Chapitre II.
Composition de la Société.

Art. 3. — La société se compose de membres honoraires fondateurs, de membres sociétaires et de dames patronnesses; elle est présidée par le Maire.

Les membres honoraires fondateurs sont ceux qui font à la Caisse un don immédiat de 50 francs, ou qui prennent l'engagement de verser annuellement, pendant cinq ans au moins, une somme de 10 francs dans la caisse.

Les membres sociétaires sont ceux qui, par une souscription volontaire dont la quotité ne peut être moindre de deux francs par an, contribuent à la prospérité de la Caisse des Ecoles.

Les dames patronnesses sont plus particulièrement chargées de ce qui concerne les jeunes filles.

Chapitre III.
Administration de la Société.

Art. 4. — La Société est administrée par un comité composé de cinq membres au moins, y compris le Maire, président de droit.

Les membres du comité sont élus pour trois ans, par les membres sociétaires, à la majorité absolue des suffrages. Le renouvellement est déterminé par le sort, pendant les trois premières années, et ensuite par l'ancienneté. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 5. — Le Comité, présidé par le Maire, désigne son Vice-Président et son Secrétaire; il se réunit au moins une fois par mois. Tous les ans

mois, il rend compte à l'assemblée générale des membres de la société de ses travaux et de l'emploi des fonds, ainsi que de l'état de la Caisse.

Une copie de ce compte rendu est mise, chaque année, sous les yeux du Conseil municipal à la session de mai.

Chapitre IV.

Des revenus de la Caisse des Ecoles et de ses dépenses.

Art. 6. — Le revenu de la Caisse des Ecoles se compose :

1° Des versements faits par les membres honoraires fondateurs, par les membres sociétaires et par les dames patronnesses ;

2° Des dons et legs faits à ladite Caisse et du produit des quêtes ;

3° Des subventions allouées par le Conseil municipal ;

4° Des secours alloués par le Conseil général et le Ministre de l'instruction publique.

Ces fonds sont versés dans la caisse du receveur municipal qui est chargé, par la loi du 10 avril 1867, de faire gratuitement le service de la Caisse.

Art. 7. — La Caisse des Ecoles peut recevoir des dons en nature tels que livres de classe, papier, plumes, vêtements et objets alimentaires destinés aux enfants indigents.

Art. 8. — Les règles de la comptabilité communale sont applicables à la comptabilité de la Caisse des Ecoles. Le budget et le compte de la Caisse des Ecoles sont en conséquence, fournis par le conseil municipal comme les budgets et comptes des autres établissements de bienfaisance.

Aucune dépense ne peut être faite sans l'avis du comité. Toutefois, lorsqu'il s'agit des dons en nature, le Maire peut procéder immédiatement à la distribution des objets donnés, à charge par lui d'en rendre compte au comité, à sa première réunion.

Fait à Tonille les jour, mois et an sus dits, et ont signé les membres présents.

Castex Cx
Souque
Comminges Cécheno Millet
Loubet maire

L'an mil huit cent quatre vingt dix, le sept mai à neuf heures du matin, le Conseil municipal de la commune de Tonille s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire.

Etaient présents : MM. les Conseillers municipaux dont les noms suivent.

Martres Bertrand. Castex François. Laffont. Souque. Montjoi. Blanchard. Canat, Comminges. Cécheno, Millet

Absent : Castex Bertrand

Le Conseil a élu pour secrétaire M. Castex François.

M. le Président a donné lecture des articles, transcrits ci-contre, de la Loi du 5 Août 1879, sur les Commissions administratives.

Il a ensuite invité le conseil à procéder au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à l'élection de deux délégués.

Chaque Conseiller municipal, à l'appel de son nom, a écrit sur bulletin de vote sur papier blanc et l'a remis fermé au Président.

Le dépouillement du vote a commencé à neuf heures ¼. Il a donné les résultats ci-après :

Premier tour de Scrutin

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne . . .	11
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	.
Reste pour le nombre des suffrages exprimés	11
Majorité absolue	6

Ont obtenu { M. Montjoi Bernard onze voix
M. Peyjol Jean carrossier onze voix

MM. Montjoi Bernard et Peyjol Jean aîné, carrossier, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués.

Ils ont déclaré accepter ce mandat.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Et ont signé les membres présents.

Le Président

Les Membres du Conseil municipal

Le Secrétaire

Loi du 5 Août 1879.

Art. 1er. Les Commissions administratives des hospices et hôpitaux et celles des bureaux de bienfaisance sont composées du Maire et de six membres renouvelables.

Deux des membres de chaque commission sont élus par le Conseil municipal.

Les quatre autres membres sont nommés par le Préfet.

Art. 4. Les délégués du Conseil municipal suivent le sort de celle assemblée, quant à la durée de leur mandat ; mais en cas de suppression ou de dissolution du Conseil municipal ce mandat est continué jusqu'au jour de la nomination de délégués par le nouveau Conseil municipal.

L'élection des délégués du Conseil municipal a lieu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages. Après deux tours de scrutin, la majorité relative suffit ; et, en cas de partage, le plus âgé des candidats est élu.

Art. 5. Les Commissions peuvent être dissoutes et leurs membres révoqués par le Ministre de l'intérieur.

En cas de dissolution ou de révocation, la Commission sera remplacée en complétant dans le délai d'un mois.

Les délégués des Conseils municipaux ne peuvent, s'ils sont réélus, prendre une année.

Le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en session extraordinaire.
Présents : M.M. Martres Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Montjoi, Comminges, Béchéré, Blanchard, Laffont et Castex François

M. le Maire a donné lecture des articles de 5 de la loi du 25 juin 1841 et 14 de la loi de finances du 14 juillet 1856, ainsi conçus :

« Art. 5. Pour indemniser l'Etat des frais d'administration des bois communaux et des établissements publics, il sera payé au profit du Trésor, sur les produits tant « principaux qu'accessoires de ces bois, cinq centimes par franc en sus du principal « de leur adjudication ou cession.

« Quant aux produits délivrés en nature, il sera perçu par le Trésor « le vingtième de leur valeur, laquelle sera fixée définitivement par le Préfet, « sur les propositions des Agents forestiers et les observations des Conseils « municipaux et des administrateurs.

« Art. 14. – Le remboursement à l'Etat des frais d'administration des « bois des communes et des établissements publics continuera à s'effectuer « conformément à l'article 5 de la loi du 19 juillet 1845, sans toutefois « que la somme remboursée par chaque commune ou chaque établissement « public puisse dépasser un franc par hectare des bois qui lui appartiennent. »

Après cette lecture, M. le Maire a mis sous les yeux du Conseil les deux premiers paragraphes de l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1845, conçus dans les termes suivants :

« Les prélèvements sur les ventes ou délivrance en nature des produits des « communes ou établissements publics, prescrits par l'article 5 de la loi du « 25 juin 1841, continueront à s'opérer sur les produits principaux. Ils « cesseront d'être appliqués aux produits accessoires

« Quant aux produits délivrés en nature, la valeur en sera fixée « définitivement par le Ministre des finances, sur les propositions des Agents « forestiers, les observations des Conseils municipaux et des Administrateurs « et l'avis du Préfet. »

M. le Maire a ensuite exposé que M.M. les Agents forestiers proposent de fixer à la somme de 1603 F. la valeur de la coupe N° 71 de taillis sous futaie, qui doit être livrée en nature à la commune dans son bois communal, pour l'exercice 1881.

Le Conseil municipal, cet exposé entendu,

Considérant que le stère de bois de feu, évalué à sept francs, dépasse de trois francs l'évaluation de l'année 1878 ; que le prix de quatre francs le stère est suffisamment rémunérateur.

Considérant que le taux du cent de fagots, fixé à F. 8 est trop élevé ; que le prix de vente dans la localité ne s'élève qu'à quatre francs, et qu'au reste, c'est ce chiffre qui a servi de base dans l'estimation des années précédentes.

Estime qu'il y a lieu de fixer à la somme de six cent soixante-cinq francs la valeur de la coupe qui doit être délivrée

en nature à la commune pour l'exercice 1881.

Une expédition de la présente délibération sera envoyée à M. le Sous-Préfet pour y être donné la suite convenable.

Fait à Couille, le sept mai 1882.

Ont signé au Registre

Laffont — Castex — A. Montjoi — Millet — Blanchard — Sougue — Martres — Castex — Clairet

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le septième jour du mois de mai, le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Clairet, Maire

Présents : M.M. Martres Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Montjoi, Comminges, Béchéré, Blanchard, Laffont et Castex François, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire

L'assemblée ainsi constituée, le Président expose qu'en conformité de l'art. 5 de la loi du 28 mars 1882, il doit être procédé au choix de quatre membres devant former la commission municipale scolaire, instituée pour surveiller et encourager la fréquentation des écoles.

Le Conseil :

Ouï l'exposé ci-dessus, désigne M.M. Laffont Joseph, Castex François, Montjoi Adrien et Saurat Cyprien, membres du conseil municipal présents à la séance et qui ont déclaré vouloir accepter ce mandat.

Ainsi délibéré à Couille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont — Castex — A. Montjoi — Sougue — Millet — Blanchard — Castex — Clairet

Session de Mai (25 Juin 1882)

Compte du Receveur municipal.

Le Conseil municipal de la Commune de Couille

Vu le compte, rendu par le sieur Viguier, Receveur municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le 1er janvier 1881 jusqu'au 31 décembre suivant, lequel comprend: 1° le rappel du compte de l'exercice 1880; 2° les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'Exercice 1881; 3° les recettes et les dépenses concernant les services hors budget;

Vu le détail des opérations finales de l'Exercice 1881, établi en regard du compte susmentionné, et présentant les recettes et les dépenses pour le dit Exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion 1882;

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1881 que des opérations complémentaires effectuées en 1882;

Vu les budgets primitif et additionnel des recettes présumées de l'Exercice 1881, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant ledit Exercice;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif dans lequel M. le Maire a exposé les motifs de dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la commune en a retirée;

Considérant que le compte est bien établi et les opérations convenablement justifiées;

Délibère:

Art. premier. Statuant sur la situation du Comptable au 31 décembre 1881, sauf le reglement et l'apurement par le conseil de préfecture, conformément à l'article 66 de la loi du 18 juillet 1837, le Conseil admet les recettes de la gestion 1881, pour la somme de . 7.099f 16

Les dépenses pour celle de 8.043f 57

Fixe l'excédant de la dépense à 944f 41

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le Comptable a été reconnu débiteur de la s 1738-64

Déclare le Comptable débiteur, sur ses compte de la gestion 1881, de la somme de 794-53

Art. 2. Statuant sur les opérations de l'Exercice 1881 sauf le reglement et l'apurement par le conseil de préfecture. Le Conseil admet les opérations effectuées, tant pendant la gestion 1881 que pendant les trois premiers mois de la gestion 1882, savoir:

En recette, pour 6.373f 51

En dépense, pour 7.939-25

D'où il résulte un excédant de dépense de 1565-74

Le résultat définitif de l'Exercice 1881, ayant présenté un excédant de recette de . . 2.208-40

Le résultat définitif de l'Exercice 1881, égal au résultat du compte d'administration du même Exercice, est un excédant de recette de 642-66

Fait et délibéré à Couille, le 25 Juin 1882.

Millet Gouque Martres Montjoi

Castex Blanchard Sauvat

Compte administratif.

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le vingt-cinquième jour du mois de juin, le Conseil municipal de la Commune de Couille, assemblé en session ordinaire, sous la présidence de M. le Maire de la dite commune, dans la salle de ses séances ordinaires.

M. le Maire ayant déposé sur le bureau son compte d'administration pour l'exercice 1881, et s'étant retiré, il a été procédé à l'élection d'un président et d'un secrétaire.

Présents: M.M. Martres Bertrand, Millet, Gouque, Sauvat, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand, Montjoi.

M.M. Blanchard et Montjoi ont été désignés, par voie de scrutin, pour remplir, le premier, les fonctions de Président, le second celle de Secrétaire; et de suite le Conseil, ayant examiné attentivement le compte d'administration du Maire a reconnu que l'excédant de recette au 31 mars, était de 2° Que les recettes et les dépenses faites pendant les années 1881 et 1882, pour les opérations propres à l'exercice 1881, ont produit un excédant de dépense de

D'où il suit que le reliquat de l'exercice 1881 s'élève à . .

Recettes		Dépenses	
2.208	40		
		1565	74
642	66		

Par cet examen, le Conseil croit s'être convaincu que le compte d'administration du Maire pour 1881 est exact dans tous ses articles; que les dépenses lui paraissent avoir été utiles et régulières, restreintes dans les limites des fonds alloués au budget et par autorisations spéciales, et distribuées avec économie; et par conséquent approuve ledit compte.

Ainsi fait, arrêté et délibéré par les membres du Conseil qui ont signé à Couille, les an, mois et jour que dessus.

Millet Gouque Martres

Castex Blanchard Sauvat

Réglement définitif.

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, et le vingt-cinq juin, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Couille se sont réunis en lieu ordinaire de leurs séances.

Étaient présents M.M. Martres Bertrand, Glairot, Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Millet, Montjoi, Sauvat et Gouque.

Le Conseil municipal,

Ouï le rapport de l'un de ses membres;

Vu les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur l'administration et la comptabilité des communes;

Après s'être fait représenter les budgets primitifs et supplémentaire de l'exercice 1881, et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses entreprises, et celui des mandats délivrés par le Maire, enfin le compte du Receveur pour la gestion de 1881, accompagnés des pièces justificatives, ainsi que le compte moral ou administratif de la même année;

Procédant au règlement définitif du budget de 1881, propose de fixer, ainsi qu'il suit les recettes et dépenses de cet exercice, savoir :

Recettes

Les recettes tant ordinaires qu'extraordinaires de l'exercice 1881 évaluées par le budget à F. 1560-65 ont dû s'élever d'après les titres définitifs des créances à recouvrer à la somme de F. 9.076-51

De laquelle somme il convient de déduire celle de . .

Savoir :

Pour non valeurs justifiées au compte du receveur . . . 10 f.

Pour restes à recouvrer également justifiés et qui seront portés en recettes au plus prochain compte 2693--

Somme égale 2703--

Au moyen de quoi, la recette de l'exercice 1881 demeure définitivement fixée à la somme de . . . 6.373-51.

Dépenses

Les dépenses créditées au budget de 1881 s'élevant à F. 4.147--

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet des crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice . . . 4922-91

Total des dépenses présumées 9069-91

De cette somme il convient de déduire celle de . .

Savoir :

1° Crédits ou portions de crédits restant sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses, ci 696-83

2° Dépenses faites mais non ordonnancées avant le 31 mars 1882 et à reporter au budget supplémentaire de 1882 ou au budget suivant 433-83

Somme égale 1.130-66

Au moyen de quoi, les dépenses de l'exercice 1881 sont définitivement fixées à 7939-25

Les recettes de toute nature de l'exercice 1881 étant arrêtées à . F. 6373 f 51

Les dépenses du même exercice étant définitivement fixées à 7939-25

Il reste par conséquent pour Déficit définitif la somme de . . 1565-74

laquelle sera portée 1° en déduction de l'excédant de l'exercice 1880 . F. 2.208-40

comme ressource extraordinaire, au budget supplémentaire de 1882.

Toutes les opérations de l'exercice 1881 sont déclarées définitivement closes et les crédits annulés.

La présente délibération sera jointe comme pièce justificative au budget supplémentaire de 1882.

Délibéré à Bouille les jour mois et an ci dessus et ont signé les membres présents.

Castex Abilly Gouyet Abastel
Blanchard
Souldat maire

Proposition du budget de l'année 1883.

L'an mil huit cent quatre vingt deux et le vingt cinq du mois de Juin, le Conseil municipal de la Commune de Bouille étant réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glaviot, a procédé à la formation du budget de l'année 1883.

En conséquence M. Glaviot, Maire, a remis sur le bureau de l'état des recettes et dépenses projetées pour ladite année 1883, et après une vérification et un examen approfondi,

Le Conseil,

Vu le compte d'administration rendu par M. le Maire pour l'exercice 1882,

Vu le compte de gestion de 1882 rendu par le receveur municipal;

Vu l'état des recettes et dépenses proposées par M. le Maire.

Considérant que les recettes et dépenses se trouvent bien établies

Délibère de proposer le Budget de l'année 1883 selon les articles de recettes et dépenses libellés dans la colonne destinée aux propositions de la Commission administrative, et dont les résultats présentent :

1° Pour la recette, la somme de . . . . . 7066 f 40

2° Pour les dépenses celles de . . . . . 7.066-40.

Ainsi délibéré à Bouille les jour mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Abilly Gouyet Abastel
Castex Blanchard
Souldat maire

Le Conseil municipal de la Commune de Bouille, réuni extraordinairement sous la présidence du Maire au nombre de neuf membres

Vu le budget approuvé pour l'année 1882 et les comptes financiers rendus tant par le Maire que par le Receveur municipal des recettes et dépenses de 1881;

Vu le budget proposé pour l'année 1883;

Considérant que les recettes ordinaires admises au budget proposé pour 1883, non compris l'imposition pour salaire du Garde champêtre, ne s'élevant qu'à la somme de 3.290--

A laquelle il convient d'ajouter :

Instruction primaire	1° L'imposition extraordinaire de 4 centimes votée par le Conseil municipal pour l'instruction primaire, conformément aux lois des 15 mars 1850 et 19 Juillet 1875	175--
	2° Les secours à allouer sur les fonds du dépt ou de l'Etat conformément au même article, pour suppléer à l'insuffisance de la dite imposition	640--
Chemins vicinaux	4° L'imposition extraordinaire votée par le Conseil municipal pour dépenses des ch. vicinaux. (Loi du 21 mai 1836) .	100
	Total de la Recette . . .	4.205--

Tandis que les crédits proposés pour les dépenses annuelles, ordinaires et facultatives, ci-après désignées, savoir :

Frais d'administration (y compris le salaire des gens de service, les registres de l'état civil, les frais d'impression des comptes, livres et budgets de la commune, cens de timbre, et les frais de confection de matrices de rôles)	1281-40	
Traitement du Receveur municipal	141-"	
Entretien annuel des propriétés communales	20-"	
Supplément de traitement au curé ou Desservant	200-"	
Traitement fixe et logement des Instituteurs	912-"	
Entretien des chemins vicinaux	1419-"	
Dépenses des enfants assistés	15-"	
— des aliénés	92-"	
Fêtes publiques	50-"	
Dépenses imprévues	42-"	
Salaire des Gardes Champêtres et Forestiers	325	
Font un total de	4497-40	ci 4497-40
Qu'en conséquence, il reste à pourvoir un déficit de		292-40

Considérant que les dépenses à faire sont indispensables et que la commune ne peut y pourvoir qu'en obtenant l'autorisation de s'imposer extraordinairement.

Est d'avis : qu'elle soit autorisée à s'imposer pour l'année 1883.

1° Une somme de Cent francs, représentant 2 K centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour le salaire du garde champêtre, et à porter en recette à l'art. 20 du Budget ;

2° Une somme de Deux cent quatre vingt-douze francs quarante centimes, représentant 6-75 centimes additionnels pour subvenir à l'insuffisance des revenus affectés aux dépenses ordinaires obligatoires et facultatives et à porter en recette à l'art. 23 du budget.

Fait et délibéré le Vingt-cinq Juin 1882, et ont signé les membres présents.

Millet Sougue Mastres
Castex Pate A. Bertrand
Blanchard
Sauzat
Glaise

Service Vicinal.

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, et le vingt-cinquième jour du mois de Juin, le Conseil municipal de la Commune de Cruelle, réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glaiset Maire.

Etaient présents : MM. Mastres Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant la majorité des membres en exercice.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu la loi du 21 mai 1836, l'instruction ministérielle du 24 juin suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux ;

Vu les propositions des Agents voyers sur l'emploi à donner au reliquat de 1881.

Vu l'arrêté de mise en démeure de M. le Préfet de la Haute Garonne en date du 15 avril 1882 ;

Vu le budget approuvé pour l'année courante (1882) et les comptes rendus, tant par le Maire que par le Receveur municipal, des recettes et des dépenses de l'exercice expiré (1881), comptes dont il résulte que le reliquat des ressources des chemins vicinaux de cet exercice (1881) est de 14-44.

Considérant que les ressources des chemins vicinaux pour l'exercice 1881 se sont élevées à F. 3.383-56, les payements effectués à F. 3.369-12, et que par suite, le reliquat ne peut s'élever qu'à F. 14-44

Délibère

Le reliquat de l'année 1881 sera employé de la manière suivante, savoir :

Chem. vic. ordinaire Chemin N° 1 (R. S. 14-44

Fait et délibéré en séance le 25 Juin 1882, et ont signé les membres présents.

Millet Sougue Mastres
Pate A. Bertrand
Blanchard Castex
Sauzat
Glaise

Service vicinal

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le vingt-cinquième jour du mois de Juin, le Conseil municipal de la commune de Cruelle, réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glaiset Maire

Etaient présents, MM. Castex Bertrand, Mastres Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Blanchard, Castex François et Montjoi, formant la majorité des membres en exercice.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu la loi du 21 mai 1836, les instructions ministérielles du 24 Juin suivant et du 6 décembre 1870 ;

Vu le règlement général sur le service des chemins vicinaux en date du 14 février 1872, approuvé le 24 du même mois ;

Vu les propositions des Agents voyers sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, et sur les dépenses à y affecter en 1883 ;

Vu l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet de la Haute Garonne en date du 15 avril 1882 ;

Vu le budget approuvé pour l'année courante ;

Considérant que les propositions du service vicinal sont susceptibles de modifications. Il faut ajouter aux Recettes :

1° Les 5 spéciaux extraordinaires autorisés par arrêté préfectoral du 21 janvier 1882 s'élevant à F. 219..

2° L'imposition de F. 200.. pour l'amortissement de l'emprunt autorisé par décret du 28 février 1880 ;

3° Le vote, par délibération de ce jour, d'une quatrième journée de prestations s'élevant à F. 400..

4° La subvention de l'Etat ou du département pour le sacrifice extraordinaire de F. 619.. soit F. 1445..

Aux dépenses :

F. 200.. pour amortissement de l'emprunt

F. 2064.. pour travaux neufs sur le chemin vicinal N° 2 ;

Délibère :

Les sommes ci-après seront prélevées en 1883 sur les revenus ordinaires et les fonds libres.

La commune sera imposée pour 1883 de :

		Sommes imposées par l'employé	Sommes allouées par le Conseil
Trois journées de prestations dont le produit est évalué à		4	1305
Cinq centimes spéciaux ordinaires évalués à		5	219..
5 centimes spéciaux extraordinaires, évalués à		6	219..
Une quatrième journée de prestations en vertu de l'autorisation du		7	400..
Imp.ns extraordinaires pour l'amortissement de l'emprunt contracté à la Caisse des ch. vic.x pour les vicinaux	Ordinaire (Autor. du 17 mars 1879	9	200	200
Exécution de la loi du 12 mars 1880	Subvention de l'Etat			1445
	Total		1724	3988

Sur ces ressources il sera prélevé :

Pour l'amortissement des emprunts contractés à la Caisse des ch. vicinaux pour les ouv.s vicinales	ordinaire	3	200..	200..
Pour les contingents des ch.ins de grande communication No 19 Numéro	19	15	66.	66..
Chemin d'int.t commun Numéro	30	10	66.	66..
Pour les dépenses communes aux trois catégories	R.S.	16	5.	5..
Entretien ch. vicinaux		20	510..	510..
Travaux neufs Chemin N° 2. (R.S)		25	877.	2241..
Total			1724	3988..

Fait et délibéré en séance le 25 juin 1882 et ont signé les membres présents.

Millet Sougue Martres
Cartex Blanchard Montjoi
Cartex Sauzat

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le vingt-cinq jour du mois de juin, le Conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glaurat, Maire.

Etaient présents, MM. Martres Bertrand, Millet, Sougue, Laurat, Blanchard, Cartex François, Cartex Bertrand et Montjoi formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a proposé de demander la vente de la coupe extraordinaire qui atteindra l'âge voulu en 1883, pour le produit en être affecté à l'amortissement des emprunts contractés à la Caisse des chemins vicinaux et à la construction de maisons d'école.

Le Conseil :

Considérant qu'il y a lieu de prendre en considération les propositions de M. le Maire, à l'unanimité, en demande la vente pour 1883.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Sougue Martres
Blanchard Montjoi
Millet Cartex Sauzat

L'an mil huit cent quatre vingt-deux le vingt-cinquième jour du mois de juin, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glaurat, Maire.

Etaient présents, MM. Martres Bertrand, Millet, Sougue, Laurat, Blanchard, Cartex François, Cartex Bertrand et Montjoi formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président expose que le chemin vicinal N° 1 se terminera avec les ressources de l'exercice courant, et pour utiliser les prestations de l'Exercice 1883 et le solde des subventions, il y a lieu de demander pour 1883, le redressement du chemin vicinal N° 2, à partir du quartier du Bourdaou jusqu'à la limite de la commune de Bohéhat. Il propose d'ajouter aux ressources, une quatrième journée de prestations.

Le Conseil

Considérant que le chemin vicinal N° 2, de Montarroan à Betchat est complètement impraticable

Est d'avis, à l'unanimité, d'accepter la proposition de M. le Maire, vote à cet effet pour 1883 une quatrième journée de prestations

Ainsi délibéré à Touille, les an, mois et jour que dessus et ont signé les membres présents. Sougue

Castex Blanchard

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le vingt cinq du mois de juin, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet, Maire.

Etaient présents M.M. Martres Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire

L'assemblée ainsi constituée, le Président expose que par suite de l'inscription d'office sur les chapitres additionnels de l'exercice 1881 d'un crédit de F. 200-83, pour reliquat des chemins vicinaux.

Les crédits suivants n'avaient pas été approuvés par M. le Préfet.

Annuaire du département	1.50
Traitement du desservant	143.26
Suppl. de traitement au Secrétaire de Mairie	10.—
Frais de perception des impositions communales	8.—
Indemnité à l'entrepreneur de la Corpe	20.—
Secours aux indigents	11.07
Ensemble	193.83

Ce reliquat n'existant pas, ainsi que le reconnait M. l'Agent Voyer en chef dans son rapport du 10 Juin courant, M. le Préfet a décidé, le douze du même mois qu'il serait annulé.

Pour régulariser les opérations du Recevem municipal, M. le Président propose de voter à nouveau la somme de F. 193-83, montant des crédits ci-dessus détaillés

Le Conseil, à l'unanimité accepte la proposition de M. le Maire et décide que la somme de F. 193-83, sera prélevée sur les ressources de l'Exercice 1881.

Ainsi délibéré à Touille, les jour mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Sougue Blanchard Castex

Demande de création d'une école au hameau de Montarroan.

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le vingt cinquième jour du mois de juin, le Conseil municipal de la Commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet Maire.

Etaient présents M.M. Martres Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, M. le Président fait ressortir combien il serait utile que le hameau de Montarroan eût une école mixte, vu la distance de plus de deux kilomètres, qui le sépare de l'école publique de Touille.

Il l'engage à demander la création, à l'administration et à vouloir proposer comme logement, en attendant la demande prochaine de construction d'une maison d'école, une partie de l'habitation du nommé Courmes Jean Pierre

Le Conseil

Considérant que pendant l'hiver les enfants du hameau de Montarroan distant de deux mille trois cent cinquante cinq mètres de l'école publique ne peuvent fréquenter assidument les classes.

Considérant que pendant la saison des pluies ces élèves, qui ne peuvent rentrer chez eux pour leur dîner, vu le peu de temps qui sépare les classes, sont obligés de garder leurs vêtements mouillés toute la journée.

Considérant que le logement offert par M. Courmes serait acceptable et pour les classes et pour l'instituteur.

Sollicite de la haute bienveillance de Monsieur le Ministre de l'Instruction publique la création de la dite école avant le premier octobre prochain, c'est-à-dire avant l'époque où les parents, pour se conformer à la loi du 29 mars 1882, seront obligés de faire leur déclaration d'option.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex Sougue Blanchard

Vote d'un crédit de 30 pour la fête Nationale

L'an mil huit cent quatre vingt deux, le vingt septième jour du mois d'Août, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glaviet Maire.

Etaient présents: M.M. Martres Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Blanchard, Millet, Montjoi, Saurat, Cummings et Techine, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée le Président donne lecture d'une lettre de M. Le Préfet accordant une subvention de f 30 " pour la célébration de la fête nationale et l'invite à affecter cette somme au payement des dons faits aux indigents, le 14 Juillet dernier.

Le conseil accepte la proposition de M. Le Maire, vote un crédit de f 30 " et prie M. Le Préfet de vouloir bien accepter ses remerciements les plus sincères.

Ainsi délibéré à Touille, les jours, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Legs Cazeaux

L'an mil huit cent quatre vingt deux, le vingt septième jour du mois d'août, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire des ses séances sous la présidence de M. Glaizot Maire.

Etaient présents: M.M. Martin Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Blanchard, Millet, Montgon, Saurat, Comminges et Téchéné, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée le Président lui soumet une délibération de la commission administrative du bureau de bienfaisance portant acceptation d'un legs de trois mille francs fait aux pauvres de Touille par M. Cazeaux Jean Marie pour le montant et les arrérages échus être placés en rente sur l'état 3 %.

Le conseil à l'unanimité est d'avis de l'approuver.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Acquisition d'une boîte aux lettres à placer à Castanet

L'an mil huit cent quatre vingt deux, le vingt septième jour du mois d'août, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glaizot Maire.

Etaient présents: M.M. Martin Bertrand, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Blanchard, Millet, Montgon, Saurat, Comminges et Téchéné formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Laffont a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui soumet une circulaire de M. Le Directeur des postes et des Télégraphes du département de la haute Garonne, relative à l'appareil indicateur des levées de la boîte aux lettres.

Il propose d'en faire l'acquisition et de demander de placer à la Mairie située au centre du village, une seconde boîte aux lettres.

Le conseil:

Considérant que cette boîte distante de 800 mètres de la Mairie et de 2.500 mètres du hameau de Montaneau ne peut être utilisée par les habitants du village, et encore moins par ceux du hameau, que cette population est obligée d'attendre le passage du facteur pour l'expédition des lettres.

Considérant qu'une seconde boîte ne peut occasionner aucune perte de temps pour le facteur puisqu'elle sera placée sur son passage habituel.

Est d'avis à l'unanimité de voter la somme nécessaire pour l'acquisition de l'appareil, et d'une seconde boîte aux lettres, prie M. Le Préfet de vouloir bien recommander sa demande à la bienveillance de l'administration des Postes.

Ainsi délibéré à Touille, les jours, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Installation de l'instituteur Sabaut

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le premier jour du mois d'octobre, s'est présenté devant nous, Glairet Pierre-Julien maire de la commune de Couille, le sieur Sabaut Pierre-Eugène que nous avons installé ce jourd'hui dans ses fonctions d'instituteur adjoint au hameau de Montarréau, commune de Couille, en vertu de l'arrêté de Monsieur le Préfet, en date du 18 septembre 1882.

Fait à Couille les jour, mois et an que dessus, et a le nommé Sabaut instituteur adjoint, signé avec nous.

Sabaut E. — ~~Glairet~~ — Le Maire, Glairet

Demande d'étude du chemin N° 2.

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le Conseil municipal de la Commune de Couille réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents MM. Sougue, Saurat, Béchéré, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer. M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui expose que le chemin vicinal N° 1 se terminera avec les ressources de l'exercice courant, et pour utiliser les prestations des exercices 1883 & 1884 et le solde des subventions, il y a lieu de demander pour 1883 l'ouverture du chemin vicinal N° 2 à partir du quartier du Boudaou jusqu'à la limite de la Commune de Betchat (Ariège).

Le Conseil:

Considérant que le chemin N° 2 de Montarréau à Betchat est complétement impraticable.

Est d'avis, à l'unanimité, d'accepter les propositions de M. le Maire et prie M. le Préfet de vouloir bien en prescrire l'étude de suite afin que les travaux puissent être commencés vers la fin de 1883.

Ainsi délibéré à Couille, les jours mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Sabaut 1er adj. — Castex — Béchéré — Castex — Blanchard — Sougue — Glairet

Vote de 77f 39 pour régularisations de crédits

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le Conseil municipal de la Commune de Couille réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents MM. Sougue, Saurat, Béchéré, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer. M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de soixante-dix-sept francs trente-neuf centimes pour:

Taxe sur les chiens, imprimés et confection de rôles	0f 74
Frais de perception des Centimes Communaux	19-60
Contributions	8-55
Secours aux indigents	5-"
Renouvellement des Matrices Générales	4-95
Frais des Registres de l'Etat civil	10-"
Impressions à la charge des communes	13-55
Timbre des Comptes et Registres	15-"
Totaux	77-39

Le Conseil.

A l'unanimité, vote la somme de soixante-dix-sept francs 39 centimes à prendre sur les fonds libres de la Caisse municipale.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex 2e adj. — Béchéré — Glairet — Sougue — Blanchard — Castex

Caisse des écoles (vote de 180f)

L'an mil huit cent quatre-vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la Commune de Couille réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents MM. Sougue, Saurat, Béchéré, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, M. le Maire rappelle que par délibération du 12 février dernier, le conseil municipal a demandé la création de la Caisse des Ecoles qu'il a voté à cet effet pour l'Exercice 1883 un crédit de F. 80-" et sollicité une subvention de pareille somme. Il ajoute que M. le Préfet n'a pas encore pu donner suite à cette délibération, mais qu'il espère que très prochainement elle sera revêtue de son approbation. Propose d'augmenter ce crédit de F. 100-", afin d'obtenir une subvention de F. 180-".

Le Conseil:

Considérant l'urgence de la création de la Caisse des Ecoles destinée

à encourager la fréquentation des écoles publiques, et à rendre l'instruction entièrement ~~obl~~ gratuite,

Vote, à l'unanimité, le crédit de cent francs

Prie M. le Préfet de vouloir bien appuyer la demande de subvention de F. 180.- auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique et d'activer l'approbation de la présente délibération ainsi que celle du 12 février dernier.

Ainsi délibéré à Tonille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Castex Sauret Montjoi Glairet Téchéné Castex Blanchard Sougue

Vote de 225 f à prendre sur la subvention de l'Etat pour le loyer de l'école de Montarveau

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la commune de Tonille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents, MM. Sougue, Saurat, Téchéné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président l'informe que, par son arrêté du 8 octobre dernier, M. le Préfet a approuvé le bail à ferme de la maison d'école du Hameau de Montarveau, et l'invite à demander une subvention de F. 225.- pour chacune des neuf années de loyer, et à voter pour 1883, un crédit de pareille somme.

Le Conseil:

A l'unanimité, s'associant à la proposition de M. le Maire, vote le crédit de deux cent vingt-cinq francs, à prendre sur la subvention de l'Etat.

Ainsi délibéré à Tonille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Sauret Montjoi Glairet Castex Blanchard Sougue

Demande à l'Etat d'une subvention pour l'achat du mobilier scolaire de Montarveau

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la commune de Tonille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents, MM. Sougue, Saurat, Téchéné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui fait connaître que par suite de la création de l'école du hameau de Montarveau, il a dû faire l'acquisition du mobilier scolaire, consistant en trois tables d'école à six places chacune; en un tableau en bois avec son pied; en une carte de France, une carte d'Europe et un tableau pour l'enseignement du système métrique, et que la dépense totale s'élève à F. 149-50; propose de demander une subvention à l'Etat pour faire face à une partie de cette dépense, et à prendre le restant sur les fonds libres.

Le Conseil:

Considérant que la commune s'est imposé de grands sacrifices pour la construction des chemins vicinaux; que ses ressources sont insignifiantes et qu'il y a lieu de demander à l'Etat une subvention qui lui permette de faire face à cette dépense.

Est d'avis, à l'unanimité d'accepter la proposition de M. le Maire, et de prier M. le Préfet de vouloir bien solliciter une forte subvention auprès de Monsieur le Ministre de l'Instruction publique.

Ainsi délibéré à Tonille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Castex Sauret Montjoi Glairet Téchéné Castex Blanchard Sougue

Vote de 100 f pour plantations d'acacias

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la commune de Tonille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents MM. Sougue, Saurat, Téchéné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

Le Conseil ainsi constitué, le Président propose de faire une plantation d'acacias sur la parcelle de terre N° 423 de la Section B du plan cadastral, propriété communale, et un chemin vicinal N° 1, en cours de construction, à partir de la parcelle de terre N° 475, appartenant à M. Bispagne jusqu'à celle portant le N° 365, propriété de M. Lasvignes.

Le Conseil :

Considérant que la proposition de M. le Maire ne peut qu'être avantageuse ; est d'avis qu'il y a lieu de l'accepter ;

Vote à cet effet un crédit de F. 400-,, pour l'exercice 1883, à prendre sur le produit de la vente de la Coupe extraordinaire de bois de 1881.

Ainsi délibéré à Comlle, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Jean Sauret père — A. Montjoi — Céchéné

Castex — Sougue — Blanchard

Affectation d'une 1re journée de prestation au chemin N° 1

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la commune de Comlle réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents, MM. Sougue, Saurat, Céchéné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui propose d'affecter la quatrième journée de prestation de l'Exercice 1882 aux travaux de construction du chemin vicinal N° 1 de Comlle à La Bastide, et d'en faire emploi par voie de régie.

Le Conseil :

Approuve la proposition de M. le Maire, et prie M. le Préfet de vouloir bien accorder la régie sollicitée.

Ainsi délibéré à Comlle, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Jean Sauret père — A. Montjoi — Céchéné

Castex — Sougue — Blanchard

Approbation des traités relatifs au bail de la maison Commune

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la commune de Comlle réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents, MM. Sougue, Saurat, Céchéné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

Le Conseil ainsi constitué le Président lui a soumis les traités qu'il a passés avec M. Eychène Jean et Mlle Dupuy Rose, pour la ferme pendant deux années, de la maison servant autrefois de logement à l'instituteur, moyennant un loyer annuel de cent dix francs.

Le Conseil :

Considérant que ces deux traités donnent, dans leur ensemble, satisfaction aux intérêts communaux ; est d'avis de les approuver.

Ainsi délibéré à Comlle, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Jean Sauret père — Sougue — A. Montjoi — Céchéné

Blanchard

Nomination des délégués chargés de la révision des listes électorales

L'an mil huit cent quatre vingt-deux, le cinquième jour du mois de novembre, le conseil municipal de la commune de Comlle réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents, MM. Sougue, Saurat, Céchéné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constitué, le Président l'invite à nommer trois délégués afin de procéder à la révision des listes électorales.

Le Conseil :

A l'unanimité, désigne le sieur Céchéné François, membre du conseil municipal, pour les opérations préliminaires de la révision, et MM. Saurat & Montjoi, aussi membres du conseil municipal, pour la commission chargée du jugement des réclamations en matière d'inscription, ou de radiation.

Ainsi délibéré à Comlle, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Saurat père — A. Montjoi — Céchéné

Castex — Blanchard

Sougue

Bureau de Bienfaisance (chapitres additionnels)

L'an mil huit cent quatre vingt-deux et le cinquième jour du mois de novembre, les membres composant le conseil municipal de la commune de Comlle, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Etaient présents, MM. Glairet, Castex François, Castex Bertrand, Montjoi, Sougue, Saurat, Céchéné & Blanchard.

Absents, quoique dûment convoqués, MM. Martres, Millet, Commingeo et Laffont

Ouï le rapport de M. le Maire, Président du Bureau de Bienfaisance;
Vu la loi municipale du 18 juillet 1837, art. 21. § 6;
Vu le règlement définitif des recettes et dépenses de l'exercice clos;
Estime qu'il y a lieu d'arrêter les chapitres additionnels au budget du Bureau de Bienfaisance de Camille pour l'exercice 1881,
En toutes recettes, à la somme de Trois mille francs.
En toutes dépenses, à celle de Trois mille francs.
Délibéré à Camille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Castex Saurat Montjoi
Fauste Béchéné
Sougue Blanchard

Bureau de Bienfaisance (Budget)

L'an mil huit cent quatre vingt-deux et le cinq novembre, les membres composant le conseil municipal de la commune de Camille se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.
Étaient présents: MM. Glauret, Castex François, Castex Bertrand, Montjoi, Sougue, Saurat, Béchéné & Blanchard.
Absents, quoique dûment convoqués, MM. Martres, Millet, Comminges & Laffont.
Vu la loi municipale du 18 juillet 1837, art. 21 § 6.
Estime qu'il y a lieu d'arrêter le budget du Bureau de Bienfaisance de Camille, pour l'exercice 1882.
En toutes recettes à la somme de Cent dix francs.
En toutes dépenses, à celle de Cent dix francs.
Délibéré à Camille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Castex Saurat Montjoi
Fauste Béchéné
Sougue Blanchard

Vote d'un crédit de 75f. pour achat du mobilier scolaire de Montarveau

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le vingt-sixième jour du mois de Janvier, le conseil municipal de Camille, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glauret Maire de cette commune, en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le Sous Préfet, en date du 16 courant.
Étaient présents, MM. Martres Bertrand, Millet, Sougue, Saurat, Comminges, Béchéné, Blanchard, Laffont, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.
Le Conseil ainsi constitué, le Président a donné lecture d'une lettre de M. le Préfet, en date du 16 de ce mois, par laquelle ce haut fonctionnaire l'informe que M. l'Inspecteur d'Académie est d'avis qu'un secours de F. 75-00 peut être accordé pour l'acquisition du mobilier scolaire de l'école de Montarveau, et l'invite à voter une somme égale pour la dépense à la charge de la Commune.
Le Conseil, à l'unanimité, vote un crédit de 75f. à prendre sur les fonds libres, et prie M. le Préfet de vouloir bien appuyer la proposition de M. l'Inspecteur d'Académie.
Ainsi délibéré à Camille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Sougue
Fauste Saurat Béchéné Millet
Comminges Castex Montjoi
Blanchard

Dépense des écoles primaires communales

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le quatre ~~février~~ mars le Conseil municipal de la commune de Camille, étant réuni sous la présidence de M. Glauret Maire, pour la tenue de la session ordinaire de février.
Présents, MM. Millet, Sougue, Saurat, Comminges, Béchéné, Castex François, Castex Bernard et Montjoi.
Absents, MM. Martres Bertrand et Blanchard.
M. le Président donne connaissance des dispositions des lois des 15 mars 1850, 10 avril 1867, 19 juillet 1875, 11 décembre 1880, 16 juillet 1881, des décrets des 7 octobre 1850, 31 xbre 1853, 27 juillet 1870, 20 janvier 1873, 2 août, 10 & 29 octobre 1881, de la circulaire de M. le Ministre de l'intérieur, du 11 juillet 1881, et des circulaires de M. le Ministre de l'instruction publique de 16 août et 22 7bre 1881, relatives aux dépenses de l'instruction primaire, et invite le Conseil municipal à délibérer sur ces dépenses et sur les moyens d'y pourvoir pendant l'année 1884.
Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, propose de fixer ainsi qu'il suit les dépenses des écoles primaires communales pour 1884.

1° École spéciale de garçons

Traitement fixe de l'instituteur titulaire	200 f
Traitement éventuel	255--
Complément pour former le traitement minimum	445
Total à reporter	900--

Report	900 -	»	ci 900 -
École du Hameau de Montarreau			
Traitement éventuel	24 -	»	
Complément pour former le traitement minimum . . .	776	»	
Location de la maison d'école	225	»	
Total pour l'école de hameau	1025 -	»	ci 1025
Total général			1925 -

Fait et délibéré à Comille, les jour, mois et an susdits
Ont signé les membres présents :

Laffont Comminges Millet
Songue Faurat Béchéné Montjoi
Castex
Sauvat
Lacaze

Vente d'un terrain communal à la dame Jauze Catherine épouse Martres

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le quatre mars, le Conseil municipal de la commune de Comille réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glairet Maire.

Étaient présents, MM. Millet, Songue, Faurat, Laffont, Béchéné, Comminges, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui soumet une demande formée par la dame Jauze Catherine, épouse du sieur Martres Jean Pierre, propriétaire domicilié à Comille, à l'effet de devenir acquéreur d'un terrain tenant à sa propriété, d'une contenance de quarante neuf centiares, formant un reste de la parcelle N° 651, section B du plan cadastral affecté au jardin du presbytère, et ce moyennant le paiement d'une somme de cinquante francs.

Elle s'engage à construire un mur de clôture ne dépassant pas 2 mètres 50, et à ne jamais établir sur ce terrain d'autre construction.

Le Conseil :

Considérant que l'offre faite par la dame Jauze épouse Martres est avantageuse, en ce sens qu'elle fait disparaître un vacant qui était laid d'embellir le passage sur ce point, et qu'en prenant l'engagement de ne jamais y élever de construction nouvelle, le presbytère n'a plus à craindre d'avoir la vue cachée de ce côté là.

Considérant que le prix de vente est plus que

rémunérateur,

A l'unanimité, est d'avis qu'il y a lieu d'autoriser M. le Maire à céder à la dame Jauze, épouse Martres la contenance de 49 centiares de terrain aux conditions stipulées ci-dessus.

Ainsi délibéré à Comille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents

Laffont Comminges Millet
Songue Faurat Béchéné Montjoi
Castex
Sauvat
Lacaze

Demande de concession de terrain au cimetière par le nommé Blanchard Jean.

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le quatre mars, le conseil municipal de la commune de Comille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glairet Maire.

Étaient présents, MM. Millet, Songue, Faurat, Laffont, Béchéné, Comminges, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée le Président donne lecture d'une lettre de M. Jean Blanchard, Négociant à Bordeaux, tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière.

La contenance de treize ares quarante centiares y affectée étant plus que suffisante pour une population de 675 habitants, il est d'avis qu'il y a lieu de donner suite à cette demande.

Propose à cet effet d'établir un règlement pour trois classes de concessions et de fixer le prix servant pour chacune d'elles :

F 40 le mètre carré pour les concessions perpétuelles ;
F 30 le mètre carré pour les concessions trentenaires
F 20 le mètre carré pour les concessions temporaires qui ne pourront pas excéder quinze ans, ni être renouvelées.

Le Conseil :

Considérant que l'étendue du cimetière permet de conserver les sépultures plus de vingt cinq ans ; que les demandes de concession seront très rares et qu'il n'y a pas lieu de redouter l'envahissement du cimetière ; que de plus sa situation en permet l'agrandissement.

Considérant que pour les concessions trentenaires et temporaires il y a lieu d'établir que les concessionnaires devront à l'expiration de la concession remettre le terrain dans l'état où il aura été livré.

Est d'avis : 1° D'autoriser M. le Maire à accorder des concessions au prix ci-dessus déterminé pour chaque classe, et d'en attribuer le

montant pour deux tiers au profit de la commune et un tiers au bureau de bienfaisance pour les distributions de secours aux pauvres.

2° De prescrire à l'expiration des concessions trentenaire et temporaire l'enlèvement des signes indicatifs de sépulture des matériaux provenant des tombes et des monuments élevés sur les terrains concédés.

Ainsi délibéré à Bouille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont — Sauzat — Comminges — Tougue — Béchéné — Millet — Castex

Estimation de la coupe affouagère

Le conseil municipal de la commune de Bouille, réuni en session extraordinaire.

Présents: MM. Martres, Millet, Tougue, Sauzat, Comminges, Béchéné, Laffont, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montgon.

M. le Maire a donné lecture des articles 5 de la loi du 25 juin 1841 et 14 de la loi de finances du 14 juillet 1856, ainsi conçus:

« Art 5. Pour indemniser l'Etat des frais d'administration des bois « communaux et des établissements publics, il sera payé, au profit du Trésor « sur les produits tant principaux qu'accessoires de ces bois, cinq centimes « par franc en sus du prix principal de leur adjudication ou cession.

« Quant aux produits délivrés en nature, il sera perçu par le « Trésor le vingtième de leur valeur, laquelle sera fixée définitivement « par le Préfet, sur les propositions des Agents forestiers et les observations « des Conseils municipaux et des administrateurs.

« Art 14. Le remboursement à l'Etat des frais d'administration « des bois des communes et des établissements publics continuera à « s'effectuer conformément à l'article 5 de la loi précitée et à l'article « 6 de la loi du 19 juillet 1845, sauf toutefois que la somme remboursée « par chaque commune ou chaque établissement public puisse dépasser « un franc par hectare des bois qui lui appartiennent. »

Après cette lecture, M. le Maire a mis sous les yeux du Conseil les deux premiers paragraphes de l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1845, conçus dans les termes suivants:

« Les prélèvements sur les ventes ou délivrance en nature des

« produits des communes ou établissements publics, prescrits par l'art. 5 de « la loi du 25 juin 1841, continueront à porter sur les produits principaux.

« Ils cesseront d'être appliqués aux produits accessoires.

« Quant aux produits délivrés en nature, la valeur en sera fixée « définitivement par le Ministre des finances, sur les propositions des « agents forestiers, les observations des conseils municipaux et des « administrateurs, et l'avis du Préfet. »

M. le Maire a ensuite exposé que MM. les Agents forestiers proposent de fixer à la somme de 1308 f. la valeur de la coupe N° 64, de taillis sous futaie qui doit être livrée en nature à la commune, dans son bois communal, pour l'exercice 1882.

Le Conseil municipal, cet exposé entendu,

Considérant que le stère de bois de feu, évalué à 6 francs, dépasse de deux francs l'évaluation de l'année 1878; que le prix de quatre francs le stère est suffisamment rémunérateur.

Considérant que le taux du cent de fagots, fixé à 7 francs est trop élevé; que le prix de vente dans la localité ne s'élève qu'à 4 francs, et qu'en reste, c'est ce chiffre qui a servi de base dans l'estimation des années précédentes.

Estime qu'il y a lieu de fixer à la somme de sept cent trente trois francs, la valeur de la coupe qui doit être délivrée en nature à la commune pour l'exercice 1882.

Une expédition de la présente délibération sera envoyée à M. le Sous Préfet, pour y être donné la suite convenable.

Fait à Bouille, le premier avril 1883.

Ont signé au Registre tous les membres présents.

Laffont — Blanchard — Castex — Comminges — Tougue — Sauzat — Béchéné — Martres — Castex — Millet

Demande d'admission du nommé Lassalle Jean à l'hospice de Bouillon et vote d'un crédit de 71f 40

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le huit avril

Le conseil municipal de la commune de Bouille, réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet, Maire de cette commune, en vertu de l'autorisation de M. le Sous Préfet, en date du six courant

Avait présents MM. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Martres et Sauzat,

formant nombre suffisant pour délibérer.

L'assemblée ainsi constituée, le Président fait connaître l'avis du

docteur Dimat, en ce qui concerne le malade Lassalle Jean, natif de Tonille, et la nécessité de l'envoyer en traitement à l'hospice de Toulouse, en raison de la nature particulière de la maladie qui peut être pour la science un sujet intéressant d'étude.

Le Conseil,

Vu 1° le Certificat du Docteur Dimat,

2° Le certificat d'indigence auquel sont joints deux extraits de rôles de contributions,

Considérant que le malade ne peut recevoir dans sa famille, composée du père, de la grand mère et d'un jeune frère, les soins que nécessite son état,

Prie Mr le Préfet de vouloir bien le faire admettre d'urgence à l'hospice de Toulouse, de préférence à celui de St Gaudens.

Vote à cet effet un crédit de F. 71 f. 40 à prendre sur les fonds libres pour la part de la commune. (et 70 %) dans dépense de séjour de trois mois et frais de voyage, aller et retour. Celle à la charge du département s'élève à F. 30 f. 60. (Arrêté préfectoral des 5 février 1878.)

Ainsi délibéré à Tonille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Blanchard

Cazeles

Laffont

Session de Mai

Compte du Receveur municipal

Le Conseil municipal de la commune de Tonille,

Vu le compte rendu par le sieur Vignier, Receveur municipal, de ses recettes et dépenses, depuis le 1er janvier 1882 jusqu'au 31 décembre suivant lequel comprend 1° le rappel du compte de l'exercice 1881; 2° les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'Exercice 1882; 3° les recettes et les dépenses concernant les services hors du budget.

Vu le détail des opérations finales de l'exercice 1882, établi en regard du compte sus-mentionné, et présentant les recettes et les dépenses pour ledit Exercice, pendant les trois premiers mois de l'exercice 1883.

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1882 que des opérations complémentaires effectuées en 1882.

Vu les budgets primitif et additionnel des recettes et dépenses présumées de l'Exercice 1882, arrêtés par M. le Préfet du département, et les autorisations

spéciales de recette et de dépense délivrées pendant ledit exercice.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif dans lequel M. le Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont été effectuées, et l'utilité que la Commune en a retiré;

Considérant que le compte est bien établi et les opérations convenablement justifiées

Délibère.

Art. 1er. – Statuant sur la situation du comptable au 31 décembre 1882 sauf le règlement et l'apurement par le conseil de Préfecture, conformément à l'article 66 de la loi du 18 juillet 1837, le conseil admet les recettes de la gestion 1882 pour la somme de 5424-33

Les dépenses, pour celle de 4352-73

Fixe l'excédent de la Recette à 1.071-50

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le comptable a été reconnu débiteur de 794-53

Déclare le comptable débiteur, sur son compte de la Gestion 1882, de la somme de 1866-03

Art. 2. – Statuant sur les opérations de l'Exercice 1882, sauf le règlement et l'apurement le Conseil de Préfecture, le Conseil admet les opérations effectuées tant pour la gestion de 1882 que pendant les trois premiers mois de la gestion 1883, savoir:

En recette, pour 7.519-24

En dépense pour 6814.01

D'où résulte un excédent de recette de 705-23

Le résultat définitif de l'Exercice 1881 ayant présenté un excédent de recette de . . . 642-66

Le résultat définitif de l'Exercice 1882, égal au résultat du compte d'administration du même Exercice, est un excédent de recette de 1347-89

Fait et délibéré à Tonille le vingt-sept mai 1883

Miller Commingeas

Blanchard

Sauque

Laffont

Cazeles

Compte administratif

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le vingt-sept mai le conseil municipal de la commune de Lamille, assemblé en session ordinaire, sous la présidence de M. le Maire de la dite commune, dans la salle de ses séances ordinaires ;

M. le Maire ayant déposé sur le bureau les comptes d'administration pour l'exercice 1882 et s'étant retiré, il a été procédé à l'élection d'un Président et d'un secrétaire.

Présents : MM. Martres, Millet, Sougue, Saurat, Laffont, Béchéné, Castex, Blanchard, Castex, Cummings et Montjoi.

MM. Blanchard et Montjoi

ont été désignés, par voie de scrutin, pour remplir, le premier, les fonctions de Président ; le second, celles de Secrétaire ; et de suite le conseil ayant examiné attentivement le compte d'administration de M. le Maire a reconnu :

1° Que l'excédant de Recette, au 31 mars 1882, était de

2° Que les recettes et les dépenses faites pendant les années 1882 et 1883, pour les opérations propres à l'exercice 1882, ont produit un excédant de Recette de

D'où il suit que le Reliquat de l'Exercice 1882 s'élève à

	Recettes	Dépenses
	642-66	
	705-23	
	1347-89	

Par cet examen, le Conseil croit s'être convaincu que le compte d'administration du Maire pour 1882, est exact dans toutes ses articles ; que les dépenses lui paraissent avoir été utiles et régulières, restées dans les limites des fonds alloués au budget et par autorisations spéciales, et distribuées avec économie, et, par conséquent, approuve le dit compte.

Ainsi fait, arrêté et délibéré par les membres du conseil qui ont signé

A Lamille, les an, mois et jour que dessus.

Millet, Cummings, Sougue, Martres, Saurat, Blanchard, Béchéné, Montjoi, Castex, Castex, Laffont, Clavet

Règlement définitif

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le vingt-sept mai

Les membres composant le Conseil municipal de la commune de Lamille réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Étaient présents : MM. Martres, Millet, Sougue, Saurat, Cummings, Laffont, Béchéné, Castex, Blanchard, Castex, Montjoi et Clavet Marie

Le Conseil municipal,

Ouï le rapport de l'un de ses membres ;

Vu les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur l'administration et la comptabilité des communes ;

Après s'être fait représenter les budgets primitifs et supplémentaire de l'exercice 1882 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses entreprises, et celui des mandats délivrés par le Maire, enfin le compte du Receveur municipal pour la gestion de l'année 1882, accompagné des pièces justificatives, ainsi que le compte moral ou administratif de la même année.

Procédant au règlement définitif du budget de 1882, propose de fixer, ainsi qu'il suit, les recettes et dépenses de cet exercice, savoir :

Recettes.

Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires de l'exercice 1882, évaluées par le budget à F. 14,772-51, ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer, à la somme de 18.649-90

De laquelle il convient de déduire celle de . . . . . 10.488-..

Savoir :

Tant non-valeurs justifiées au compte du Receveur . . . .

Tant restes à recouvrer également justifiés, et qui seront portés en recettes au plus prochain compte . . . . . 10.488-..

Au moyen de quoi, la recette de l'exercice 1882 demeure définitivement fixée à la somme de . . . . . 8161-90.

Dépenses.

Les dépenses créditées au budget de 1882 s'élèvent à 14.558-21

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet des crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice 4.437-30

Total des dépenses présumées 18.989-51

De cette somme il convient de déduire celle de 12.175-50

Savoir :

1° Crédits ou portions de crédits restant sans emploi comme excédant le montant réel des dépenses, ci 803-91

2° Dépenses faites mais non ordonnancées avant le 31 mars 1883 et à reporter au budget supplémentaire de 1883 ou au budget suivant 11371-59

Somme égale 12.175-50

Au moyen de quoi, les dépenses de l'exercice 1882 sont définitivement fixées à 6.814-01

Les recettes de toute nature de l'exercice 1882 étant arrêtées 8161-90

Les dépenses du même exercice étant définitivement fixées à 6814-01

Il reste par conséquent, pour Reliquat définitif la somme de . . 1347-89,

laquelle sera portée, comme ressource extraordinaire, au budget supplémentaire de 1883.

Toutes les opérations de l'exercice 1882 sont déclarées définitivement closes et ses crédits annulés.

La présente délibération sera jointe comme pièce

justificative au budget supplémentaire de 1883.

Délivré à Bouille, les jour, mois ou ci dessus

Et ont signé les membres présents.

Proposition du Budget de l'année 1884

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le vingt-sept mai.

le conseil municipal de la commune de Bouille étant réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glaivet, Maire, a procédé à la formation du budget de l'année 1884.

En conséquence, M le Maire a remis sur le bureau l'état des recettes et dépenses projetées pour ladite année 1884, et après une vérification et un examen approfondi,

Le Conseil.

Vu le compte d'administration rendu par M. le Maire pour l'exercice 1882;

Vu le compte de gestion de 1882 rendu par le receveur municipal;

Vu l'état des recettes et dépenses proposées par M. le Maire,

Considérant que les recettes et dépenses se trouvent bien établies.

Délibère de proposer le Budget de l'année 1884 selon les articles de recettes et dépenses libellés dans la colonne destinée aux propositions de la Commission administrative, et dont les résultats présentent:

1° Pour la recette, la somme de 6.509-60

2° Pour les dépenses celle de 6.509.60

D'où il résulte un excédant de . . . . . " "

Ainsi délibéré à Bouille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Imposition extraordinaire.

1° Pour salaire du Garde champêtre,

2° Pour insuffisance de revenus.

L'an mil huit cent quatre vingt-trois le vingt-sept mai

Le conseil municipal de la commune de Bouille, réuni extraordinairement sous la présidence du Maire au nombre de membre

Vu le budget approuvé pour l'année 1883 et les comptes financiers rendus tant par le Maire que par le Receveur municipal des recettes et

dépenses de 1882.

Vu le budget proposé pour l'année 1884:

Considérant que les recettes ordinaires admises au budget proposé pour 1883, non compris l'imposition pour salaire du Garde champêtre, ne s'élevant qu'à la somme de . . . . . 3.370-"

A laquelle il convient d'ajouter:

Instruction primaire:

1° L'imposition extraordinaire de 4 centimes votée par le Conseil municipal pour l'instruction primaire, conformément aux lois des 15 mars 1850 et 19 juillet 1875 . . . . . 175-"

2° Les secours à allouer sur les fonds du département ou de l'Etat, conformément au même article, pour subvenir à l'insuffisance de ladite imposition . . . . . 1.597-"

Total de la Recette . . . . . 5.142-"

Tandis que les crédits proposés pour les dépenses annuelles, obligatoires et facultatives, ci après désignées, savoir:

Frais d'administration (y compris le salaire des gens de service, les registres de l'état civil, les frais d'impression des comptes, livres et budgets de la commune, cartes de timbre et les frais de confection, 20 matrices et rôles)	1.171	"	
Traitement du Receveur municipal	189	"	
Entretien annuel des propriétés communales	20	"	
Supplément de traitement au Curé ou Desservant	200	"	
Traitement fixe et logement des Instituteurs	912	"	
" " des Institutrices	920	"	
Entretien des chemins vicinaux	1.599	"	
Dépenses des enfants assistés	11	"	
" des aliénés	92	"	
Fête nationale	50	"	
Dépenses imprévues	20	"	
Salaire des Gardes champêtres et forestiers	340	"	
Dépenses de l'éclairage	30	"	
Secours à la vieillesse agricole	6	75	
Assurance contre l'incendie	16	85	
Font un total de	5.537	60	ci. 5.537-60
Qu'en conséquence, il reste à pourvoir un déficit de			395-60

Considérant que les dépenses à faire sont indispensables et que la commune ne peut y pourvoir qu'en obtenant l'autorisation de s'imposer extraordinairement;

Est d'avis qu'elle soit autorisée à s'imposer pour l'année 1884:

1° Une somme de Cent francs, représentant 2.287 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour le salaire du garde champêtre et à porter en recette à l'art 20 du budget;

2° Une somme de Deux cent quatre vingt-quinze francs, 60 centimes représentant 6.760 centimes additionnels pour subvenir à l'insuffisance des revenus affectés aux dépenses ordinaires obligatoires et facultatives, et à porter en recettes à l'art. 23 du budget.

Ainsi délibéré à Coulle, les jour, mois et an que dessus; et ont signé les membres présents.

Commings Sougue Martres Millet
Blanchard Sauzet Carlat
Béchéné Petit Montjoi Laffont
Clairac

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le vingt-sept mai
Le Conseil municipal de la commune de Coulle, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaret-Marie.

Etaient présents, MM. Martres, Millet, Sougue, Sauzet, Laffont, Commings, Béchéné, Carlat, Blanchard, Carlat et Montjoi. M. Montjoi, ayant obtenu la majorité des suffrages a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, M. le Président rappelle l'exposé de la délibération du 13 février 1881. Il y est dit que par ses délibérations des 29 juillet 1878 et 19 octobre 1879, le conseil municipal et les plus imposés avaient décidé qu'un emprunt de F. 10.000-" serait contracté à la Caisse des chemins vicinaux, et ils votèrent, à cet effet, une imposition extraordinaire de F. 400-" pendant trente années; que dans ces deux séances, le Maire prit l'engagement de placer en rente sur l'Etat, le montant de la vente de quatre coupes extraordinaires de bois pour le produit en être affecté à l'amortissement du dit emprunt.

Deux coupes étant vendues, et un versement d'un capital de F. 4383-75 ayant produit une somme de F. 138-" en rentes 3 %; M. le Président propose d'affecter cette somme au paiement des intérêts et du remboursement de l'Emprunt contracté à la Caisse des chemins vicinaux; de demander, par suite, la réduction de l'imposition extraordinaire de F. 400-" à F. 242-" représentant 5.566 centimes additionnels au principal des 4 contributions directes.

Le Conseil est d'avis, à l'unanimité, d'accepter la proposition de M. le Maire.

Prie M. le Préfet de vouloir bien faire inscrire sur les titres de rente 3 %, N° 13.885 du 16 Juin 1882, N° 14578 du 14 août 1883 et N° 14780 du 2 février 1883; que les intérêts devront en être affectés au paiement des intérêts et du remboursement des emprunts contractés à la Caisse des chemins vicinaux suivant décrets des 17 mars 1879 et 28 Janvier 1880, et que le capital ne

Demande pour que la somme de 138f en rentes 3% produite par la vente de deux coupes soit affectée au paiement des intérêts et du remboursement de l'emprunt contracté à la caisse des chemins vicinaux (242f au lieu de 400f d'imposition extraordinaire)

pourra être aliéné qu'après l'année 1910, époque de l'échéance du dernier terme.

Ainsi délibéré à Coulle, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Sauzet Commings Sougue Martres Millet
Blanchard Béchéné Petit Montjoi Carlat Laffont
Clairac

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le vingt-sept Mai, le Conseil municipal de la commune de Coulle, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaret Marie.

Etaient présents, MM. Martres, Millet, Sougue, Sauzet, Commings, Laffont, Béchéné, Carlat, Blanchard, Carlat et Montjoi

nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire

Vote d'un crédit de 113-95

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de cent treize francs quatre vingt quinze centimes pour les dépenses ci-après, faites en 1882, savoir:

1°	Dépenses des chemins vicinaux	63-25
2°	Frais d'impressions	21-86
3°	Confection ou revision des matrices et rôles de prestations de 1882	4-39
4°	Boîte aux lettres placée à la maison commune	24-45
	Total	113-95

Le Conseil,

A l'unanimité, vote la somme de cent treize francs quatre vingt quinze centimes, à prendre sur les fonds libres de la Caisse municipale.

Ainsi délibéré à Coulle, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Millet Commings
Blanchard Sauzet Sougue Martres Carlat
Béchéné Petit Montjoi Laffont
Clairac

Service vicinal

L'an mil huit cent quatre vingt-trois, le vingt-sept mai, le Conseil municipal de la commune de Coulle, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glaret Marie.

Etaient présents, MM. Martres, Millet, Sougue, Sauzet, Commings, Laffont, Béchéné, Carlat, Blanchard, Carlat et Montjoi,

formant la majorité des membres en exercice.

M. Montjoi Adrien a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu la loi du 21 mai 1836, l'instruction ministérielle du 24 juin suivant et le règlement général sur le service des chemins vicinaux en date du 14 février 1872, approuvé le 24 du même mois;

Vu les propositions des Agents voyers sur l'emploi à donner au reliquat de 1882.

Vu l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet de la Haute Garonne, en date du 15 avril 1883;

Vu le budget approuvé pour l'année courante (1883) et les comptes rendus tant par le Maire que par le Receveur municipal, des recettes et des dépenses de l'exercice expiré (1882), comptes dont il résulte que le reliquat des ressources des chemins vicinaux de cet exercice (1882), est de F. 188-35.

Considérant que les ressources des chemins vicinaux pour l'exercice 1882 se sont élevées à F. 2117-99; les payements effectués à F. 1929-64 et que par suite, le reliquat ne peut s'élever qu'à F. 188-35

Délibère :

Le reliquat de l'année 1882 sera employé de la manière suivante, savoir :

Chemins vicinaux ordinaires. Chemins N.° 1. (R. S.) 188-35

Fait et délibéré en séance le 27 mai 1883, et ont signé les membres présents.

Comminges Souque Mailhes Millet Blanchard Sauzat Cazeres Cazeres Laffont

Service vicinal

L'an mil huit cent quatre vingt trois le vingt sept mai, le Conseil municipal de la commune de Cazille, réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glaviet, Maire.

Etaient présents MM. Martres, Millet, Souque, Saurat, Laffont, Comminges, Eichené, Blanchard, Castex, Montjoi et Castex Bertrand formant la majorité des membres en exercice.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu la loi du 21 mai 1836, les instructions ministérielles du 24 juin suivant et du 6 décembre 1870;

Vu le règlement général sur le service des chemins vicinaux en date du 14 février 1872, approuvé le 24 du même mois;

Vu les propositions des Agents Voyers sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, et sur les dépenses à y effectuer en 1884;

Vu l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet de la Haute Garonne, en date du 15 avril 1883.

Vu le budget approuvé pour l'année courante;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les propositions des Agents du Service vicinal.

Délibère.

La commune sera imposée pour 1884 de :

Trois journées de prestations, dont le produit est évalué à	1222-"
Cinq centimes spéciaux ordinaires, évalués à	219-"

Les ressources suivantes seront en outre affectées en 1884 au service des chemins vicinaux :

Imposition extraordinaire de 5 centimes, autorisée le 21 Janvier 1882, pour 5 ans		219-"
Imposition extraordinaire pour l'amortissement de l'emprunt contracté à la caisse des chemins vicinaux pour les voies vicinales.	Ordinaires : autorisations du 17 mars 1879 et 18 Janvier 1880	400-"
Exécution de la loi du 12 mars 1880	Subventions du département	358-"
	/ de l'Etat	153-"
	Totaux	2571-"

Sur ces ressources il sera prélevé.

Pour amortiss.t des emprunts contractés à la Caisse des chemins vicinaux pour les voies vicinales ...	ordinaires	400-"
Pour les contingents des chemins vicinaux de grande communication Numéros	19	66.
	30	66-
Pour les dépenses communes aux trois catégories		5-"
Pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires	Entretien	450-"
	Exécution de la loi du 12 mars 1880 — chemin N.° 2	1584-"
	Totaux	2571-"

Fait et délibéré à Cazille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Millet Comminges Souque Mailhes Eichené Sauzat Blanchard Montjoi Laffont Castex Castex

Commission administrative du Bureau de Bienfaisance

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le vingt sept mai, à 10 heures du matin, le Conseil municipal de la commune de Cazille s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet, Maire

Etaient présents : MM. les conseillers municipaux dont les noms suivent. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Comminges, Laffont, Martres, Millet, Montjoi, Saurat, Souque et Eichené

Le Conseil a élu pour Secrétaire, M. Montjoi

M. le Président a donné lecture des articles, transcrits ci-contre, de la loi du 5 août 1879, sur les commissions administratives.

Il a ensuite invité le Conseil à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection de deux délégués.

Chaque Conseiller municipal, à l'appel de son nom, a écrit son bulletin de vote sur papier blanc et l'a remis fermé au Président.

Le dépouillement du vote a commencé à 10 heures ½. Il a donné les résultats ci-après :

Premier tour de scrutin.

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	12
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	00
Reste pour le nombre des suffrages exprimés	12
Majorité absolue	7

Ont obtenu :

Laffont Joseph, Dix-neuf voix . . . (19)

M. Laffont Joseph, ayant obtenu la majorité absolue a été proclamé délégué. Il a déclaré accepter ce mandat.

La séance est levée à dix heures et demie.

Ont signé les membres présents.

Laffont — Sauzat — Téchoné — Cortex — Cummings — Blanchard — Millet — Mauriès — Pautec — Sougue

Bureau de Bienfaisance — Chapitres additionnels —

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois et le vingt-sept mai, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Touille, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Etaient présents : MM. Martres, Millet, Sougue, Sauzat, Cummings, Téchoné, Laffont, Cortex, Blanchard, Cortex, Montjoi et Glairet Marie.

Vu le rapport de M. le Maire, Président du Bureau de Bienfaisance.

Vu la loi municipale du 18 juillet 1837, art. 21 § 6.

Vu le règlement définitif des recettes et dépenses de l'exercice clos.

Estime qu'il y a lieu d'arrêter les chapitres additionnels au budget de bienfaisance de Touille, pour l'exercice 1883.

En toutes recettes, à la somme de F 88.33.

En toutes dépenses, à celle de F 88.33.

Délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, ont signé les membres présents.

Laffont — Sauzat — Téchoné — Blanchard — Pautec — Cortex — Cummings — Millet — Mauriès — Sougue

Bureau de Bienfaisance — Budget —

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois et le vingt-sept mai, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Touille, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Etaient présents : MM. Martres, Millet, Sougue, Sauzat, Cummings, Téchoné, Laffont, Cortex, Blanchard, Cortex, Montjoi et Glairet Marie.

Vu la loi municipale du 18 juillet 1837, art. 21 § 6,

Estime qu'il y a lieu d'arrêter le budget du Bureau de Bienfaisance de Touille, pour l'Exercice 1884 :

En toutes recettes, à la somme de F 112..

En toutes dépenses, à celle de F. 112..

Délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont — Sauzat — Téchoné — Cortex — Cummings — Millet — Sougue — Pautec — Mauriès

Service vicinal

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois, le dix-huit du mois de juin, le conseil municipal de la Commune de Touille, s'est réuni en session extraordinaire sous la présidence de M. Glairet Marie, ensuite de l'autorisation de M. le Préfet de la Hte Garonne, en date du 24 avril 1883.

Etaient présents MM. Martres, Montjoi, Cummings, Téchoné, Cortex François, Laffont et Sougue, formant la majorité des membres en exercice.

Etaient absents : MM. Millet, Sauzat, Cortex Bertrand et Blanchard.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu les lois des 21 mai 1836, 10 avril 1879, 12 mars 1880 et 2 avril 1883, relatives aux chemins vicinaux ;

Vu le décret du 3 juin 1880 ;

Vu les circulaires ministérielles des 2 avril 1880, 5 juin 1880 et 31 mars 1883 ;

Vu les circulaires de M. le Préfet de la Haute Garonne en date des 25 avril 1880, 18 juin 1880, 3 février 1881 et 24 avril 1883 (Nos 2687, 2691, 2709 et 2771 du Recueil des actes administratifs de la Préfecture).

Vu le rapport de MM. les agents voyers, en date du 5 juin 1883, constatant :

Qu'au 31 décembre 1883, les chemins vicinaux ordinaires à entretenir présentaient une longueur de 6540 mètres et nécessiteront une dépense annuelle de 654 f.

Que les chemins à classer dans le nouveau réseau subventionné à constituer conformément aux instructions ministérielles (Circulaire du 31 mars 1883), auront une longueur de 2700 mètres et nécessiteront pour entretien une dépense annuelle de . . . . . 30 f..

Que le total des dépenses d'entretien atteindra ainsi . . . . . 684..

Que les ressources normales susceptibles d'être affectées à l'entretien s'élèvent, d'après la moyenne de cinq années, annuellement à . . 1318 f.
Que les dites ressources présentant conséquemment un déficit de . . . 638 »

Délibère

Art. 1er. – Les chemins vicinaux ordinaires restant à construire seront divisés en trois catégories, conformément aux indications du tableau ci-après:

N° du chemin	Désignation du chemin	Limites de la section à comprendre au R. S.	Longueur de cette section	Évaluation de la dépense de construction	Répartition de la dépense. Sacrifice communal	Subvention départ.t	Subvention État
		1re Catégorie					
2	de Betchat	Partie comprise entre le village de Bouille et la limite de Betchat (Ariège)	2700	12600	3780	6174	2646
		2e Catégorie					
		Néant					
		3e Catégorie					
		Néant					
	Rappel de l'évaluation de la construction des chemins dont l'introduction dans le nouveau réseau subventionnable est proposée			12.600			
	Moyenne des ressources ordinaires applicables annuellement aux travaux neufs = $\frac{658+628}{2}$ = 643. pour 10 annuités 10 fois plus = 6430.			6400			
	Routes, communes extraordinaires à créer			6200.	1860	3.038	1.302

Art. 2. La commune acquittera en fait des dépenses des travaux de construction des chemins ou sections de chemins dont le classement est proposé dans la première et la deuxième catégorie au moyen des ressources extraordinaires indiquées ci-après:

Centimes extraordinaires: Imposition autorisée le
" centimes à recouvrer pendant quatre ans . . . 948 »
Nouvel emprunt à la caisse des chemins vicinaux demandé par la présente délibération . . . . . 900.
Total 1848 »

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits et ont signé les membres présents

Laffont Montjoi Comminges Cochéné
Blanc Bouque
Martres

Vote de 14 f 75 pour frais de sépulture de Brunet Laurent (noyé)

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois, le dix-huit juin, le conseil municipal de la commune de Bouille, réuni en lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet-Maine, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet en date du 14 avril 1883.

Étaient présents: MM. Martres, Montjoi, Comminges, Cochéné, Cartex François, Laffont et Bouque, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter la somme de quatorze francs, soixante-quinze centimes, pour payer les frais de sépulture du nommé Brunet Laurent de Sortanville, trouvé noyé à Bouille.

Le Conseil:

Considérant que le père du noyé se trouve dans un état d'indigence complète,

A l'unanimité, vote un crédit de F. 14-75 à prendre sur les fonds libres de la commune pour parer aux frais de sépulture du dit Brunet.

Ainsi délibéré à Bouille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Montjoi Comminges Cochéné
Blanc Bouque Blanchard Cartex
Millet Martres

Approbation du plan de redressement et d'élargissement du chemin vicinal n° 2.

L'an mil huit cent quatre-vingt-trois, le vingtième jour du mois de septembre, le conseil municipal de la commune de Bouille, réuni en lieu ordinaire de ses séances, en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 29 août dernier.

Étaient présents: Martres Bertand, Millet, Bouque, Comminges, Laffont, Cochéné, Blanchard, Cartex François, Cartex Bertand et Montjoi formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a soumis le plan dressé le 16 juillet dernier par l'agent voyer cantonal, et le rapport de M. l'Agent Voyer d'arrondissement en date du 24 août dernier, approuvé par M. l'Agent Voyer en chef le 28 du même mois, relatifs au projet de redressement et d'élargissement du chemin vicinal N° 1.

Le Conseil

Considérant que l'enquête à laquelle a donné lieu ce projet n'a fait ressortir aucune opposition, que l'absence de réclamations l'autorise à considérer le silence des intéressés comme une adhésion aux propositions de M. l'Agent Voyer d'arrondissement.

Est d'avis, à l'unanimité, d'adopter les conclusions de ce rapport en ce qui concerne le projet de redressement et d'élargissement, et de prélever la dépense qui en résultera, sur la subvention extraordinaire de F. 9000, accordée par l'Etat.

Prie M. le Préfet de vouloir bien intervenir pour que le restant des ressources soit affecté à la construction du chemin vicinal N° 2, dont le redressement et l'élargissement ont été sollicités par délibération du 5 Novembre 1882. Les communications entre Touille et Botchat étant complètement impraticables.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont, Montaigne, Commenges, Téchoné, Pradès, Tougue, Blanchard, Castex, Millet, Martres, Montaigne

Demande d'admission du nommé Lassalle Jean à l'hospice de Toulouse

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le vingtième jour du mois de septembre, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en lieu ordinaire de ses séances, en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet en date du 29 août dernier.

Etaient présents: M.M. Martres Bertrand, Millet, Tougue, Laffont, Commenges, Téchoné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, M. le Maire, Président, donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Président de la commission administrative des hospices civils de Toulouse, informe M. le Préfet que l'état du nommé Lassalle Jean, admis à l'Hôtel-Dieu le 19 avril dernier, au lieu de s'améliorer, empire plutôt, et demandant, par suite, que le malade, désormais considéré comme incurable, continue d'être traité à l'hospice au compte du Département et de la Commune.

Le Conseil:

Quoique très désireux de venir en aide à la position particulièrement intéressante de ce malheureux jeune homme qui ne peut attendre de sa famille aucune espèce de secours, son père ne possédant ni meubles ni immeubles et se trouvant dans un état complet d'indigence ne saurait, néanmoins, perdre de vue l'état précaire des finances de la commune.

~~Il ne tenait compte que de l'état précaire des finances de la commune refuserait tout subside, mais désireux de compatir à la position exceptionnellement malheureuse de ce jeune homme qui ne peut attendre de sa famille aucune espèce de secours, le père ne possédant ni~~

~~meubles ni immeubles et se trouvant dans un état complet d'indigence~~ prie M. le Préfet de vouloir bien le faire admettre à l'hospice de la Grave et vote, à cet effet, une somme de cent francs, représentant le tiers environ de la dépense, des frais de séjour et de traitement. Le conseil espère que en l'état de misère de toute la famille Lassalle, le Budget départemental prendra le reste à sa charge.

Ainsi délibéré à Touille, les jour mois et an susdits, et ont signé les membres présents.

Laffont, Téchoné, Montaigne, Commenges, Pradès, Tougue, Blanchard, Castex, Millet, Martres, Montaigne

Demande de suppression de l'école de Montarréan

L'an mil huit cent quatre vingt trois le vingtième jour du mois de septembre, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni sous la présidence de M. Glaviot Maire, en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet en date du 29 août dernier.

Etaient présents, M.M. Martres, Millet, Tougue, Commenges, Laffont, Téchoné, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui soumet les déclarations faites ~~par~~ en conformité de l'article 7 de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire obligatoire. Il résulte de ces déclarations que soixante enfants doivent fréquenter l'école; savoir, l'école communale 19, l'école libre dirigée par M. Bernefont, frère de la doctrine chrétienne et 30, l'école libre dirigée par Mlle Anaïs Manent, Sœur de la Croix.

Aucune déclaration n'ayant été faite pour l'école du hameau de Montarréan, le Maire, dans l'intérêt des finances de l'Etat et de celles de la commune, propose d'en demander la suppression.

Il rappelle que lorsque le conseil municipal, par sa délibération du 25 juin 1882, en demanda la création, il s'était prévalu ~~par~~ un désir exprimé par un certain nombre d'habitants de ce hameau, et il était en droit d'espérer alors que sur 25 enfants en état de fréquenter l'école, 20 au moins s'y seraient rendus. Mais cette école, une fois autorisée, quatre pères de famille seulement y ont envoyé leurs enfants, les autres n'ayant pas su se décider à les retirer des écoles congréganistes.

Il expose ensuite que par sa lettre du 2 Janvier dernier, il avait mis le sieur Cormes Jean Pierre, propriétaire des locaux de l'école en demeure d'appropier les lieux et de se conformer strictement au traité du 26 août 1882; mais que celui-ci s'y refusa, préférant, écrivait-il

le 3 avril suivant, voir résilier le bail.

Le Conseil :

Considérant que l'absence de déclarations pour l'école du hameau de Montarreau n'en permet pas son maintien, et que la lettre de Commes rend très facile la résiliation du bail.

Est d'avis qu'il y a lieu d'approuver le projet de M. le Maire et de prier M. le Préfet de vouloir bien faire annuler l'autorisation de M. le Ministre de l'Instruction publique du 4 octobre dernier.

Ainsi délibéré à Cuille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents -

Laffont Béchéné Montaigu Commiges

Sougue Plantes Blanchard Carlex

Millet Montjoi

Vote d'une somme de 20f en faveur du réservist Mirobolant.

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le vingtième jour du mois de septembre, le conseil municipal de la commune de Cuille s'est réuni sous la présidence de M. Glairet Maire, en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet en date du 29 août dernier.

Etaient présents : M.M. Martres, Millet, Sougue, Commiges, Laffont, Béchéné, Blanchard, Carlex François, Carlex Bernard et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a soumis une réclamation de Mirobolant François, réservistes, afin d'obtenir un secours pendant les vingt huit jours de présence sous les drapeaux.

Le Conseil :

Considérant que le sieur Mirobolant est sans ressources, et qu'il y a lieu de pourvoir, pendant son absence, à l'entretien de sa famille, composée de sa femme et d'un enfant au berceau.

Estime qu'il y a lieu de lui accorder une indemnité de vingt francs à prendre en les fonds libres.

Ainsi délibéré à Cuille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents -

Laffont Béchéné Montaigu Commiges

Sougue Plantes Carlex Blanchard

Millet Montjoi

Abus de pouvoir et blâme contre l'adjoint d'avoir cédé la clef de la salle d'école du hameau de Montarreau à l'inspecteur primaire pour l'installation du sieur Sarrieu, instituteur

L'an mil huit cent quatre vingt trois et le vingt neuvième jour du mois d'Octobre, le Conseil municipal de la Commune de Cuille s'est réuni sous la présidence de M. Glairet, Maire, en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet, en date du 20 courant.

Tous les membres du Conseil étant présents, M. le Maire expose qu'à suite de la délibération prise le 20 Septembre dernier, il avait fait observer à M. Sarrieu, récemment nommé titulaire de l'école du hameau de Montarreau, que sa présence dans cette école serait complètement inutile, aucune déclaration n'ayant été faite en conformité de l'article 7 de la loi du 28 Mars 1882.

Malgré quoi, l'Inspecteur primaire se présentait quelques jours après pour procéder à l'installation de M. Sarrieu et le Maire, à la pensée que l'autorité supérieure n'avait pas encore statué sur la dite délibération du 20 Septembre, croyait devoir refuser à ce fonctionnaire la clef de l'école, lui faisant observer, toutefois, que ce refus n'était que temporaire et qu'il installerait lui-même le titulaire si l'Administration ne donnait pas suite immédiate à la demande de suppression de cette école.

M. l'Inspecteur ayant appris, le Maire, par exemple, ignore encore de quelle part, que l'Adjoint dont cependant la loyauté n'avait jamais été mise en doute, se trouvait détenteur de la clef, se rendit chez lui et obtint facilement, paraît-il, d'être introduit dans le local scolaire.

Il procéda donc, sans le moindre embarras et à l'insu du Maire, à l'installation de l'Instituteur.

En présence de ces faits, le Maire, après avoir aussi donné lecture d'un échange de correspondance avec la Sous-Préfecture au sujet de cette affaire, prie le Conseil de dire nettement ce qu'il pense de cette conduite de l'Adjoint, abusant de la confiance que le Maire avait placée en lui et se mettant par là-même en contradiction formelle avec son vote du 20 Septembre, puisqu'il avait donné son assentiment à la demande de suppression d'école.

Le Conseil, à l'exception de l'Adjoint et de M. Millet (Jean), fortement pénétré de la gravité du fait et profondément ému de ce qui s'est passé, blâme

d'autant plus énergiquement l'action de l'Adjoint que la conduite répréhensible n'est que le résultat d'une arrière pensée l'égoïsme — lui seul ou à peu près étant partisan de l'école ; maintient dans tout son contenu la délibération du 20 Septembre et déclare, en outre, et par acclamation, que le Maire a bien agi et qu'il mérite, de plus fort la plus ample confiance.

Au moment de lever la séance, M. Laffont exprime l'idée que sans les agissements de M. l'Inspecteur, l'Adjoint n'aurait peut-être pas commis cet abus de pouvoir : Le Conseil, sans vouloir en rien justifier ce dernier, croit bon cependant de signaler la chose à M. le Préfet.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents

Laffont Castex Souque Blanchard
Sauzat pour pr Castex Cammings Cachéré
Cammings Martres
Millet

Nomination de trois délégués chargés de la révision des listes électorales

L'an mil huit cent quatre vingt trois le quatorze novembre le conseil municipal de la commune de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Glauret Maire
Etaient présents, M.M. Millet, Souque, Cammings, Laffont, Blanchard Castex François, Castex Bertrand et Montjoi formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été nommé secrétaire

L'assemblée ainsi constituée, le Président l'invite à nommer trois délégués, afin de procéder à la révision des listes électorales.

Le Conseil.

A l'unanimité, désigne le sieur Cachéré François, membre du conseil municipal, pour les opérations préliminaires de la révision, et M.M. Sauzat et Montjoi, aussi membres du conseil municipal pour la commission chargée du jugement des réclamations en matière d'inscription ou de radiation.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que

dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Souque Millet Cammings
Castex Blanchard
Castex

Allée au cimetière.

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le quatorze novembre, le Conseil municipal de la commune de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glauret Maire
Etaient présents, M.M. Millet, Souque, Cammings, Laffont, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président fait ressortir combien une allée est indispensable dans le cimetière, et il prie le conseil de vouloir l'autoriser à l'y faire faire.

Par sa délibération du 16 décembre 1883, le Conseil municipal autorise le Maire à affecter la totalité du crédit de F. 166-67 à l'achat de cyprès et à la construction d'une allée de deux mètres dans le cimetière.
Blanchard

Le Conseil :

Considérant qu'une allée de deux mètres de largeur, longeant le cimetière est indispensable, autorise M. le Maire à l'y faire faire et à prendre, pour ce travail ainsi que pour l'achat des cyprès qui doivent y être plantés, sur le crédit de F. 166-67, somme affectée aux réparations du cimetière.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex Millet Souque
Laffont
Cammings

Souque
Laffont Millet Cammings
Castex Blanchard

Autorisation de l'Encaissement par le Receveur municipal de F. 102-83 pour un dépôt à la Caisse d'épargne à Toulouse

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le quatorze novembre le Conseil municipal de la commune de Couille, réuni en session ordinaire au lieu accoutumé de ses séances, sous la présidence de M. Glauret Maire
Etaient présents M.M. Millet, Souque, Cammings, Laffont, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président l'informe que depuis près de trente ans, il existe à la caisse d'épargne de Toulouse, un dépôt de F. 83 sous le N° 1457, au nom de la commune, et l'invite à autoriser le Receveur municipal à encaisser cette somme avant le

31 décembre prochain, époque de la prescription.

Le Conseil accepte la proposition de Maire, l'autorise à demander le duplicata du livret qui n'a pu être retrouvé dans les archives de la Mairie, et prie Monsieur le Préfet de vouloir bien donner son approbation immédiate à la présente délibération.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Sougue Millet
Castex Cammiges
Castex Blanchard

Note d'un crédit de F 38-83

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le quatorze novembre, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet Marc.

Etaient présents M.M. Millet, Sougue, Laffont, Cammiges, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de F. 38f 83, pour:

1° Impression à la charge des communes	0.90
2° Frais de perception des impositions communales	12.--
3° Contribution des biens communaux	3.93
4° Frais d'encaissement d'un dépôt fait à la Caisse d'Epargne de Toulouse	22.-
Total égal	38-83

Le Conseil:

A l'unanimité, vote la somme de Trente-huit francs, quatre vingt-trois centimes, à prendre sur les fonds libres de la caisse municipale pour faire face aux dépenses détaillées par M. le Maire.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Sougue Millet Cammiges
Castex Castex Blanchard

Vote de 155f50 pour l'entretien de Lassalle Jean à l'hospice de Toulouse

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le quatorze novembre, le conseil municipal de la commune de Touille réuni en session de droit, au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaviet Marc.

Etaient présents M.M. Millet, Sougue, Cammiges, Laffont, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée le Président donne lecture d'une lettre de M. le Sous Préfet en date du 16 8bre dernier qui l'informe que les admissions dans les hospices sont déterminées par un arrêté préfectoral du 5 février 1872 et qu'il ne peut être dérogé aux prescriptions de cet arrêté en ce qui concerne le nommé Lassalle Jean, incurable.

Il expose que la dépense annuelle incombant à la commune s'élève à F 255-50; qu'après avoir prélevé sur les fonds libres la somme de 100-.. votée par délibération du 20 septembre dernier, il ne reste plus de fonds disponibles.

Il fait ressortir ensuite que la commune se trouve grevée d'une forte imposition extraordinaire pour faire aux dépenses des chemins vicinaux, qu'il n'est pas raisonnablement possible de recourir à ce moyen pour obtenir le complément des ressources nécessaires à l'entretien de ce malade.

Propose d'ouvrir une souscription de 155f50 pour parer à la dépense totale.

Le Conseil: Considérant que le nommé Lassalle ne peut être rendu à sa famille qui se trouve dans un état complet d'indigence; qu'il y a lieu par suite de demander son admission à l'hospice de la Grave;

Considérant que le crédit de F 171-40, ouvert au budget de l'Exercice courant par délibération des 8 avril et 20 septembre, et la souscription de 155f50, qui sera certainement couverte, assurent le paiement de la pension jusqu'au 18 juillet 1884;

Considérant que l'état de situation financière de la commune impose une très grande réserve;

Est d'avis, qu'il y a lieu d'accepter la proposition de M. le Maire; d'autoriser le Receveur municipal à encaisser les F. 155-50 et de verser cette somme à la Caisse du Receveur des hospices de Toulouse.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Sougue Millet Cammiges
Castex Castex
Blanchard

Demande de changement d'affectation d'une certaine somme du chemin N° 1 pour le chemin N° 2.

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le quatorze novembre, le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Étaient présents M.M. Millet, Sougue, Laffont, Cummings, Blanchard, Castex François, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président expose qu'après avoir terminé la construction du chemin vicinal N° 1 de Couille à Labastide il restera disponible une somme de 5.000 f. environ, sur les F. 9000.-, de subvention extraordinaire, accordée par l'État. Cette somme pourrait bien s'utiliser sur le chemin qui a fait l'objet de son affectation et dans la traverse de Couille à Salies; mais comme il convient de centraliser toutes les ressources pour faire face à la dépense que nécessitera la construction du chemin N° 2 de Couille à Betchat, dont le redressement et l'élargissement ont été sollicités par délibération du 5 novembre 1882, propose de demander à M. le Préfet de vouloir bien intervenir auprès de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, afin d'obtenir le changement d'affectation de la somme qui restera disponible, une fois les travaux finis, sur le chemin en cours de construction.

Le Conseil.

Considérant que le chemin vicinal N° 2, de Couille à Betchat, vers la limite de cette dernière commune, est entièrement impraticable, qu'il y a lieu d'en poursuivre la construction et par conséquent de centraliser toutes les ressources disponibles pour faire face à cette dépense;

Considérant que la demande de subvention consignée dans la délibération du 18 juillet 1880, avait pour but la construction des chemins N° 1, 2 et 3; qu'il y a donc lieu d'insister pour appliquer au chemin vicinal N° 2, la somme non utilisée sur le N° 1.

Le Conseil prie M. le Préfet de vouloir bien appuyer la proposition de M. le Maire, et dans le cas où M. le Ministre ne pourrait pas donner suite à sa demande, d'autoriser l'emploi des fonds de subvention disponible à l'élargissement du chemin vicinal N° 1 du côté de l'entrée du village de Couille.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont — Sougue — Millet — Castex — Castex — Blanchard — Cummings — Glairet

Note de 155-50 pour l'entretien du nommé Lassalle Jean, à l'hospice de Toulouse

L'an mil huit cent quatre vingt trois, le seize décembre, le conseil municipal de la commune de Couille, réuni en session extraordinaire, en vertu de l'autorisation de M. le Sous Préfet, en date du 10 courant, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Étaient présents, M.M. Millet, Sougue, Saurat, Laffont, Cochéné, Cummings, Blanchard, Castex Bertrand et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président donne lecture d'une lettre de M. le Sous Préfet, en date du six de ce mois, faisant connaître que M. le Préfet ne pourra donner suite à la délibération du 14 novembre dernier relative à l'entretien du nommé Lassalle à l'hospice de la Grave que tout autant qu'il sera justifié de l'encaissement de la souscription volontaire.

Le Conseil;

Considérant qu'il importe d'assurer dans le plus bref délai l'entretien de ce malade afin d'empêcher son retour dans sa famille, que le sacrifice communal s'impose et qu'il y a lieu d'ajourner les projets d'emploi des fonds libres en caisse;

Est d'avis, à l'unanimité de voter un crédit de F. 155-50 qui ajouté à celui de F. 100.- inscrit dans la délibération du 20 septembre dernier, forme la somme nécessaire pour l'entretien du nommé Lassalle à l'hospice de la Grave jusqu'au juillet 1884. L'entière somme de F. 255-50 sera prise sur celle de F. 590-20, restant en caisse ainsi qu'il résulte de l'état de situation délivré le 15 courant par le Receveur municipal.

Ainsi délibéré à Couille; les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont — Cochéné — Millet — Cummings — Castex — Blanchard — Glairet

Approbation du projet de redressement et d'élargissement du chemin vicinal N° 1.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre et le vingt janvier, M. le Maire de la commune de Couille donne connaissance au conseil municipal d'une décision, en date du 8 novembre 1883, par laquelle la Commission départementale a approuvé le projet de redressement et d'élargissement du chemin vicinal N° 1 de Couille à Labastide.

Le conseil municipal donne acte à M. le Maire de cette communication.

Ont signé les membres présents.

Laffont — Saurat — Cochéné — Millet — Cummings — Castex — Blanchard — Glairet

Elargissement et redressement du chemin vicinal N° 1, de Couille à Labastide.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, et le vingt janvier, le Conseil municipal de la commune de Couille, réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. le Maire, en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 13 décembre dernier.

Etaient présents, MM. Laffont, Saurat, Béchéné, Millet, Comminges, Castex Bertrand, Castex François, Blanchard et Montjoi formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, M. le Maire donne connaissance du dossier relatif au projet de redressement et d'élargissement du chemin vicinal N° 1, de Couille à Labastide, et du procès-verbal constatant qu'aucune réclamation et déclaration verbales ou écrites n'ont été faites du 30 décembre 1883 au 15 janvier 1884, époque du dépôt du plan parcellaire et de l'état indicatif des propriétaires des terrains à occuper pour l'exécution de ce projet.

Le Conseil donne acte à M. le Maire de cette communication.

Ont signé les membres présents.

Laffont — Souque — Béchéné — Millet — Comminges — Castex — B. Blanchard — Glairet

Chauffage des Ecoles.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le dix février, le conseil municipal de la commune de Couille, réuni sous la présidence de M. Glairet Maire, pour la tenue de la session ordinaire du dit mois.

Etaient présents, MM. Blanchard, Castex François, Comminges, Montjoi, Laffont, Saurat, Souque et Béchéné, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui propose de voter un crédit de cent trente cinq francs pour le chauffage des écoles pendant l'hiver 1883-1884.

Le Conseil.

A l'unanimité, partageant la manière de voir de M. le Président, est d'avis de voter la somme de 135 f pour le chauffage des classes, somme à prendre sur les fonds libres de la caisse municipale.

Ainsi délibéré à Couille, les jour mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Glairet — B. Blanchard — Souque — Laffont — Montjoi — Castex — Béchéné — Comminges — Glairet

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le dix février, le Conseil municipal de la commune de Couille, réuni sous la présidence de M. Glairet, Maire, pour la tenue de la session ordinaire dudit mois.

Etaient présents, MM. Blanchard, Castex François, Comminges, Montjoi, Laffont, Saurat, Souque et Béchéné, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée le Président lui propose de vouloir prendre des mesures nécessaires et urgentes pour l'assainissement du rez-de-chaussée de la maison commune.

Le Conseil.

Considérant que pour l'assainissement dont parle M. le Maire, puisse avoir lieu, il faut pratiquer, dans la cour de la dite maison, trois fossés d'assainissement.

A l'unanimité, pour parer à cette dépense, vote la somme de trente francs, à prendre sur le compte Dépenses imprévues.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Souque — Glairet — B. Blanchard — Laffont — Béchéné — Montjoi — Comminges — Glairet

Dépenses des Ecoles primaires communales.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le dix février, le conseil municipal de la commune de Couille, étant réuni sous la présidence de M. Glairet Maire, pour la tenue de la session ordinaire dudit mois.

Présents, MM. Blanchard, Castex François, Comminges, Montjoi, Laffont, Béchéné, Saurat et Souque.

Absents, MM. Martin, Millet et Castex Bertrand.

M. le Président donne connaissance des dispositions des lois des 15 mars 1850, 10 avril 1867, 19 juillet 1875, 11 décembre 1880, 16 juin 1881, des décrets des 7 octobre 1850, 31 xbre 1853, 27 juillet 1870, 20 janvier 1873, 8 août, 10 et 29 8bre 1881, de la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur du 4 juillet 1881, et des circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique des 16 août et 27 7bre 1881, relatives aux dépenses de l'instruction primaire et invite le conseil municipal à délibérer sur ces dépenses et sur les moyens d'y pourvoir pendant l'année 1884.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, propose de fixer ainsi qu'il suit les dépenses des écoles primaires communales, pour l'année 1884 :

Ecole spéciale de garçons

	f.	c.	f.	c.
Traitement fixe de l'instituteur en titulaire	200	»		
Traitement éventuel	176	»		
Complément pour former le traitement minimum	524			
Total	900	»		

Ecole de Samean. (Montarsiem)

Par délibération du 20 septembre dernier, la suppression de l'école ayant été demandée, le conseil persiste dans sa résolution, et juge inutile de voter tout crédit pour l'exercice 1885.

~~Fait et délibéré à Eouille, les jour, mois et an susdits.~~

~~Ont signé les membres présents.~~

Aussant au moyen d'acquitter ces dépenses, le Conseil municipal a décidé qu'elles seraient payées sur les ressources suivantes.

1° Une imposition spéciale de quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes que le Conseil vote à cet effet au budget de 1885 et devant produire une somme de 175-

2° Prélèvement du 5e des revenus communaux ordinaires énumérés à l'article 3 de la loi du 16 juin 1881 60-

Total des ressources communales ordinaires . . . 235-

En conséquence, le département ou l'Etat aura à fournir, pour compléter les dépenses ordinaires et obligatoires de l'instruction primaire en 1885, une subvention de 665-

Total des ressources applicables aux dépenses obligatoires . . . 900-

Fait et délibéré à Eouille, les jour, mois et an susdits.

Ont signé les membres présents.

Estimation de la Coupe affouagère

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt quatrième jour du mois de février, le Conseil municipal de la Commune de Eouille réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Présents: M.M. Sougue, Laffont, Comminges, Béchéré, Blanchard, Cartex François et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. le Maire a donné lecture des articles 5 de la loi du 25 juin 1841 et 14 de la loi de finance du 14 juillet 1876 ainsi conçus:

Art. 5. Pour indemniser l'Etat des frais d'administration des bois des communes et des établissements publics il sera payé, au profit du Trésor, sur les produits tant principaux qu'accessoires de ces bois, cinq centimes par franc en sus du prix principal de leur adjudication ou cession.

« Quant aux produits délivrés en nature, il sera perçu par le Trésor le vingtième de leur valeur, laquelle sera fixée définitivement par le Préfet, sur les propositions des Agents forestiers et les observations des Conseils municipaux et des Administrateurs.

Art. 14 — Le remboursement à l'Etat des frais d'administration

« des bois des communes et des établissements publics continuera à s'effectuer « conformément à l'art. 5 de la loi précitée et à l'article 6 de la loi du « 19 juillet 1845, sans toutefois que la somme remboursée par chaque « commune ou chaque établissement public puisse dépasser un franc par « hectare des bois qui lui appartiennent. »

Après cette lecture, M. le Maire a mis sous les yeux du Conseil les deux premiers paragraphes de l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1845, conçus dans les termes suivants:

« Les prélèvements sur les ventes ou délivrance en nature des produits « des communes ou établissements publics, prescrits par l'art 5 de la loi du « 25 juin 1841, continueront à porter sur les produits principaux. Ils « cesseront d'être appliqués aux produits accessoires.

« Quant aux produits délivrés en nature, la valeur en sera fixée « définitivement par le Ministre des finances, sur les propositions des Agents « forestiers, les observations des Conseils municipaux et des Administrateurs « et l'avis du Préfet.

M. le Maire a ensuite exposé que M.M. les Agents forestiers proposent de fixer à la somme de Sept cent quarante un francs, la valeur de la coupe N° 7, de taillis sous futaie, qui doit être livrée en nature à la commune dans son bois communal pour l'exercice 1885.

Le Conseil municipal, ainsi exposé entendu,

Estime qu'il y a lieu de fixer à la somme de Sept cent quarante un francs, la valeur de la coupe qui doit être délivrée en nature à la commune pour l'Exercice 1885.

Une expédition de la présente délibération sera envoyée à M. le Sous Préfet pour y être donné la suite convenable.

Fait à Eouille, le 24 février 1884.

Ont signé au Registre.

Approbation d'actes de vente

L'an mil huit cent quatre vingt et le vingt quatre février, le conseil municipal de la commune de Eouille, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents: M.M. Sougue, Comminges, Laffont, Béchéré, Blanchard, Cartex François et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer. M. Montjoi a été élu secrétaire.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis les actes de vente de terrains incorporés au chemin vicinal de petite communication

N°1, de Salies à Labastide.

Vu la décision de la commission départementale, en date du 8 novembre 1883, qui approuve le plan dressé le 16 Juillet 1883 par l'agent voyer du canton de Salies.

Considérant que par suite du redressement et de l'élargissement de ce chemin, les dénommés ci-après, ont cédé à la commune la contenance de terrain indiquée en regard de leur nom, et dont la valeur a été fixée de gré à gré.

Considérant que la solvabilité des vendeurs garantit la commune contre tout recours ultérieur de la part des créanciers.

Le conseil municipal a approuvé le considérant ci-dessus par sa délibération du 22 mai 1884.

Cussac Jean-Marie	0 are	50 centiares	87-50
Martres Marie, épouse Cazavet	3 -	90	156-"
Martres Joseph	0,	18	15-26
Martres François	0,	15	28-55
Lerpey Guillaume	0,	18	9.90
Rouède Laurent & Consort	1 -	40 et indemnité	330-"

Le Conseil,

Approuve les dits actes; décide que le montant de l'indemnité sera payé aux sus-nommés sur le produit de la subvention extraordinaire de neuf mille francs, et dispense M. le Maire de faire remplir les formalités de la purge des hypothèques, en ce qui concerne les sus-nommés.

A Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents -

Blanchard Souque Laffont
Cartier Montjoi
Béchéné Commiges

Emploi par Régie de 933f au chemin N°1, de Salies à Touille

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt quatre février le conseil municipal de Touille, réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairot Maire.

Etaient présents MM. Souque, Commiges, Laffont, Béchéné, Blanchard, Cartier François et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire

L'assemblée ainsi constituée, le Président l'informe que par décision de M. le Préfet, du 29 8bre 1883, la commune a été autorisée à employer par régie la somme de (F. 933) neuf cent trente trois francs, montant de la subvention proportionnelle accordée pour une quatrième journée de prestations.

L'arrivée tardive de cette décision et le manque de temps survenu n'ont pas permis de faire emploi de cette somme avant le premier janvier;

Propose de solliciter le renouvellement de cette autorisation, pour employer dans le courant de cette année les F. 933, disponibles, à la construction du chemin vicinal N°1, de Salies à Touille, et de les répartir, ainsi qu'il suit:

Terrassements	400-"	933-"
Rigole pavée à l'origine du village (Sortie du village)	300-"	
Première couche d'empierrement	233-"	

Le Conseil est d'avis d'accepter la proposition de M. le Maire; prie M. le Préfet de vouloir bien accorder la régie sollicitée, dans le plus bref délai, pour permettre la construction du chemin dans le courant du mois de Mars prochain, afin d'utiliser convenablement la prestation de l'année courante - L'état de délabrement de ce chemin à la limite de la commune de Labastide, exige une prompte exécution des travaux.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Blanchard Souque Laffont
Cartier Montjoi
Béchéné Commiges

Création de foires à St Gaudens.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt quatre février, le conseil municipal de Touille, réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairot Maire.

Etaient présents, MM. Souque, Commiges, Laffont, Béchéné Blanchard, Cartier François et Montjoi, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire

L'assemblée ainsi constituée, le président lui donne lecture de la lettre de M. le Sous-Préfet, en date du 19 courant, par laquelle il fait connaître que le Conseil municipal de la commune de St Gaudens demande la création de quatre foires annuelles qui se tiendront les dernier jeudis de février - mai - octobre et décembre.

Le Conseil, ne s'oppose point à ~~ce que~~ la demande du conseil municipal de St Gaudens.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Blanchard Souque Laffont
Cartier Montjoi
Béchéné Commiges

Chemins de fer d'intérêt local.

L'an mil huit cent quatre vingt-quatre, le trentième jour du mois de mars, le Conseil municipal de la commune de Couille, réuni en lieu ordinaire de ses séances, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 14 mars; sous la présidence de M. Glairet Maire

Etaient présents, MM. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Millet, Montjoi, Saurat, Sougue et Béchoné, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président donne lecture de la circulaire de M. le Préfet, en date du 14 de ce mois, qui invite les conseils municipaux à se prononcer sur l'opportunité d'exécuter actuellement les chemins de fer d'intérêt local, ainsi que des Procès-verbaux des séances du conseil Général dans sa session extraordinaire du mois de janvier dernier.

Après cette lecture, il ne peut s'empêcher de faire connaître son sentiment sur la résolution du conseil général, et estime que cette assemblée se trouvait suffisamment éclairée pour ajourner la construction des dits chemins de fer jusqu'après la construction des chemins vicinaux et de ne l'entreprendre que lorsque le budget départemental serait en mesure de fournir, sans recourir à une imposition extraordinaire la somme de subvention nécessaire pour assurer l'intérêt du capital de premier établissement et celui des frais d'exploitation.

Le Conseil:

Considérant la nécessité de continuer l'œuvre si bien comprise par le gouvernement, de construire des chemins vicinaux qui, eux, rendront de réels services à l'agriculture.

Considérant que les lignes des chemins de fer, déjà concédées, sont une charge pour le département et qu'il n'est pas bien démontré que les lignes nouvelles soient un jour une source de bénéfices;

Considérant que, par suite de la surimposition de près de un cinquième, les agriculteurs et les industriels du département vont voir augmenter leurs charges, et que s'il était donné suite au projet de construction des chemins de fer d'intérêt local, ils se verraient frappés, en outre, d'une imposition extraordinaire de 16 centimes au moins

Considérant que l'agriculture et l'Industrie traversent une période critique et que le moment ne saurait être plus mal choisi pour les frapper de nouveaux impôts.

Par ces motifs, Le Conseil,

A l'unanimité, quoique partisan des chemins de fer d'intérêt local, est d'avis d'en retarder la construction jusqu'à l'achèvement des chemins vicinaux et même encore, jusqu'au moment où les ressources du département permettront de les subventionner sans avoir recours à l'imposition extraordinaire.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Sougue Blanchard Béchoné
Castex Millet Sougue Castex
Laffont

Approbation d'un crédit de 3=75 voté par la commission du Bureau de Bienfaisance, pour secours aux indigents

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le sixième jour d'avril, le Conseil municipal de la Commune de Couille, réuni en lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire

Etaient présents, MM. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Millet, Montjoi, Saurat, Sougue et Béchoné

formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Montjoi a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui communique une délibération prise par la commission administrative du Bureau de bienfaisance, portant vote d'un crédit de F. 3-75. pour secours aux indigents, et il prie le conseil, de vouloir l'approuver.

Le Conseil,

A l'unanimité, approuve la délibération et le crédit de trois francs soixante quinze centimes, voté par la commission du bureau de bienfaisance.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Béchoné Montjoi Castex
Castex Sougue Laffont
Blanchard Millet
Saurat

Bureau de Bienfaisance (Chapitres additionnels)

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le six avril, le Conseil municipal de la commune de Couille, réuni en lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Maire.

Etaient présents, MM. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Millet, Montjoi, Saurat, Sougue et Béchoné

Absents quoique dûment convoqués, MM. Cummings et Martres Bertrand

Ouï le rapport de M. le Maire, Président du Bureau de Bienfaisance;

Vu la loi municipale du 18 juillet 1837, art. 31 S. 6;

Vu le reglement définitif des recettes et dépenses de l'exercice clos;

Estime qu'il y a lieu d'arrêter les chapitres additionnels au Budget du Bureau de Bienfaisance de Couille pour l'exercice 1884:

En toutes recettes, à la somme de soixante quatre francs quatre vingt treize centimes
En toutes dépenses, à celle de soixante quatre francs quatre vingt treize centimes.
Délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Bureau de Bienfaisance. (Budget des recettes et des dépenses).

L'an mil huit cent quatre vingt quatre et le six avril, les membres composant le conseil municipal de la commune de Couille, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.
Etaient présents. M.M. Blanchard, Castex Bertrand, Castex François, Laffont, Millet, Montjoi, Saurat, Sougne et Béchéné
Absents quoique dûment convoqués. M.M. Cummings et Martres Bertrand
Vu la loi municipale du 18 juillet 1837, art. 31 S. 6;
Estime qu'il y a lieu d'arrêter le budget du Bureau de Bienfaisance de Couille, pour l'Exercice 1884:
En toutes recettes à la somme de Cent onze francs,
En toutes dépenses, à celle de Cent onze francs.
Délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Nomination de deux conseillers, chargés d'assister le Maire pour dresser la liste des électeurs pour l'élection des Juges Consulaires.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt troisième jour du mois d'avril, le Conseil municipal de la commune de Couille, se sont réunis, sous la présidence de M. Glairet, Maire, au lieu ordinaire de ses séances, en vertu de l'autorisation de M. le Préfet, en date du 31 mars 1884.
Etaient présents: MM Castex Bertrand, Laffont, Millet, Montjoi, Sougne, Cummings, Béchéné, Castex François, Blanchard.
formant nombre suffisant pour délibérer. M. Béchéné a été élu secrétaire.
L'assemblée ainsi constituée, le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Préfet, relative à l'exécution de la loi du 8 décembre 1883, sur l'élection des Juges Consulaires. Il l'invite ensuite à désigner deux de ses membres chargés de l'assister pour dresser la liste des électeurs.
Le Conseil désigne MM. Castex Bertrand et Montjoi Adrien
Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Par lettre de ce jour, nous notifions à MM. les Conseillers municipaux élus les 4 et 11 courant, l'arrêté de M. le Préfet en date du 2 de ce mois, qui fixe l'ouverture de la session de mai au dimanche 18 courant.
Nous les invitons en outre à se rendre ce même jour à la Mairie à huit heures du matin, pour procéder à leur installation et à l'élection de la municipalité.

Couille le 14 mai 1884
Le Maire.

Nomination du Maire et de l'Adjoint.

Procès-Verbal de l'installation du conseil municipal et de l'élection d'un Maire et d'un adjoint.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre le 18 du mois de Mai à huit heures du matin les membres du conseil municipal de la commune de Couille proclamé par le bureau électoral à la suite des opérations des quatre et onze Mai se sont réunis dans la salle de la Mairie sur la convocation qui leur a été adressée par le Maire, conformément aux articles 48 et 77 de la loi du 5 avril 1884.
Etaient présents MM. les conseillers municipaux
1 Glairet Pierre Julien
2 Castex Bertrand
3 Castex Jean François
4 Perpey Alexi
5 Darbon Sebastien
6 Despagne Jean Pierre
7 Sougne Joseph
8 Millet Jean
9 Saurat Cyprien
10 Laffont Joseph
11 Blanc Michel
12 Labatut Marcel
La séance a été ouverte sous la présidence de M. Glairet Pierre Julien Maire qui, après l'appel nominal, a donné lecture des résultats constatés aux procès-verbaux des élections et a déclaré installés MM. Glairet Pierre Julien, Castex Bertrand, Castex Jean François, Saurat Cyprien, Laffont Joseph, Blanc Michel, Perpey Alexi, Darbon Sebastien, Despagne Jean Pierre, Sougne Joseph, Millet Jean, Labatut Marcel, dans leurs fonctions de conseillers municipaux.
M. Despagne Jean Pierre le plus âgé des membres du conseil

a pris ensuite la présidence.

Le conseil a choisi pour secrétaire M. Perpey aîné.

Election du Maire

Premier tour de scrutin

Le président après avoir donné lecture des articles 76 et 77 de la loi du 5 avril 1884, a invité le conseil à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection d'un Maire.

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, a remis fermé au Président son bulletin de vote écrit sur papier blanc.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	12
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	
Reste pour le nombre des suffrages exprimés	12
Majorité absolue	7
M. Glaïret Pierre Julien douze voix	12

M. Glaïret Pierre Julien ayant obtenu la majorité absolue a été proclamé Maire.

Election de l'adjoint

Il a été procédé ensuite, dans la même forme, et sous la présidence de M. Glaïret Pierre Julien élu Maire, à l'élection d'un adjoint.

Premier tour de scrutin

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	12
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	2
Reste pour le nombre des suffrages exprimés	10
Majorité absolue	6
M. Laffont Joseph sept voix	7
M. Castex Bertrand trois voix	3

M. Laffont Joseph ayant obtenu la majorité absolue des suffrages a été proclamé Adjoint.

Le président a déclaré M. Laffont Joseph installé en qualité d'Adjoint.

Et ont signé les membres présents.

Le Doyen d'âge du conseil — Les membres du conseil municipal

Dispagne — Labatut — Darlon — Castex — Soulan — Blanc — Sougues — Laffon

Le Maire — Glaïret

Le Secrétaire — A. Perpey

Le conseil municipal est convoqué en séance publique le jeudi 22 mai à huit heures du matin.

Ordre du jour

1° Election des deux délégués appelés à faire partie de la commission administrative du bureau de bienfaisance. (Loi du 5 août 1879)

2° Nomination des quatre membres de la commission municipale scolaire (Loi du 28 mars 1882)

3° Règlement définitif des recettes et des dépenses de l'exercice 1883.

4° Budget de l'exercice 1885.

5° Etablissement du rôle d'affouage.

6° Vente d'une coupe extraordinaire de bois en 1885.

7° Règlement de l'indemnité à accorder au sieur Cèchéné.

8° Réquisitions de terrains pour le chemin vicinal n° 1.

9° Rappel d'une délibération en date du 27 mai 1883 qui demande la réduction d'une imposition extraordinaire de quatre cents francs à deux cent quarante-deux francs.

10° Rappel de la délibération du 3 novembre 1883, relative au redressement du chemin vicinal n° 2, à partir du quartier du Bourdaou jusqu'à la limite de la commune de Betchat.

Coulle, le 18 Mai 1884

Le Maire

Glaïret

Session de mai

Élection de deux délégués pour le bureau de bienfaisance

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt deux mai, à huit heures du matin, le conseil municipal de la commune de Couille s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glanet Pierre-Julien, Maire.

Étaient présents : MM. les conseillers municipaux dont les noms suivent : Castex Bertrand, Castex Jean François, Perpoy Alexis, Darbon Sébastien, Dispagne Jean Pierre, Millet Jean, Laffont Joseph et Raoul Sébastien.

Absents : MM. Sougne Joseph, Blanc Michel et Saurat Cyprien.

Le Conseil a élu pour secrétaire, M. Perpoy Alexis.

M. le Président a donné lecture des articles, transcrits ci-contre, de la Loi du 5 août 1879, sur les Commissions administratives (art. 1er-4. al 5)

Il a ensuite invité le Conseil à procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection de deux délégués.

Chaque conseiller municipal à l'appel de son nom, a écrit son bulletin de vote sur papier blanc et l'a remis fermé au Président.

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 Mai 1884

Le dépouillement du vote a commencé à 8 heures 1/4. Il a donné les résultats ci-après :

Premier tour de Scrutin.

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	9
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	...
Reste pour le nombre des suffrages exprimés	9
Majorité absolue	5

Ont obtenu { M. Montjoi Bernard neuf voix
M. Duques Pierre neuf voix

MM. Montjoi et Duques ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués.

Ils ont déclaré accepter ce mandat.

La séance est levée à huit heures et demie.

Et ont signé les membres présents.

Laurent Laffont Castex Millet Castex Darbon Dispagne Perpoy Glanet

Nomination de 4 membres pour la commission municipale scolaire (Loi du 28 mars 1882)

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt deux mai, le conseil municipal de la commune de Couille, s'est réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glanet Maire.

Étaient présents, MM. Castex Bertrand, Castex François, Perpoy, Darbon, Dispagne, Millet, Laffont, Sébastien et Saurat, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Perpoy a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président expose qu'en conformité de l'art. 5 de la loi du 28 mars 1882, il doit être procédé au choix de quatre membres devant former la commission municipale scolaire, instituée pour surveiller et encourager la fréquentation des écoles.

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 Mai 1884

Le Conseil :

Ouï l'exposé de M. le Maire, désigne MM. Saurat Cyprien, Castex François, Dispagne Jean Pierre et Perpoy Alexis, membres du conseil municipal présents à la séance, et qui ont déclaré vouloir accepter ce mandat.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Saurat Laurent Castex Glanet Millet Perpoy Darbon Dispagne

Compte du Receveur municipal

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt deux mai. Le conseil municipal de la commune de Couille

Vu le compte rendu par le sieur Viguier, Receveur municipal de ses recettes et dépenses, depuis le 1er janvier 1883 jusqu'au 31 Xbre suivant, lequel comprend : 1° le rappel du compte de l'exercice 1882 ; 2° les recettes et les dépenses faites pendant les douze premiers mois de l'Exercice 1883 ; 3° les recettes et les dépenses concernant les services hors budget ;

Vu le détail des opérations finales de l'Exercice 1883, établi au regard du compte sus-mentionné, et présentant les recettes et les dépenses pour ledit Exercice, pendant les trois premiers mois de la gestion 1884 ;

Envoi au Rcur m.al le 30 Mai 1884

Vu les pièces justificatives rapportées à l'appui tant du compte de la gestion 1883 que des opérations complémentaires effectuées en 1884 ;

Vu les budgets primitif et additionnel des recettes et dépenses présumées de l'Exercice 1883, arrêtés par Mr le Préfet du département, et les autorisations spéciales de recette et de dépense délivrées pendant ledit Exercice.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif dans lequel M. l'Maire a exposé les motifs des dépenses par lui mandatées, la manière dont elles ont

été effectuées, et l'utilité que la commune en a retiré.

Considérant que le compte est bien établi et les opérations convenablement justifiées.

Délibère :

Art. 1er — Statuant sur la situation du comptable au 31 décembre 1883, sauf le règlement et l'apurement par le Conseil de Préfecture, conformément à l'article 66 de la loi du 18 juillet 1837, le Conseil admet les recettes de la gestion de 1883 pour la somme de . . . . . 9.252-82.

Les dépenses pour celle de 9.276-52

Fixe l'excédent de la dépense à 23-70

Et attendu que, par l'arrêté du compte précédent, le comptable a été reconnu débiteur de 1866-03

Déclare le comptable débiteur, sur un compte de Gestion 1883, de la somme de . . . 1842-33

Art. 2. — Statuant sur les opérations de l'Exercice 1883, sauf le règlement et l'apurement par le Conseil de Préfecture, le Conseil admet les opérations effectuées, tant pendant la gestion 1883 que pendant les trois premiers mois de la gestion 1884, savoir :

En recette, pour . . . . . 9.433-32.

En dépense, pour 8.288-48

D'où résulte un excédent de recette de 1144-84

Le résultat définitif de l'Exercice 1882 ayant présenté un excédent de recette de 1347-89

Le résultat définitif de l'Exercice 1883, égal au résultat du compte d'administration du même Exercice, est un excédent de recette de . 2492-73

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Sauret Maire Labatut Millet Darbon Castex Dispagne Lorpey

Crédit de f 1563f 44, pour régulariser les opérations de l'Exercice 1883.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre le vingt deux mai le Conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Sauret Maire.

Etaient présents : M.M. Laffont Joseph, Labatut Raoul, Dispagne, Castex Bertrand, Millet, Darbon, Lorpey, Sauret et Castex François, formant nombre suffisant pour délibérer.

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 mai

M. Lorpey a été élu secrétaire.

Le Conseil ainsi constitué, le Président lui propose de voter la somme de f. 1563-44, pour régulariser les opérations de l'Exercice 1883, savoir :

Subvention pour l'instruction primaire	1100--
Frais de registres de l'Etat civil	7-20
Timbre des comptes et registres	9-05
Intérêt d'emprunt	3-28
Dépense des chemins vicinaux	443-91
Total égal :	1.563-44

Le Conseil :

Considérant que les crédits sus-mentionnés sont nécessaires pour régulariser les opérations de l'Exercice 1883, à l'unanimité, vote la somme de mille cinq cent soixante trois francs, quarante-quatre centimes, à prendre sur les fonds libres de la caisse municipale.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Sauret Maire Labatut Millet Darbon Castex Dispagne Lorpey

Compte administratif.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre le vingt-deuxième jour du mois de mai, le conseil municipal de la commune de Touille, assemblé en session ordinaire, sous la présidence de M. le Maire de la commune, dans la salle de ses séances ordinaires.

M. le Maire ayant déposé sur le bureau son compte d'administration pour l'Exercice 1883 et s'étant retiré, il a été procédé à l'élection d'un Président et d'un secrétaire.

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 mai

Présents : M.M. Laffont Joseph, Labatut Raoul, Dispagne Jean-Pierre, Castex Bertrand, Millet Jean, Darbon Sébastien, Lorpey Aloïs, Castex François et Sauret Cyprien.

M.M. Dispagne et Lorpey ont été désignés, par voie de scrutin, pour remplir, le premier, les fonctions de président, le second celles de secrétaire, et de suite le Conseil ayant ~~été~~ examiné attentivement le compte d'administration du Maire, a reconnu :

1° Que l'excédent de Recette, au 31 mars 1883, était de . . . . . .

2° Que les recettes et les dépenses faites pendant les années 1883 et 1884 ont produit un excédent de recette de

D'où il suit que le résultat de l'Exercice 1883 s'élève à :

Recettes.	Dépenses
1347-89.	» . »
	»
1144-84	» .
2492-73	» . »

Par cet examen, le Conseil croit s'être convaincu que le compte d'administration du maire pour 1883 est exact dans tous ses articles ; que les dépenses lui paraissent avoir été utiles et régulières, restreintes dans les limites des fonds alloués au budget et par autorisations spéciales, et distribuées

avec économie, et, par conséquent approuve ledit compte.
Ainsi fait et délibéré par les membres du Conseil qui ont signé.

Laffont — Sauret — Labatut
Clarac — Millet — Darbon
Castex — Despagne

Réglement définitif.

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt deux mai.
Les membres composant le Conseil municipal de la commune de Coville, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.
Etaient présents MM: Laffont Joseph, Labatut Raoul, Dispagne Jean-Pierre, Castex Bertrand, Millet Jean, Darbon Sébastien, Derpey Alexis, Castex François et Saurat Cyprien;

Envoi à la Sous-préfecture le 30 mai

Le Conseil municipal,
Ouï le rapport de l'un de ses membres;
Vu les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur l'administration et la comptabilité des communes;
Après s'être fait représenter les budget primitif et supplémentaires de l'Exercice 1883, et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses entreprises et celui des mandats délivrés par le Maire; enfin le compte du Receveur pour la gestion de l'année 1883, accompagné des pièces justificatives, ainsi que le compte moral ou administratif de la même année;
Procédant au réglement définitif du budget de 1883, propose de fixer ainsi qu'il suit les recettes et dépenses de cet exercice, savoir:

Recettes

Les recettes, tant ordinaires qu'extraordinaires de l'exercice 1883, évaluées par le budget à f 18547,-76 ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer, à la somme de 20.108-11
De laquelle il convient de déduire celle de 9.326-90

Savoir:
Pour restes à recouvrer également justifiés, et qui seront portés en recettes au plus prochain compte . . . 9.326-90
Somme égale 9.326-90
Au moyen de quoi, la recette de l'exercice 1883 demeure définitivement fixé à la somme de 10.781-21

Dépenses

Les dépenses créditées au budget de 1883, s'élèvent à 6421-40
Il faut y joindre celles qui ont été l'objet des crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'Exercice 13.694-43
Total des dépenses présumées 20.115-83
De cette somme, il convient de déduire celle de . . . 11.827-35

Savoir:
1° Crédits en portions de crédits restant sans emploi comme excédant le montant des dépenses, ci 825-51
2° Dépenses faites, mais non ordonnancées avant le 31 mars 1884 et à reporter au budget supplémentaire de 1884 ou au budget suivant . . . 11.001-84
Somme égale 11.827-35
Au moyen de quoi, les dépenses de l'exercice 1883 sont définitivement fixées à 8.288-48
Les recettes de toute nature de l'exercice 1883 étant arrêtées à . . 10.781-21
Les dépenses du même exercice étant définitivement fixées à . . . 8.288-48
Il reste par conséquent, pour Reliquat définitif, la somme de . . 2.492-73
laquelle sera portée, comme ressource extraordinaire au budget supplémentaire de 1884.
Toutes les opérations de l'Exercice 1883 sont déclarées définitivement closes et ses crédits annulés.
La présente délibération sera jointe comme pièces justificatives au budget supplémentaire de 1884.
Délibéré à Coville, les jour, mois et an ci-dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont — Sauret — Labatut
Clarac — Millet — Darbon
Castex — Despagne

Service vicinal (Emploi du Reliquat)

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt-deuxième jour du mois de mai, le conseil municipal de la commune de Coville, réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glaret Marc.
Etaient présents, MM: Laffont Joseph, Labatut Raoul, Dispagne Jean-Pierre, Castex Bertrand, Millet Jean, Darbon Sébastien, Derpey Alexis, Castex François et Saurat Cyprien, formant la majorité des membres en exercice.

Envoi à la Sous-préfecture le 30 mai

M. Derpey a été élu secrétaire.

Le Conseil,
Vu la loi du 21 mai 1836 l'instruction ministérielle du 24 juin suivant et le réglement général sur le service des chemins vicinaux en date du 14 février 1872, approuvé le 24 du même mois.
Vu les propositions des Agents voyers sur l'emploi à donner au reliquat de 1883;
Vu l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet de la Haute Garonne en date du 15 avril 1884;
Vu le budget approuvé pour l'année courante (1884) et les comptes rendus,

tant par le Maire que par le Receveur municipal, des recettes et des dépenses de l'exercice expiré (1883), comptes dont il résulte que le reliquat des ressources des chemins vicinaux de cet exercice (1883) est de dix mille quatre cent cinquante-neuf francs, soixante cinq centimes.

Considérant que les ressources des chemins vicinaux pour l'Exercice 1883 se sont élevées à F. 12.826-96, les dépenses à F. 2.367-31; d'où il résulte un reliquat de F. 10.459-65.

Délibère.

Le reliquat de l'année 1883, sera employé de la manière suivante, savoir

Travaux neufs, Chemin, N° 1 & 2. 10.459-65

Fait et délibéré en séance, le 22 mai 1884.

Et ont signé les membres présents.

Laffont, Joseph, Labatut, Darbon, Castex, Despagne

Service vicinal (Créations de ressources pour 1885)

L'an mil huit cent quatre vingt quatre le vingt deuxième jour du mois de mai, le conseil municipal de la commune de Coulle, réuni en session ordinaire sous la présidence de M. Glaniet, Maire,

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 mai

Etaient présents, M.M. Laffont Joseph, Labatut Raoul, Despagne Jean-Pierre, Castex Bertrand, Millet Jean, Darbon Sébastien, Lerpey Alexis, Castex François et Lamat Cyprien, formant la majorité des membres en exercice.

M. Lerpey a été élu secrétaire.

Le Conseil,

Vu la loi du 21 mai 1836, les instructions ministérielles du 24 juin suivant et du 6 décembre 1870;

Vu le règlement général sur le service des chemins vicinaux en date du 14 février 1872 approuvé le 24 du même mois;

Vu les propositions des agents voyers sur la situation des chemins vicinaux ordinaires, et sur les dépenses à y effectuer en 1885;

Vu l'arrêté de mise en demeure de M. le Préfet de la H.te Garonne en date du 15 avril 1884;

Vu le budget approuvé pour l'année courante;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver les propositions des Agents du service vicinal.

Délibère:

Les sommes ci-après seront prélevées en 1885 sur les revenus ordinaires et les fonds libres.

La commune sera imposée pour 1885 de:

Trois journées de prestations, dont le produit est évalué à		1177-»
Cinq centimes spéciaux ordinaires, évalués à		220-»

Les ressources suivantes seront en outre affectées en 1885 au service des chemins vicinaux:

Imposition extraordinaire de 5 centimes, autorisée le 21 Janvier 1882, pour 5 ans		220-»
Imposition extraordinaire pour l'amortissement de l'emprunt contracté à la caisse des chemins vicinaux pour les voies vicinales	Ordinaires (autor. du 17 mars 1879 28 Janvier 1880)	400-»
Portion de l'imposition extraordinaire de 5 cent. réalisée en 1884 et non portée au programme de la dite année		50-»
Exécution de la loi du 12 mars 1880	Subventions du département	441-»
	Subventions de l'Etat	189-
	Totaux	2697-»

Sur ces ressources il sera prélevé:

Pour amortissement des emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux pour les voies vicinales	Ordinaires	400-»
Pour les contingents des chemins vicinaux de grande communication. Numéros	19	66-»
	30	66-
Pour les dépenses communes aux trois catégories		6-»
Pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires	Entretien	560-»
	Exécution de la loi du 12 mars 1880 — Chemin N° 2	1599-»
	Totaux	2697-»

Fait et délibéré en séance, le 22 mai 1884.

Ont signé les membres présents.

Laffont, Joseph, Labatut, Millet, Darbon, Castex, Despagne

Proposition du budget pour 1885

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt-deuxième jour du mois de mai, le conseil municipal de la commune de Coulle, étant réuni en session ordinaire, sous la présidence de M. Glaniet, Maire, a procédé à la formation du budget pour l'année 1885.

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 mai.

En conséquence, M. le Maire a remis sur le bureau l'état des recettes et dépenses projetées pour la dite année 1885, et après une vérification et un examen approfondi,

Le Conseil,

Vu le compte d'administration rendu par M. le Maire pour l'Exercice 1883;

Vu le compte de gestion de 1883, rendu par le Receveur municipal;

Vu l'état des recettes et dépenses proposées par M. le Maire,

Considérant que les recettes et les dépenses se trouvent bien établies
Délibère de proposer le Budget de l'année 1885 selon les articles de recettes et dépenses libellés dans la colonne destinée aux propositions de la commission administrative, et dont les résultats présentent :

1° Pour la recette, la somme de 5.708-60
2° Pour les dépenses, celle de 5.708-60

D'où il résulte un excédant de . . . . . »

Ainsi délibéré à Cuille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Fauler Lavaud Perpey Millet Darbon Cartex Despagne

Imposition extraordinaire
Garde-champêtre 100 f.
Insuffisance de revenus 315 f 60

Le conseil municipal de la commune de Cuille, réuni sous la présidence du Maire, au nombre de neuf membres.

Vu le budget approuvé pour l'année 1884 et les comptes financiers rendus tant par le Maire que par le Receveur municipal des recettes et dépenses de 1883 ;

Vu le budget proposé pour l'année 1885 ;

Considérant que les recettes ordinaires admises au budget proposé pour 1885 non compris l'imposition pour salaire du Garde champêtre, ne s'élèvent qu'à la somme de . . . . . 4151-»

Total de la Recette . . . 4.151-»

Envoi à la Sous Préfecture le 30 mai

Considérant que les crédits proposés pour les dépenses annuelles, ordinaires et facultatives ci après désignées, savoir :

Frais d'administration (y compris le salaire des gens de service, les registres de l'État civil, les frais d'impression des comptes, livres et budgets de la commune, ceux de timbre, et les frais de confection de matrices de rôles	1390	60		
Traitement du Receveur municipal	189	»		
Entretien annuel des propriétés communales	20	»		
Supplément de traitement au curé ou Desservant	200	»		
Traitement fixe et logement des Instituteurs	912	»		
Entretien des chemins vicinaux	1.397	»		
Dépenses des enfants assistés	15	-		
— des aliénés	92			
Fête Nationale	10			
Dépenses imprévues	30			
Salaire des Gardes champêtres et forestiers	300			
Dépenses de l'Éclairage	30			
Secours à la vieillesse agricole	6	75		
Assurance contre l'Incendie	16	25		
Intérêts d'emprunt	158			
Font un total de	4.566	60	4.566	60

Qu'en conséquence, il reste à pourvoir un déficit de . . . 415-60

Considérant que les dépenses à faire sont indispensables, et que la commune ne peut y pourvoir qu'en obtenant l'autorisation de s'imposer extraordinairement.

Est d'avis qu'elle soit autorisée à s'imposer pour l'année 1885 :

1° Une somme de Cent francs représentant 2.276 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour le Salaire du Garde champêtre, et à porter en recette à l'article 20 du budget ;

2° Une somme de trois cent quinze francs soixante centimes représentant 7.183 centimes additionnels, pour subvenir à l'insuffisance des revenus affectés aux dépenses ordinaires obligatoires et facultatives et à porter en recettes à l'article 23 du budget.

Fait et délibéré le 22 mai 1884, et ont signé les membres présents.

Laffont Fauler Lavaud Perpey Millet Darbon Cartex Despagne

Demande de la vente d'une coupe extraordinaire de bois pour 1885

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt-deux mai, le conseil municipal de Cuille, réuni en session de droit, au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Marie

Étaient présents, MM. Laffont, Labatut, Despagne, Cartex Bertrand, Millet, Darbon, Perpey, Cartex François et Lauvat, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Perpey a été élu secrétaire.

Envoi à la Sous Préfecture le 30 mai

Le Conseil ainsi constitué, le Président expose qu'une contenance de bois de 8 hectares 10 ares, formant le solde du quart de réserve, atteindra l'âge de vente en 1885.

Propose d'en demander la vente, comme coupe extraordinaire, pour le produit en être affecté, ainsi que pour les précédentes coupes, à l'amortissement des emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux.

Le Conseil : Considérant qu'il y a lieu de réaliser au plus tôt les capitaux nécessaires pour éteindre les impositions extraordinaires votées pour assurer les intérêts des emprunts.

Est d'avis, à l'unanimité de demander pour 1885, la vente du solde de la contenance de bois du quart de réserve.

Ainsi délibéré à Cuille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Fauler Lavaud Perpey Millet Darbon Cartex Despagne

Règlement de l'indemnité à accorder au sieur Béchéré.

L'an mil huit cent quatre vingt-quatre, le vingt deuxième jour du mois de mai, le conseil municipal de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaizet Maire

Etaient présents, MM. Laffont, Labatut, Dispagne, Castex Bertrand, Millet, Darbon, Perpey, Castex François et Saurat formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Perpey a été élu secrétaire.

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 mai

Le conseil ainsi constitué, le Président lui a soumis un rapport de M. l'Agent voyer d'arrondissement qui statue sur une demande d'indemnité formée par le sieur Béchéré, ainsi que le procès verbal d'estimation dressé par M. l'Agent voyer cantonal de Salles.

Le Conseil,

Considérant que le préjudice causé au sieur Béchéré est réel; qu'il y a lieu par conséquent de l'indemniser;

Considérant que le chiffre d'estimation du dommage n'a rien d'exagéré

Est d'avis, à l'unanimité, d'approuver le procès verbal dressé le 5 mars 1884, par M. l'agent voyer cantonal et accepté par Béchéré.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Laffont Saurat Labatut
Castex Millet Perpey
Darbon
Castex Dispagne

Rappel d'une délibération en date du 27 mai 1883 qui demande la réduction d'une imposition extraordinaire de 400 f. à 242-

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt deuxième jour du mois de mai, le conseil municipal de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glaizet Marie

Etaient présents, MM. Laffont, Labatut, Dispagne, Castex Bertrand, Millet, Darbon, Perpey, Castex François et Saurat formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Perpey a été élu secrétaire.

Envoi à la Sous-Préfecture le 30 mai.

Le Conseil ainsi constitué, le Président rappelle que le 27 mai 1883, le Conseil municipal a pris une délibération pour demander la réduction d'une imposition extraordinaire de F. 400-0 à F. 242-0 et l'inscription sur trois titres de rente 3%, ensemble F. 158-0; que les intérêts doivent en être affectés au paiement des intérêts et du remboursement des emprunts contractés à la caisse des chemins vicinaux. Il ajoute que, malgré le rappel adressé à la Sous-Préfecture les 5 octobre et 24 décembre dernier, l'autorité supérieure n'a pris aucune décision.

Le Conseil, Considérant que le retard apporté à la solution de

cette affaire constitue un préjudice pour la commune, et ce sans que le Receveur municipal n'a pu encaisser les arrérages échus.

Prie M. le Préfet de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour faire cesser ce retard.

Ainsi délibéré à Couille, les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont Saurat Labatut Millet
Castex Darbon Perpey
Castex Dispagne

Le Conseil municipal est convoqué en séance publique le dimanche 8 juin, à huit heures du matin.

Ordre du jour:

Vœu à émettre pour l'agrandissement de la gare de marchandises de la Station de Mis-Mare-Couille.

Couille, le 4 juin 1884

Le Maire

Vœu pour l'agrandissement de la gare de marchandises de Mis-Mare-Couille.

L'an mil huit cent quatre-vingt-quatre, le huitième jour du mois de juin, le Conseil municipal de Couille, réuni en session de droit, au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Couret, maire.

Etaient présents:- MM. Glaizet, Castex Bertrand, Castex François, Perpey, Darbon, Sougue, Saurat, Laffont, Blanc et Labatut, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Perpey a été élu secrétaire.

Vingt-six mots rayés comptés nuls.

Sougue Blanc Dispagne Castex Saurat Laffont Castex

Le Conseil ainsi constitué, le Président expose que la halle aux marchandises de la station de Mis-Mare-Couille est beaucoup trop petite pour abriter les chiffons, chaux, farines, vins expédiés ou reçus, ainsi que les nombreux envois de peaux de l'importante usine de Couille, et qu'il en résulte une très grande gêne et quelquefois même un certain préjudice pour les destinataires ou expéditeurs.

~~Le Conseil, Considérant que le retard apporté à la solution de cette affaire constitue un préjudice pour la commune, en ce sens que le receveur municipal~~

Le Conseil, Considérant, en effet, que l'exiguïté du local existant doit forcément occasionner certains embarras, soit par l'enlèvement trop précipité des marchandises non abritées, soit par le

retard forcé apporté dans le dépôt de celles à expédier.

Émet à l'unanimité, le vœu que la Compagnie des chemins de fer du Midi agrandisse ladite halle aux marchandises, et prie M. le Préfet de vouloir bien appuyer la présente demande.

Ainsi délibéré à Bouille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Laffont — Sauret — Blanc — Darbon — Castex — Sougue — Perpey — Glauret — Labatut

Le Conseil municipal est convoqué en séance publique le dimanche treize juillet à huit heures du matin.

Ordre du jour :

1° Acceptation du devis des travaux à exécuter pour la confection de la chaussée d'empierrement du chemin vicinal ordinaire N° 1.

2° Approbation des actes de vente de terrains cédés par M. Germain Lasvignes et la dame Vve Rouède.

3° Avis à émettre au sujet d'une délibération du Conseil municipal de St Martory, qui demande la suppression du marché aux veaux, tenu à Mane, chaque vendredi.

4° Pourvoi devant le Ministre de l'Intérieur au sujet de la délibération prise le 22 mai 1884 :

(Demande de réduction d'une imposition extraordinaire de F 400 - à F 242)

Bouille, le 7 juillet 1884

Le Maire absent

L'adjoint

Laffont

Vœu contre la demande de suppression des marchés de Mane, par le Conseil municipal de St Martory

Envoi à la Préfecture le 17 juillet

L'an mil huit cent quatre vingt-quatre et le treizième jour du mois de juillet, le conseil municipal de la commune de Bouille s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Glauret Maire, en vertu de l'autorisation spéciale de M. le Sous-Préfet, en date du 28 juin dernier.

Présents : MM. Castex Bertrand, Castex François, Perpey Alexis, Darbon Sébastien, Dispagne Jean-Pierre, Sougue Joseph, Millet Jean, Sauret, Laffont, Blanc et Labatut.

M. le Maire met sous les yeux de l'assemblée copie de la

délibération du conseil municipal de St Martory, demandant la suppression du marché aux veaux tenu à Mane chaque vendredi.

Le Conseil,

Plus que jamais pénétré des services importants que rend à la population de Bouille le marché tenu à Mane chaque vendredi et sachant que les nombreux éleveurs de la commune considéreraient comme un véritable déni de justice que l'intérêt général de cette région fut sacrifié à l'intérêt particulier de la ville de St Martory, à qui du reste, rien n'a été enlevé, puisque ses marchés existent toujours.

Considérant qu'un gouvernement libéral et démocratique ne saurait gêner en rien la liberté des transactions et qu'il doit, au contraire, laisser à chacun le droit de disposer de sa personne et de ses biens de la manière qu'il juge la plus convenable à ses intérêts.

Considérant que le succès des marchés dont s'agit est la preuve la plus évidente que Mane est le vrai centre producteur et que les éleveurs de la région sont tous particulièrement intéressés à ce qu'il ne soit pas donné suite à la demande du conseil municipal de St Martory.

Émet, à l'unanimité, le vœu que le marché de Mane continue à avoir lieu et prie l'assemblée départementale de vouloir bien maintenir son vote libéral et juste du 27 août 1881.

Ainsi délibéré à Bouille les jour, mois et an susdits, et ont signé les membres présents.

Sauret — Laffont — Castex — Glauret — Perpey — Darbon — Blanc — Sougue — Millet — Dispagne — Labatut

~~Acceptation du devis des travaux à exécuter pour la~~

Approbation d'actes de vente de terrains incorporés au chemin N° 1

Envoi à la Préfecture le 17 juillet

L'an mil huit cent quatre vingt quatre et le treizième jour du mois de juillet, le conseil municipal de la commune de Bouille s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Glauret Maire, en vertu de l'autorisation ~~spe~~ de M. le Sous-Préfet, en date du 28 juin dernier.

Présents : MM. Castex Bertrand, Castex François, Perpey, Darbon, Dispagne, Sougue, Millet, Sauret, Laffont, Blanc et Labatut formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Perpey a été nommé secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a soumis les actes de vente de terrain incorporé au chemin vicinal de petite communication N° 1, de Salès à Labartide.

Vu la décision de la commission départementale, en date du 8 novembre 1883 qui approuve le plan donné le 16 juillet 1883 par l'agent voyer

du canton de Salies ;

Considérant que par suite du redressement et de l'élargissement de ce chemin, les dénommés ci-après ont cédé à la commune la contenance de terrain indiquée en regard de leur nom, et dont la valeur a été fixée de gré à gré.

M. Lasvignes Germain	3 ares 60 c	126 f	(cédé gratuitement)
Suberville Joseph	01 - 81	69 f 66.	

Le Conseil :

Considérant que la solvabilité des vendeurs garantit la commune contre tout recours ultérieur de la part des créanciers ;

Approuve les dits actes, décide que le montant de l'indemnité sera payé à la dame Suberville Joseph sur le produit de la subvention extraordinaire de neuf mille francs, et dispense M. le Maire de faire remplir les formalités de la purge des hypothèques en ce qui concerne les ses nommés.

A Eoulle les jour, mois et an susdits, et ont signé les membres présents.

Acceptation du devis des travaux à exécuter pour la confection de la chaussée d'empierrement au chemin N° 1.

Envoi à la S. Préfecture le 17 janvier 1884

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le treizième jour du mois de juillet le Conseil municipal de la commune de Eoulle réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Glavet, Maire, en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet en date du 28 juin dernier.

Etaient présents : MM. Castex Bertrand, Castex François, Lespey, Darbon, Dispagne, Sougue, Millet, Saurat, Laffont, Blanc et Labatut, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Lespey a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président soumet à son acceptation, le devis des travaux à exécuter pour la confection de la chaussée d'empierrement de la section comprise entre le village de Eoulle et la limite de l'Ariège, sur une longueur de 1067 m 15.

Le Conseil. Considérant que les prescriptions du service vicinal sont bien établies,

Est d'avis, à l'unanimité, d'approuver le devis qui lui est soumis.

A Eoulle, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Pourvoi devant le Ministre de l'Intérieur au sujet d'une délibération prise le 22 mai 1884. (Demande de réduction d'une imposition extraordinaire)

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le treizième jour du mois de juillet le Conseil municipal de la commune de Eoulle, réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glavet, Maire, en vertu de l'autorisation de M. le Sous-Préfet, en date du 28 juin dernier.

Etaient présents, MM. Castex Bertrand, Castex François, Lespey, Darbon, Dispagne, Sougue, Millet, Saurat, Laffont, Blanc et Labatut, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Lespey a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui fait connaître que la délibération du 22 mai dernier, relative au rappel de celle du 27 mai 1883 (Réduction d'une imposition extraordinaire,), envoyée à la Sous-Préfecture le 30 mai, ainsi que le constate l'accusé de réception de M. le Sous-Préfet de St Gaudens du 3 juin suivant, n'a pas reçu de solution. Il l'invite, conformément à l'article 69 de la loi du 5 avril 1884, à se pourvoir devant M. le Ministre de l'Intérieur.

Le Conseil :

Considérant que l'affaire qui fait l'objet de cette délibération a été introduite depuis plus d'un an, qu'il ne peut par conséquent admettre d'excuse, attendu que la négligence de l'administration est par trop évidente.

Prie à l'unanimité, M. le Ministre de l'Intérieur, de vouloir bien inviter M. le Préfet à faire connaître sa décision ; il y a urgence, puisque la commune est privée depuis un an des intérêts des capitaux placés en rentes sur l'Etat.

Fait à Eoulle, les jour, mois et an susdits, et ont signé les membres présents.

Le Conseil municipal doit se réunir vendredi prochain, à huit heures du soir.

Ordre du jour.

1° Demande formée par le sieur Blanchard Jean, à l'effet de réparer un immeuble longeant le chemin vicinal N° 1, dans la traverse du village.

2° Dépense de F. 30-- appliquée aux dépenses imprévues pour l'acquisition du Répertoire de droit administratif.

Eoulle, le 4 août 1884

Le Maire.

Autorisation accordée au sieur Blanchard Jean de réparer un immeuble longeant le chemin vicinal N° 1 dans la traverse du village.

L'an mil huit cent quatre vingt-quatre, le huitième jour du mois d'août, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire.

Etaient présents, M.M. Darbon Sébastien, Blanc Michel, Sougue Joseph; Laffont Joseph, Dispagne Jean Pierre, Castex François et Castex Bertrand, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

L'assemblée ainsi constituée, le Président donne communication d'une demande verbale formée par le sieur Blanchard Jean, propriétaire à l'effet d'être autorisé à construire des ouvertures et à exhausser une maison qu'il possède dans l'intérieur du village, longeant le chemin vicinal N° 1.

Le Conseil:

Considérant que la maison dont s'agit est sujette à recul sur une longueur de quatre vingts centimètres (0m80) d'un côté et de un mètre quinze centimètres de l'autre (1m15) suivant un plan approuvé par la commission départementale le 29 avril 1878.

Considérant que la largeur de la voie dans la partie la plus étroite est actuellement de 6 mètres 85 centimètres; qu'elle est bien suffisante et que rien n'autorise à penser que la commune puisse jamais songer à acquérir de ce côté des immeubles pour obtenir l'exécution de ce plan,

Considérant qu'un plan d'alignement ne doit pas être un gêne pour les propriétaires, lorsque la commune ne reconnait pas la nécessité d'un élargissement de voie, et surtout lorsqu'elle n'a pas les moyens d'acquérir.

Est d'avis, à l'unanimité, que M. le Maire doit autoriser le sieur Blanchard Jean à réparer son immeuble, comme il le désire.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex — Laffont — Dispagne — Blanc Darbon — Castex — Sougue

Acquisition du Répertoire du droit administratif. Approbation de la somme de 30 F à cet effet.

L'an mil huit cent quatre vingt-quatre, le huitième jour du mois d'août, le conseil municipal de la commune de Touille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet, Maire.

Etaient présents, M.M. Darbon Sébastien, Blanc Michel; Sougue Joseph; Laffont Joseph; Dispagne Jean Pierre; Castex François et Castex Bertrand, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire.

Le Conseil ainsi constitué, le Président l'informe qu'en vertu de l'article 147 de la loi du 5 avril 1884, une dépense de trente francs, applicable aux dépenses imprévues, a été faite pour l'acquisition du Répertoire du droit administratif.

Le Conseil donne acte de cette communication et approuve la dépense.

Ainsi délibéré à Touille, les jour, mois et an que dessus et ont signé les membres présents.

Castex — Blanc Darbon — Dispagne — Laffont — Castex — Sougue

Le Conseil municipal se réunira samedi prochain, 20 courant à huit heures du soir.

Ordre du jour:

1° Indemnité à accorder à un réservisté.
2° Construction d'une digue sur le Salat.
3° Session d'août.

Touille, le 16 7bre 1884

Le Maire empêché
L'adjoint
Laffont

Indemnité de 50 f à accorder à Gonazé Jn Pierre et Rumeau Jean (Réservistes)

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingtième jour du mois de septembre, le conseil municipal de la commune de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Marie

Etaient présents MM. Darbon Sébastien, Blanc Michel, Millet Laffont, Dispagne, Lerpey et Castex Bertrand, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Lerpey a été élu secrétaire

L'assemblée ainsi constituée, le Président lui a soumis deux réclamations formulées par les nommés Gonazé Jean Pierre et Rumeau Jean, réservistes afin d'obtenir un secours pendant les vingt-huit jours de présence sous les drapeaux

Le Conseil:

Considérant que Gonazé Jean Pierre et Rumeau Jean sont sans ressources et qu'il y a lieu de pourvoir pendant leur absence à l'entretien de leur famille, Estime qu'il y a lieu d'accorder un secours de vingt-cinq francs à chacun, vote un crédit de cinquante francs, à prendre sur les fonds libres

Ainsi délibéré à Couille les jour, mois et an que dessus, et ont signé les membres présents Blanc Castex Millet

Lerpey Darbon

Dispagne Laffont

Glairet

Le conseil municipal se réunira dimanche prochain 5 courant à 8 heures du matin pour examiner s'il doit être fait opposition à la construction du barrage projeté par la Compagnie des Sels de Couloubrie

Couille le 1er octobre 1884

Le maire

Glairet

Le Conseil municipal se réunira dimanche prochain 23 courant à 9 heures du matin, en session ordinaire.

Ordre du jour

1° Nomination des membres chargés de la Révision des listes électorales;

2° Liste à dresser des candidats répartiteurs, titulaires et suppléants, pour 1885.

Couille, le 19 novembre 1884

Le Maire

Glairet

Nomination des membres chargés de la révision des listes électorales

L'an mil huit cent quatre vingt quatre, le vingt trois novembre, le conseil municipal de la commune de Couille, réuni en session de droit au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Glairet Marie

Etaient présents: MM. Darbon, Blanc, Millet, Sougue, Saurat, Laffont, Dispagne, Lerpey, Castex François et Castex Bertrand, formant nombre suffisant pour délibérer.

M. Castex François a été élu secrétaire

L'assemblée ainsi constituée, le Président l'invite à nommer trois délégués afin de procéder à la revision des listes électorales.

Le Conseil:

A l'unanimité, désigne le sieur Sougue Joseph, membre du conseil municipal, pour les opérations préliminaires de la révision, et MM. Saurat Cyprien et Castex François, aussi membres du conseil municipal, pour la commission chargée du jugement des réclamations en matière d'inscription ou de radiation.

Ainsi délibéré à Couille les jour mois et an que dessus, et ont signé les membres présents.

Darbon Millet Dispagne Castex

Sougue Castex Lerpey

Saurat Laffont Blanc

Glairet